

# Le numérique

- Rapport d'activités 2019 -



*Bamako, Septembre 2020*



*Moussa Coulibaly, Responsable DAF*



*François Koné, Responsable DEF*



*Boubacar Bougoudogo, Responsable DER*



*Wélé Fatoumata Sow, Responsable DIC*



*Wélé Badiégué Diallo, comptable*



*Djénéba Diarra, assistante de recherche*



*Ousmane Z Traoré, chercheur associé*



*Lansine Sountoura, chercheur associé*



*Pr. Massa Coulibaly, Directeur exécutif*

---

## Table des matières

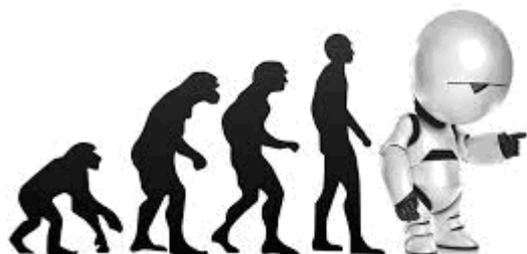
---

Avant-propos .....	1
Résumé exécutif .....	4
Introduction .....	6
1. Études et recherche.....	7
1.1. Gouvernance et développement durable .....	7
1.2. Population et genre .....	15
1.3. Emploi .....	19
1.4. Pauvreté et inégalité .....	22
1.5. Finances publiques .....	28
1.6. Intégration et mondialisation.....	35
1.7. Offres diverses d'études et de recherche.....	38
2. Enquêtes .....	49
3. Formation et renforcement des capacités .....	53
3.1. Ateliers de formation.....	53
3.2. Renforcement de capacités.....	54
4. Communication et information .....	61
4.1. Dissémination.....	61
4.2. Café .....	61
4.3. Séminaires et conférences .....	63
5. Publications .....	68
5.1. Les Great_Cahiers .....	68
5.2. Le Great_Savoir .....	70
5.3. Base de connaissances.....	71
6. Partenariat.....	72
6.1. Institutions de recherche.....	72
6.2. Administration publique.....	73
6.3. Société civile .....	73
6.4. Partenaires techniques et financiers .....	73
7. Fonctionnement institutionnel.....	74
7.1. Programmation et responsabilisation des activités.....	75
7.2. Réunions statutaires.....	76
7.3. Ateliers résidentiels .....	76
8. Suivi budgétaire.....	77
8.1. Système de gestion .....	78
8.2. Structure des dépenses .....	78
8.3. Source de financement .....	80
9. Programme d'activités 2020 .....	81
Conclusions .....	85

## Avant-propos

# Si j'étais intelligent, j'en aurais souffert

---



Au Mali, les smartphones sont en train de passer de la 3G à la 4G i.e. la 4<sup>ème</sup> génération de ces merveilles d'information et de communication tandis que le monde passe à la 5G. Chaque nouvelle génération, y compris de la 2G à la 3G et de celle-là à la 4G, enregistre sur la précédente davantage de débit, une meilleure latence avec donc beaucoup moins de délai entre l'envoi des messages ou des données et leur réception, et une densité accrue en termes de plus d'objets connectés simultanément au même réseau sans engorgement. Ceci n'est qu'un aspect, mais de large consommation, de la nouvelle économie numérique, celle qui bouleverse le 21<sup>ème</sup> siècle comme l'a fait du 19<sup>ème</sup> siècle la transformation industrielle des entreprises. Quid de l'intelligence artificielle, l'électricité du 21<sup>ème</sup> siècle, pour paraphraser Lénine.

Avec les énormes progrès des nouvelles technologies, numériques et digitales, s'insérer dans le nouveau monde apparaît davantage comme un impératif et non un choix, à prendre ou à laisser, pour parler terre à terre. Cette insertion est devenue la condition de la compétitivité des entreprises face à la concurrence, la voie d'amélioration de leur productivité et de leur efficacité commerciale et productive. L'économie numérique se distingue de la précédente par la place de plus en plus prépondérante des services sur les produits et des liens avec les utilisateurs sur le contenu de l'offre de biens et services. Elle est plus productive, plus compétitive et plus porteuse de croissance que l'économie classique de jusqu'ici. En même temps, elle bouleverse la pensée, l'idéologie et la culture, remplaçant presque tout par du numérique ou de l'immatériel. Elle implique davantage d'investissement et de financement, public comme privé, aux institutions de recherche, aux laboratoires et aux universités. Les Etats qui s'y refusent privent leurs économies des opportunités de la transition numérique et finissent par maintenir leurs populations dans l'arriération par choix politique ou idéologique et non faute de moyens ou de ressources, dans un monde où l'accès grand public aux données et l'évaluation des politiques publiques sont des impératifs de progrès et de transformation heureuse des sociétés. L'accès Internet, les bandes passantes de télécommunication, les algorithmes et autres capacités massives de stockage de données sont des impératifs de cette transformation.

Il ne faut pas s'y méprendre, derrière tous ces bouleversements, le cerveau humain a été mis à rude épreuve, de la révolution informatique à la révolution numérique, celle de la transformation d'un monde d'objets en un monde de signes. L'intelligence à la base de ces progrès a en même temps été décuplée par ceux-ci, dans une relation dialectique entre le système et ses outputs. Elle est multiforme, philosophique, psychologique et de plus en plus artificielle avec l'émergence des robots et de l'informatique, intelligence conçue et fabriquée

par l'homme, sans être ni ruse ni malice, conception dominante dans la sphère politique où le praticien se croit intelligent dès lors qu'il peut ruser de vous, et ne rien faire de vos droits si ce n'est vous les nier dès lors que vous n'en avez pas la conscience. Heureusement que la corrélation entre l'intelligence des générations est faible rendant peu probable qu'une génération ne transmette ses carences congénitales aux suivantes. Néanmoins, il faut espérer que ce comportement n'induisse dans la société la relégation au second rang de toute activité intellectuelle intense, seule susceptible d'aider la société à trouver les bonnes solutions aux problèmes qui se posent et qui se poseront à elle.

Vu notre trop grand retard sur le reste du monde, y compris du monde en développement et au regard des avancées scientifiques et sociétales à portée de main, il nous faut de toutes parts de la hauteur d'esprit, incluant la vision, le digital et un nouveau style de management tourné vers la satisfaction des clients. Nos entreprises comme nos acteurs politiques doivent s'adapter à la nouvelle économie numérique et non l'inverse. Autrement, l'on perpétuera l'arriération de notre société et condamner les générations futures à un mal-être permanent. Quand on manque de vision du progrès et qu'on n'a pas l'intelligence des gains évidents de l'économie numérique, on devrait se sentir inapte à diriger ou à régenter la lutte des populations pour leur émancipation et le bonheur collectif. Au lieu de cela, beaucoup des acteurs en vue tombent sous les principes de Peter (quand les incompetents nous dirigent) et de Dunning-Kruger (quand ils se croient extraordinairement doués).

Pour revenir à l'économie numérique, il faut dire qu'elle consacre un usage toujours plus répandu des nouvelles technologiques et plus seulement dans les domaines de l'information et de la communication, mais bien au-delà, englobant les services de télécommunications, l'audiovisuel, l'industrie du hardware et du software, les réseaux informatiques, les services et contenus en ligne, l'industrie des médias (webzines et journaux en ligne) et éditeurs de jeux, etc. Elle a commencé au milieu du 20<sup>ème</sup> siècle avec la naissance des ordinateurs, les souris électromécaniques jusqu'à l'intelligence artificielle dans le dernier quart du siècle dernier. Suivent une série d'inventions révolutionnaires dont les systèmes experts, les machine-learning et deep-learning, Internet et le Big data, mettant au goût du jour les réseaux de neurones. Dans cette économie, trois processus sont en cours, à savoir la numérisation, la dématérialisation et la digitalisation. Le premier consiste à transformer des données physiques en données numériques, le second produit directement des documents numérique sans utilisation de scanner pour stocker numériquement du document papier et le dernier fait rentrer les agents économiques surtout les entreprises dans le tout numérique e.g. le mail qui remplace le courrier postal.

A la base d'autant d'avancées, des algorithmes ont été développés, tant dans les universités que dans les laboratoires des entreprises de pointe. En tant que série d'opérations ou d'instructions à exécuter successivement pour résoudre un problème, ces algorithmes sont au cœur des moteurs de recherche, des réseaux sociaux, des robots, des plateformes, etc. Tout cela ne nécessite qu'ordinateur et électricité, avec une masse extraordinaire de savoir en ligne y compris gratuitement. Pour accéder à un monde merveilleux et aller de l'avant, il faut de plus en plus de capacités en analyse de données, en automatisation des processus et venir à bout d'éventuelle résistance culturelle ou idéologique.

La réalité mondiale de l'économie numérique peut se mesurer par un ensemble d'indicateurs dont le taux d'accès à Internet, le taux d'équipement des populations en smartphones, le taux d'utilisation du téléphone portable, la visioconférence sur le lieu de travail et le télétravail, la densité de sites Web des entreprises, le taux d'investissement dans les TIC, le taux d'utilisation

par les internautes et par les entreprises des services en ligne des administrations, Avec les résultats enregistrés ailleurs, c'est à se demander qu'est-ce qu'on peut encore enseigner aux gens qu'on ne trouve pas sur Internet. Mais que peut-on enseigner chez nous quand on ne fait rien pour un large accès populaire à Internet. Si le savoir est abondant sur la toile, il reste à développer de l'expertise et de la compétence pour traiter autant de connaissances disponibles.

En la matière, le Mali prend du retard en peinant à intégrer l'économie numérique au risque de céder ses ressources aux entreprises à la pointe du progrès. Le simple nombre de fonctionnaires n'est pas digitalisé et il semble encore impossible de combiner base de données de leur effectif avec celle de leur masse salariale, rendant problématique toute étude même seulement descriptive sur les taux de salaire et les inégalités de rémunération des fonctionnaires et que dire de l'inégale répartition des primes et autres avantages monétaires et en nature accordés à la tête de l'agent ou au biceps des corporations. On en dira autant de la gestion des étudiants dont les effectifs et les subventions publiques ressemblent à des secrets d'Etat. L'enseignement supérieur du pays est en marge de toute cette formidable évolution, or c'est une chance de passer des amphes onéreux à la connectivité haut débit. Oublions les élections dont on n'imagine même pas qu'on puisse compter les votes et publier les résultats aussitôt les bureaux de vote fermés laissant libre cours aux tripatouillages et enlevant à ce levier de démocratie toute crédibilité citoyenne.

Serait-il aussi difficile et onéreux de pouvoir payer ses factures et ses impôts en ligne sans se déplacer ni en entreprise ni en banque ni dans l'administration publique ou territoriale. Serions-nous condamnés à laisser filer les chances que nous offre la numérisation alors même que nous sommes pauvres en tout. Allons-nous faire l'économie de l'intelligence artificielle, combinaison de l'intelligence immatérielle (les algorithmes) et celle matérielle (les robots). Deux faits hyper médiatisés de son application ont marqué l'intérêt du public à l'intelligence artificielle, Deep Blue de IBM qui bat en 1997 le sextuple champion du monde d'échecs Garri Kasparov et DeepMind de Google qui bat le champion sud-coréen de go Lee Sedol en 2016. Cette intelligence fait mieux que l'humain un certain nombre d'activités dont l'établissement d'un diagnostic médical, e.g. étudier les imageries médicales (scanners, radios, échographies), parler plusieurs langues, copier un tableau de maître, devenir trader à la bourse, etc.

La révolution numérique a finalement conduit à l'avènement des imprimantes 3D (Three dimensional printing), passant de l'impression papier à l'impression objet et consistant à projeter une glue sur une surface de poudre pour former couche par couche un objet. Pour ce faire, il faut disposer d'un fichier 3D, téléchargeable sur Internet, [www.Thingiverse.com](http://www.Thingiverse.com) ou [www.Xyzprinting.com](http://www.Xyzprinting.com). La répartition géographique de l'adoption d'une telle prouesse technologique est extraordinairement inégale, 73% des achats d'imprimantes 3D pour les seuls pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, 11% pour la Chine et moins de 1% pour toute la région Afrique subsaharienne. Est-ce que parler du Mali en la matière ne serait pas manquer d'intelligence ?

## Résumé exécutif

Le présent rapport rend compte des activités menées, durant l'année 2019, par la Direction exécutive et ses 3 départements, en collaboration avec les autres institutions statutaires et les partenaires nationaux et internationaux du Groupe. Ces activités peuvent être classées en 8 catégories à savoir les études et recherche, les enquêtes, les formations et renforcements de capacités, les disséminations de résultats, les publications, l'initiation et l'animation de partenariats, le fonctionnement institutionnel et le suivi budgétaire.

Les études et recherche ont privilégié un certain nombre de thématiques à savoir (i) Gouvernance et développement durable, (ii) Population et genre, (iii) Emploi, (iv) Pauvreté et inégalités, (v) Finances publiques, (vi) Intégration et mondialisation. En matière de Gouvernance et développement durable, les études ont porté sur les perceptions des changements climatiques au Mali, les actes et acteurs de la corruption au Mali, les impacts de l'insécurité sur l'économie et le secteur privé au Mali, l'évaluation à mi-parcours du plan stratégique de développement 2016-2020 de l'ANPE, la conciliation des Objectifs de développement durable (ODD) avec les priorités populaires de développement du pays.

La thématique Population et genre a été traitée à travers les études sur les perceptions populaires de la migration au Mali et sur l'évaluation d'impact de la sous-composante des adolescentes et jeunes femmes du projet autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel (SWEDD) au Mali. Deux (2) études ont été menées sur le thème de l'emploi, à savoir le chômage et sous-utilisation de la main-d'œuvre au Mali et "Intégration régionale, amélioration de la situation économique de la femme et transformation des relations de genre dans l'espace UEMOA".

Les 3 études relatives à la pauvreté et aux inégalités s'intitulent (i) Distribution et inégalités de revenus au Mali, (ii) Mesure de la privation multidimensionnelle au Mali à partir des données Afrobaromètre, round 7 et (iii) Méthodes et outils d'analyse des inégalités de revenu. Les travaux sur les finances publiques ont porté essentiellement sur l'analyse budgétaire notamment l'analyse microéconomique des budgets de la santé et de l'éducation, l'analyse macroéconomique des budgets de la santé et de l'éducation et l'analyse des allocations budgétaires des secteurs sociaux dans le projet de budget 2020. A ces études s'ajoutent celles sur le niveau de transparence budgétaire du Mali 2019 et sur la transparence comparée (OBI) 2017 de tous les pays couverts par cette mesure de la transparence budgétaire. L'intégration et la mondialisation ont été étudiées à travers 2 rapports, l'un sur les mesures non tarifaires dans les pays développés et l'autre sur le partenariat mondial PMCED.

La direction exécutive de Great a mené au total une dizaine d'enquêtes aussi bien quantitatives que qualitatives en collaboration avec divers partenaires dont le Rapport sur la compétitivité mondiale, une avec OBI, une en collaboration avec KYNE et le centre Carter dans le cadre de la campagne "Héros du Ver de Guinée", deux (une quantitative et une qualitative) sur le secteur hôtellerie/tourisme, deux autres (une quantitative et une qualitative) en collaboration avec GRAAD du Burkina Faso. On peut retenir aussi l'Enquête qualitative Integra (USAID) et deux enquêtes en collaboration avec MSI.

Great a animé un atelier de formation en Excel avancé pour le SHA et a participé à l'animation des modules de l'École francophone d'été Afrobaromètre, tenue pour la première fois à Bamako. S'agissant des renforcements de capacités, le personnel de GREAT a suivi des

formations dans divers domaines parmi lesquels la redevabilité budgétaire, la GRD, la construction de MCS et modélisation MEGC et la méthodologie d'élaboration d'une proposition de recherche.

Des activités de communication, on peut retenir 2 ateliers de dissémination des résultats des enquêtes Afrobaromètre, 2 sessions de Café Great, 3 ateliers d'examen/validation de rapports, un Workshop avec Afrobaromètre ainsi que la publication de 9 Great\_Cahiers et de 12 Great\_savoir.

Le réseau de partenariat avec des institutions de recherche, l'administration publique, les OSC et les PTF a été entretenu et enrichi avec des nouveaux partenaires comme CIPE, KYNE et GRAAD. La Direction exécutive a fonctionné normalement avec la programmation/responsabilisation des activités, 4 réunions de personnel et 11 ateliers résidentiels de 5 jours environ chacun pour accélérer des dossiers urgents. Le suivi budgétaire montre que les 2 premiers postes de dépenses sont le fonctionnement (55%) et les Enquêtes (21%). De même, l'analyse du financement a montré que les 3 principales sources de financement en 2019 ont été IBP (46%), KYNE (24%) et MSI (17%).

De la programmation des activités 2020, il ressort qu'une trentaine d'études et recherche et une dizaine d'enquêtes sont prévues. De même, une dizaine d'activités de formation et de renforcement des capacités sont programmées.

## Introduction

Pour respecter la tradition annuelle depuis sa création, l'équipe de GREAT vient de finaliser la rédaction de son rapport annuel, rapport annuel qui fait le point des activités réalisées sur l'année 2019 et fait une projection pour l'année 2020. En plus d'être intense, l'année 2019 fut pour GREAT l'occasion, non seulement de poursuivre le développement de ses activités de recherche, mais aussi celle de mettre de l'avant différentes stratégies pour mieux promouvoir et soutenir la formation qui est en train d'occuper une plus grande importance dans le cœur de métier de l'organisation.

GREAT a réalisé en 2019, conformément à son programme d'activités, des études et recherche (18), des formations dont celle de l'école d'été francophone d'Afrobarometer à Bamako, des enquêtes mais aussi présenté plusieurs offres qui n'ont pas malheureusement été fructueuses, au nombre de 11. Ces études et recherche ont été effectuées conformément aux domaines de travail de GREAT qui sont ceux de la gouvernance et le développement durable, de la population et genre, de l'emploi, de la pauvreté et inégalité, des finances publiques et de l'intégration et mondialisation, soit au total 6 thématiques de recherche. Pour cette année, GREAT s'est beaucoup plus appesanti sur les thématiques de la gouvernance et développement durable et les finances publiques qui ont enregistré à elles seules 50% des projets de recherche, soit 9 recherches, à raison de 4 pour la première et 5 pour la seconde.

En matière de formation et pour la première fois que depuis que GREAT est partenaire du réseau Afrobarometer, une école d'été des chercheurs juniors est organisée au Mali du 28 octobre au 11 novembre 2019. En effet, pendant 3 semaines, des chercheurs juniors venus des pays francophones membres d'Afrobarometer ont été initiés aux techniques de recherche, aux notions de base de sciences politiques, aux logiciels de traitement de données, à l'analyse statistique de données et à leur application à des cas pratiques et à la rédaction d'articles et de rapports de recherche.

En plus des ateliers de dissémination des résultats de recherche, GREAT communique également avec les utilisateurs des résultats de recherche à travers son site web ([www.greatmali.net](http://www.greatmali.net)). GREAT assure sa publication par les Great\_Cahiers, Great\_Savoir.

Le présent rapport annuel est réparti en 9 parties, à savoir les études et recherche, les enquêtes, la formation et les renforcements de capacités, la dissémination, les publications, les partenariats, le fonctionnement institutionnel, le suivi budgétaire et la programmation 2019.

# 1. Études et recherche

## 1.1. Gouvernance et développement durable

### ☞ Perceptions des changements climatiques au Mali



En février 2017, il a été mené sur le terrain une enquête Afrobaromètre au titre du round 7 pour traquer les perceptions populaires des maliens sur "La qualité de la démocratie et de la gouvernance au Mali". L'enquête a touché au total 1'200

individus, dont 50% de femmes, âgés de 18 ans et plus dans les 8 régions du Mali ainsi que dans le district de Bamako.

Le présent rapport traite des perceptions pondérées proportionnellement à leurs tailles respectives dans l'échantillon des 1'200 répondants. Ces perceptions ont plus précisément trait au changement climatique. Elles sont analysées sous l'angle de l'évolution des conditions climatiques agricoles ces 10 dernières années, les expériences de changement climatique, les causes et les effets des changements climatiques et enfin la lutte contre le changement climatique.

Problématique	Depuis quelques années, le thème du changement climatique fait l'objet de réflexions au niveau mondial et régional. Les politiques et mesures prises pour infléchir les effets du changement climatique sur les ménages intègrent rarement les perceptions et niveaux de connaissance des citoyens ordinaires sur la question. Pour contribuer à combler ce vide, nous nous sommes intéressés, dans cette enquête, aux perceptions générales des maliens sur le changement climatique dans un premier temps et les perceptions des agriculteurs dans un second temps quand on sait que la majorité des maliens occupés exercent dans ce le secteur agricole.
Pertinence politique	La réussite des mesures politiques ne dépend pas seulement des connaissances objectives sur le sujet. Elle dépend tout aussi des perceptions et des croyances des groupes sociaux desquels on attend un changement de comportement. La connaissance plus ou moins précise des perceptions et croyances de la population et particulièrement des agriculteurs sur le changement climatique pourrait éclairer et augmenter les chances de réussite des politiques publiques en la matière.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"><li>✓ Rapports d'autres pays du réseau</li><li>✓ Rapports des organismes internationaux sur le sujet</li></ul>
Méthodologie	Analyse statistiques des données primaires Afrobaromètre collectées par entretiens individuels en face à face
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"><li>✓ Données de l'enquête Afrobaromètre de février 2017 au Mali</li></ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"><li>✓ Les maliens sont unanimes à reconnaître que les conditions de production agricole se sont détériorées ces dix dernières années (60%). Ce taux assez élevé de maliens pessimistes est induit par les régions de Sikasso, Kayes, Ségou et Mopti.</li><li>✓ Un nombre relativement important de maliens estime que les conditions climatiques sont restées inchangées à l'image de la région de Kidal et de Gao.</li><li>✓ Les agriculteurs partagent l'avis général de détérioration des conditions climatiques depuis une dizaine d'années (64%), seulement 23% estimant qu'elles se sont améliorées.</li><li>✓ Trois maliens sur cinq ont entendu parler de changement climatique</li><li>✓ Pour près de trois quarts des sondés, les changements climatiques sont plutôt négatifs (74%) que positifs (18%).</li></ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Près de la moitié (47%) des maliens attribue le changement climatique aux causes humaines et 38% le lient aux procédés naturels</li> <li>✓ Plus de huit maliens sur dix (84%) pensent qu'il est possible de lutter contre le changement climatique.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Continuer la sensibilisation des populations sur le changement climatique et ses conséquences</li> <li>✓ Prendre en compte les perceptions et croyances populaires dans les politiques de lutte contre le changement climatique</li> </ul>

## 👉 Actes et acteurs de la corruption au Mali



Les enquêtes Afrobaromètre collectent périodiquement (à peu près 2 ans) les perceptions populaires des citoyens sur des sujets tels que la démocratie, la gouvernance, la citoyenneté. Le round 7 de ces enquêtes au Mali a lieu en février 2017

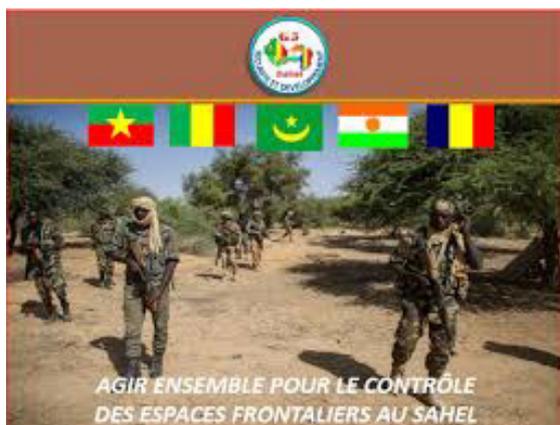
et a couvert un échantillon national de 1200 personnes, dont 50% de femmes, âgées de 18 ans et plus dans les 8 régions du Mali ainsi que dans le district de Bamako.

Le présent rapport est basé sur le traitement des données de certaines questions du questionnaire portant sur les actes et les acteurs de corruption. Les résultats sont fiables avec une marge d'erreur de  $\pm 2\%$  à un niveau de confiance d'au moins 95%.

Problématique	Aussi longtemps que la corruption restera un acte illégal et caché, il sera difficile de connaître toutes les formes qu'elle put prendre ainsi que tous les acteurs y impliqués. Le présent rapport tente de contribuer à la typologie des actes et acteurs de la corruption tels que perçus par les populations au Mali. Il aborde ainsi les questions des personnes impliquées, de l'évolution du niveau, des expériences vécues et de la lutte contre la corruption.
Pertinence politique	Les résultats de cette étude pourraient aider à éclairer les politiques de lutte contre la corruption en fournissant une typologie plus ou moins complète des actes et des acteurs de la corruption issue de des perceptions populaires.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Rapports d'autres pays du réseau</li> <li>✓ Rapports des organismes internationaux sur le sujet</li> </ul>
Méthodologie	Analyse statistiques des données primaires Afrobaromètre collectées par entretiens individuels en face à face
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Données de l'enquête Afro baromètre de février 2017 au Mali</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 30% des interviewés jugent probable qu'une personne ordinaire ait à payer des pots-de-vin pour éviter de payer des taxes. Pour éviter les tribunaux et pour enregistrer une parcelle, ce pourcentage devient respectivement 34% et 40% ;</li> <li>✓ le pourcentage de « probable » qu'une personne ordinaire ait à payer des pots-de-vin est plus élevé en milieu urbain qu'en milieu rural, quel que soit le service sollicité en contrepartie ;</li> <li>✓ les institutions impliquées dans la corruption, selon les perceptions populaires, sont la justice (59%), les personnes d'affaires (58%) et la police/gendarmerie (55%) et les institutions les moins impliquées sont les chefs traditionnels et les chefs religieux avec seulement 14% ;</li> <li>✓ la majorité des enquêtés (59%) pensent que la corruption a augmenté ;</li> <li>✓ 17% des enquêtés qui ont eu recours à l'assistance de la police ont payé pour l'avoir ;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ les enquêtés pensent majoritairement (56%) que les citoyens ordinaires ne peuvent pas lutter contre la corruption.</li> <li>✓ Près de 7 enquêtés sur dix (67%) pensent que les citoyens ordinaires ne peuvent pas signaler sans peur des actes de corruption.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Intensifier la lutte contre la corruption surtout au sein des institutions publiques</li> <li>✓ Instaurer un système de protection des dénonciateurs des actes de corruption</li> </ul>

☞ **La sécurité au Sahel à travers la lutte contre l'extrémisme violent et la promotion du partenariat public-privé : Impact de l'insécurité sur l'économie et le secteur privé au Mali**



Le projet de promotion de la collaboration publique-privée pour lutter contre l'extrémisme violent et l'insécurité au Sahel est le fruit d'un partenariat entre CIPE (Centre des entreprises privées internationales) des Etats-Unis et des centres de recherche ou think tanks des pays du G5 Sahel. Ces derniers ont été sélectionnés sur la base de leur capacité à produire de la recherche de haute qualité telle qu'attestée par des publications

antérieures ainsi que sur leurs expériences de travail sur les réformes économiques et sur les questions de sécurité et de politique publique.

Dans sa composante "études d'impacts", le projet CIPE de promotion de la collaboration publique-privée de lutte contre l'extrémisme violent vise à combler le manque de connaissance sur l'impact de l'insécurité sur l'économie et sur le secteur privé mais aussi à dépasser les limites d'éventuels travaux empiriques existants dans la littérature sur le sujet tant au niveau des pays que du G5 Sahel dans son ensemble. Les résultats des études pays et régionales serviront de base de dialogue autour d'un plan d'actions national comme régional pour le développement économique intégrant les questions sécuritaires.

Problématique	<p>Dans nos économies peu diversifiées, l'extrémisme violent et l'insécurité ont un impact négatif sur le développement compromettant la croissance et le progrès social. La littérature en donne des évidences empiriques. Ainsi, les attaques terroristes (La vie économique, 2005) conduisent à (i) des immobilisations de capacités de production en aval suite à la destruction d'infrastructures en amont, (ii) la réduction des afflux de capitaux étrangers, notamment du volume des IDE, (iii) la baisse des fréquentations touristiques, (iv) des distorsions dans l'allocation des ressources rares consécutives au changement de modes de consommation, d'épargne et d'investissement des ménages, (v) des coûts indirects supplémentaires suite aux mesures préventives de sécurité que les entreprises mettent en place, (vi) l'aggravation du climat d'incertitude, etc.</p> <p>Malheureusement, l'impact négatif de l'insécurité sur l'économie alimente à son tour l'insécurité car "le basculement dans la violence peut résulter d'une dégradation socioéconomique d'une partie de la population, de son manque de perspectives et de représentation politique, des problèmes identitaires pouvant s'ajouter aux frustrations matérielles et sociales. Dans ce cas, les programmes de développement économique et social pourraient avoir une certaine efficacité dans la lutte contre le terrorisme" (Châteauneuf-Malclès, 2015).</p> <p>Les questions de recherche du projet sont formulées sous forme de trois interrogations auxquelles les équipes nationales doivent répondre au niveau pays et l'équipe</p>
---------------	---

	<p>régionale sous la direction de Free Afrik au niveau de toute la zone du G5 Sahel. Ce sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ quel est l'impact de l'extrémisme violent et de l'insécurité (y compris le terrorisme) sur les économies sahéliennes</li> <li>✓ comment le secteur privé est-il affecté par les menaces sécuritaires</li> <li>✓ quelles réponses et quel partenariat public-privé contre l'extrémisme violent et l'insécurité.</li> </ul>
Pertinence politique	<p>Le lien entre sécurité et développement transparait dans les résultats de ce sondage du Centre pour le dialogue humanitaire (2016) selon lesquels, 88% des personnes interrogées font des difficultés économique le principal facteur d'insécurité, contre 2% pour le radicalisme religieux. Il en ressortirait que l'insécurité économique est une des principales causes de l'insécurité tout cours, en d'autres termes, quand l'économie ne va pas, rien ne va. Ce qui fait écrire à Bourguignon (2006) qu'"atteindre la sécurité au niveau national, régional et mondial requiert un développement économique plus rapide et mieux réparti". En retour, l'insécurité accentue les difficultés économiques en réduisant l'investissement et la consommation, en élargissant la pauvreté et les inégalités.</p>
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Africa regional. Promoting public-private collaboration to counter violent extremism and promote security in the Sahel.</li> <li>✓ Ahoua, D. M. (2014). Impact des conflits et des menaces sécuritaires sur le développement en Afrique. Colloque régional du 4 au 5 avril 2014. Cotonou – Bénin.</li> <li>✓ Bourguignon, F. (2006). Stabilité, sécurité et développement : une introduction, Revue d'économie du développement 2006/4 (vol. 14) pp. 5-19.</li> <li>✓ Standing, G. (2005). Afrique : l'insécurité aggrave la pauvreté.</li> <li>✓ Thelen, C. (2016). Terrorisme : quel impact sur l'activité socioéconomique.</li> <li>✓ Tounkara, A. (2017). Hiérarchisation ethnique et extrémisme violent au centre du Mali – Vers une nouvelle rébellion dans un contexte d'insécurité généralisée.</li> </ul>
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Analyse statistique</li> <li>✓ Analyse de données qualitatives</li> </ul>
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ comptes nationaux de l'INSTAT (Institut national de la statistique), le TOFE élaboré par la Direction nationale du trésor et de la comptabilité publique (DNTCP), la balance des paiements de la Direction nationale Mali de la BCEAO (Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest), le BOOST de la Banque mondiale dont les données (malheureusement couvrant jusqu'en 2016) sont celles de la Direction générale du budget (DGBd)</li> <li>✓ données administratives du CNPM</li> <li>✓ enquêtes qualitatives (FGD – Discussions en focus groupes, KII – interviews d'informateurs clés) auprès des organisations patronales, des entreprises, des experts du secteur privé, des institutions ayant une bonne connaissance du secteur privé, des structures spécialisées dans les questions de sécurité.</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ la base de données ACLED révèle que le nombre d'incidents d'insécurité au Mali est passé de 42 en 2008 à 1235 en 2018, soit une multiplication par 29 sur une décennie ou encore un accroissement annuel moyen de 40%.</li> <li>✓ les 10'776 victimes causées, sur la période 2008-2018, par les incidents d'insécurité et d'extrémisme violent sont à 70% soit des islamistes, des militaires, des rebelles ou des civils..</li> <li>✓ lorsque la crise a éclaté en 2012, le budget d'Etat s'est contracté de 435 milliards de fcfa, soit 30.5% de baisse par rapport 2011. Cette contraction des dépenses publiques a principalement affecté les secteurs de la santé, de l'agriculture, de l'hydraulique, des transports et de l'urbanise,</li> <li>✓ en 2012, les ressources publiques ont connu une réduction du financement par l'aide publique au développement qui est passé de près de 10% en 2011 à seulement 8%.</li> <li>✓ l'insécurité, l'extrémisme violent et toutes les formes d'insécurité impactent le secteur privé, dans son ensemble et l'hôtellerie qui avait particulièrement chuté en 2012 avant de remonter timidement sur la période 2013-2015 et de replonger à nouveau depuis fin 2015 avec l'extension de l'insécurité et de l'extrémisme violent au centre du pays..</li> <li>✓ les opérateurs touristiques rapportent que 90% des agences de voyage ont fermé,</li> </ul>

	<p>les ventes des survivantes ont baissé de moitié et qu'il n'y a pas plus de 1% des guides touristiques en activité..</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ des entreprises de BTP ont disparu et celles qui subsistent auraient perdu le tiers de leurs chiffres d'affaires et ne peuvent plus prendre le risque d'ouvrir plusieurs chantiers à la fois.</li> <li>✓ les opérations bancaires avec l'extérieur se sont renchéries e.g. la plupart des correspondants demandent de payer au comptant à cause du risque pays.</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Sans pour autant baisser la garde en ce qui concerne les moyens de dissuasion militaires et sécuritaires, il faut s'attaquer aux questions de diversification de l'économie, à la compétitivité des entreprises et à la prise en charge des impacts de la difficile situation sécuritaire que vit le pays depuis 2012</li> <li>✓ pour faire face aux impacts négatifs de l'insécurité, il faut, entre autres, (i) rapprocher la justice et le droit coutumier surtout en matière de règlement des conflits dits intercommunautaires pour la restauration de la paix et du vivre ensemble, (ii) restaurer l'équité entre les communautés, (iii) créer des emplois pour les jeunes, (iv) renforcer et dynamiser de façon inclusive la décentralisation et la régionalisation, etc.</li> <li>✓ Les entreprises doivent prendre des mesures de prévention d'ordre organisationnel, architectonique (relativement au bâtiment), électronique (les systèmes d'alarme et de caméra), personnel ou encore intégrant le meilleur usage des TIC (protection des données de l'entreprise, programmes anti-virus, etc.). Elles s'appliqueront à la plupart des formes de criminalité y compris le terrorisme.</li> </ul>

## 👉 Évaluation à mi-parcours du plan stratégique de développement 2016-2020 de l'ANPE



L'ANPE est un établissement public à caractère administratif, créé par l'Ordonnance 01-016/P-RM du 27 février 2001 ratifiée par la loi 01-019 du 30 mai 2001, en remplacement de l'ONMOE

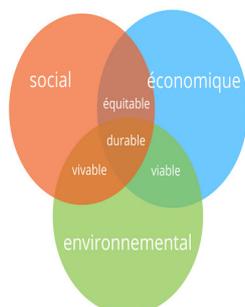
(Office national de la main-d'œuvre et de l'emploi). La présente évaluation a été menée à l'instigation de la direction de l'ANPE qui, en fonction du temps parcouru, a estimé qu'il fallait faire une évaluation à mi-parcours du Plan stratégique de développement (PSD) entamé depuis 2016 afin d'en évaluer la pertinence, les impacts et les effets. L'objectif global de l'étude est d'évaluer le plan stratégique de développement de l'ANPE à mi-parcours entre 2016-2018 dans toutes ses composantes conformément à la méthodologie de la GAR.

<b>Problématique</b>	<p>Dans le cadre de son développement, l'ANPE a élaboré un plan stratégique de développement (PSD) sur la période 2015-2020. Ce PSD fait le point de la situation de l'emploi mais aussi survole la place de l'emploi dans les différentes politiques du pays (CREDD, ODD, PNE, etc.). A côté de cela, l'environnement immédiat de l'ANPE est marqué par la présence de multitude de structures publiques et parapubliques œuvrant dans le domaine de la promotion de l'emploi au Mali. Ce contexte de forte concurrence oblige l'ANPE à s'adapter et à imaginer de bonnes méthodes pour mieux assumer sa mission de promotion de l'emploi d'où le besoin d'évaluer et éventuellement de réadapter son PSD. Spécifiquement, il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ examiner la matrice de suivi du PSD entre 2016 et 2018 ;</li> <li>✓ faire la synthèse des Rapports d'activités de l'ANPE entre 2016 et 2018 ;</li> </ul>
----------------------	--

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ mesurer le degré de satisfaction des usagers/clients de l'ANPE ;</li> <li>✓ adapter les objectifs stratégiques immédiats du PSD au contexte économique actuel et aux différents partenariats ou conventions entre l'ANPE et autres.</li> </ul>
Pertinence politique	Dans la Gestion axée sur les résultats, l'évaluation du Plan stratégique (PSD) permet de mesurer les performances du document de PSD lui-même mais aussi de sa mise en œuvre afin d'apporter les correctifs nécessaires. Dans le cas spécifique de l'ANPE cette évaluation pourrait lui permettre de mieux réussir ses missions.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ ANPE (2015). Document de Plan stratégique de développement 2016-2020</li> <li>✓ ANPE (2015,2016, 2017, 2018). Rapports d'activités</li> <li>✓ Canada/Division de l'évaluation (2011). Évaluation du Plan stratégique concernant les services d'établissement et la formation linguistique de l'Accord Canada-Ontario sur l'immigration (ACOI).</li> <li>✓ PNUD/Fonds pour l'environnement mondial (2015). Évaluation finale du projet conservation et utilisation durable de la biodiversité dans le Moyen-Chari</li> </ul>
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Revue documentaire</li> <li>✓ Analyse SWOT</li> <li>✓ Entretiens individuels</li> </ul>
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Données administratives de l'ANPE</li> <li>✓ Données primaires collectées auprès des partenaires et usagers de l'ANPE</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Au Mali, la crise de 2012 a eu un impact négatif sur le secteur de l'emploi avec un ralentissement de la croissance globale du PIB.</li> <li>✓ En plus du ralentissement du taux de croissance du PIB, le secteur de l'emploi est impacté négativement par la baisse de l'APD, les baisses des dépenses d'investissement dans les secteurs des BTP et des infrastructures sociales, les secteurs de l'hôtellerie et du tourisme à cause de l'insécurité croissante dans le pays.</li> <li>✓ L'ANPE a enregistré un accroissement d'une part des demandes d'emploi qui sont passées de 6'285 à 6'412 entre 2015 et 2018 et d'autre part des offres d'emploi de 2.5% en moyenne par an.</li> <li>✓ Le Centre de formation de l'ANPE est très prisé au niveau du personnel des entreprises.</li> <li>✓ Au titre de la création d'auto-emploi, l'ANPE a enregistré une création moyenne annuelle de 2'480 emplois par an entre 2015 et 2018</li> <li>✓ Les partenaires de l'ANPE reconnaissent sa place importante dans le dispositif de promotion de l'emploi au Mali mais estiment qu'elle doit plutôt se concentrer sur son cœur de métier qui est l'intermédiation au lieu de se disperser sur des domaines d'activités que d'autres font mieux qu'elle, e.g. la formation, l'octroi des kits aux organisations de femmes, etc.</li> </ul>
Recommandations	<p>L'ANPE doit travailler à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ développer une culture de gestion axée sur les résultats à tous les niveaux de l'organisation ;</li> <li>✓ élaborer des stratégies pour la réinsertion et l'intervention précoce sur le marché de l'emploi ;</li> <li>✓ mettre en place un mécanisme de suivi et d'évaluation pour permettre un meilleur pilotage du Plan stratégique de développement (PSD) et</li> <li>✓ renforcer ses capacités aussi bien en ressources humaines que matérielles.</li> </ul>

☞ **Par où commencer ? Concilier les objectifs de développement durable et les priorités populaires**

**Développement durable**



Le 1<sup>er</sup> janvier 2016, le nouveau plan de développement des Nations Unies entrain en vigueur. Intitulé « Transformer Notre Monde: Le Programme de Développement Durable à l’Horizon 2030 », il poursuit et complète les objectifs du millénaire pour le développement (OMDs) à l’horizon 2015

avec des objectifs de développement durable (ODDs) visant à corriger les défis sociaux, économiques, et environnementaux auxquels se trouve confronté l’humanité. Les ODDs visent à atteindre des objectifs ambitieux sur un éventail très large de questions: éliminer la pauvreté, parvenir à la sécurité alimentaire, garantir à tous une vie prospère, un accès équitable à une éducation de qualité, l’égalité des sexes, la gestion efficiente des ressources en eau, l’accès à une énergie moins chère et fiable – 17 objectifs en tout, soutenus par 169 cibles (ONU, 2015).

<p>Problématique</p>	<p>Par où commencer ? A quoi faut-il accorder la priorité, parmi tant de besoins et de rêves? L’ONU relève que la mise en œuvre des ODD exigera la participation de « tous les pays, toutes les parties prenantes et tous les peuples », en tenant compte « des réalités, capacités et niveaux de développement de chacun et dans le respect des priorités et politiques nationales » (ONU, 2015, pp. 2-3).</p> <p>Afin de commencer à identifier les priorités, on peut s’informer auprès des populations. Pour les gouvernements et les activistes de la société civile, les données pays sur les priorités populaires (publiquement disponibles pour analyse à <a href="http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis">www.afrobarometer.org/online-data-analysis</a>) peuvent aider dans le processus de décision quant à la définition du plan et aux investissements visant à combattre les défis les plus importants en matière de développement durable.</p> <p>Dans son sixième round d’enquêtes (2014/2015), Afrobaromètre a demandé aux citoyens de 36 pays, qui représentent ensemble plus de trois-quarts de la population du continent, les problèmes qu’ils considèrent les plus importants et auxquels leurs gouvernements devraient s’attaquer, et ce que devrait être les priorités d’investissement des ressources de leur pays.</p>
<p>Pertinence politique</p>	<p>Si les problèmes prioritaires à traiter par les gouvernants ainsi que les domaines prioritaires dans lesquels ressources publiques devraient être prioritairement investies devraient être basés sur le point de vue des citoyens ordinaires, cette étude est un outil formidable d’éclairage de ces politiques publiques en Afrique. Elle fournit des données parcimonieuses sur les perceptions populaires sur ces 2 questions dans les pays couverts par le round 6 des enquêtes Afrobaromètre.</p>
<p>Revue de la littérature</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Bentley, T., Han, K., &amp; Penar, P. H. (2015). African democracy update: Democratic satisfaction remains elusive for many. Afrobarometer Dispatch No. 45. Disponible à <a href="http://afrobarometer.org/publications/ad45-african-democracy-day-2015">http://afrobarometer.org/publications/ad45-african-democracy-day-2015</a>.</li> <li>✓ Transparency International. (2015). People and corruption: Africa survey 2015. Available at <a href="http://www.transparency.org/news/feature/corruption_in_africa_75_million_people_pay_bribes">http://www.transparency.org/news/feature/corruption_in_africa_75_million_people_pay_bribes</a></li> <li>✓ United Nations (2015). Transforming our world: The 2030 agenda for sustainable development. Disponible à <a href="https://goo.gl/cUZ6EQ">https://goo.gl/cUZ6EQ</a>.</li> <li>✓ World Bank. (2015). Data: GDP per capita. <a href="http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD">http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD</a>. Accédé le 4 décembre 2015.</li> </ul>
<p>Méthodologie</p>	<p>✓ Analyse statistique</p>

<p>Données utilisées</p> <p>Principaux résultats</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Données du round 6 des enquêtes Afrobaromètre</li> <li>✓ À travers les 32 pays enquêtés, les problèmes les plus fréquemment cités sont le chômage, la santé, et l'éducation, bien que la pauvreté et l'insuffisance alimentaire, pris ensemble, soient également un problème majeur.</li> <li>✓ Mais les problèmes prioritaires varient selon le pays: L'approvisionnement en eau potable est le problème le plus important en Guinée et au Burkina Faso, alors que l'insuffisance alimentaire est le problème le plus fréquemment cité au Malawi, au Mali, et au Niger. Au Kenya et à Madagascar, l'insécurité vient en tête.</li> <li>✓ Les citoyens nécessiteux classent les problèmes autrement que leurs compatriotes plus nantis, insistant plutôt sur les problèmes relatifs aux besoins primaires (santé, eau potable, et nourriture) et d'infrastructures et mettant comparativement moins d'accent sur le chômage et l'insécurité.</li> <li>✓ Quand l'on revient sur la question plus circonscrite de savoir auquel de six secteurs spécifiques la priorité devrait être accordée en termes d'investissement des ressources d'état, l'éducation et la santé sont les premières priorités des citoyens à travers les 32 pays. L'éducation est la première priorité d'investissement additionnel des gouvernements dans les trois-quarts des pays.</li> <li>✓ Mais les priorités d'investissement varient également selon le pays. Le développement agricole est le plus prioritaire au Malawi, au Mali, et au Burundi, tandis que les infrastructures sont en tête au Lesotho. La sécurité est plus prioritaire au Kenya, au Nigéria, et en Tunisie qu'ailleurs.</li> <li>✓ L'ordre d'arrivée des priorités d'investissement est assez constant, indépendamment de l'âge, du niveau d'éducation, des revenus, du sexe, ou du lieu de résidence urbain ou rural des répondants. Cependant, l'emphase relative sur ces questions varie: <ul style="list-style-type: none"> <li>○ L'éducation a de fortes chances d'être la première priorité parmi les populations les plus jeunes et les citoyens les plus instruits, tandis que la santé et le développement agricole auront tendance à être les plus prioritaires des citoyens plus âgés et des moins instruits.</li> <li>○ L'éducation et la sécurité ont de fortes chances d'être les premières priorités des citoyens plus nantis et des citadins, tandis que le développement agricole aura tendance à être le plus cité par les répondants moins nantis et les ruraux.</li> </ul> </li> </ul>
<p><b>Recommandations</b></p>	<p>Le chômage et la santé viennent en tête de la liste des problèmes auxquels les Africains voudraient que leurs gouvernements s'attaquent. En ce qui concerne l'accroissement des investissements gouvernementaux dans six secteurs principaux, les premières priorités des citoyens sont l'éducation et la santé.</p> <p>Pour se conformer aux points de vue de leurs citoyens, les gouvernements africains devraient concevoir et mettre en œuvre des politiques actives de promotion de l'emploi et d'amélioration de l'accès aux soins de santé. Pour ce faire, les investissements devraient être dirigés prioritairement dans les secteurs de l'éducation et de la santé.</p>

## 1.2. Population et genre

### ☞ Perceptions populaires de la migration au Mali



Le Mali a de tout temps été une terre de migration. La politique migratoire est donc l'une des priorités de l'agenda politique national. Cet intérêt est largement réaffirmé dans la Politique migratoire nationale du Mali adoptée en septembre 2014, dont l'un des axes centraux est l'amélioration des connaissances sur les migrations. (Guide d'utilisation des données migratoires). Le 3 septembre 2014, la Politique Nationale sur la Migration a été adoptée en Conseil des Ministres, la vision du Mali est de faire de la migration un véritable « atout pour le développement du pays », un facteur de

croissance économique et de promotion sociale pour réduire durablement la pauvreté. (Guide d'utilisation des données migratoires).

Nous utilisons les données provenant de l'Enquête Afrobaromètre du Round 7 réalisée par le GREAT au Mali en février 2017. Conduite auprès d'un échantillon représentatif de 1200 enquêtés de 18 ans et plus dans les 8 régions du Mali ainsi que dans le district de Bamako, dont 50% de femmes. Le présent rapport traite des perceptions pondérées proportionnellement à leurs tailles respectives dans l'échantillon des 1200 répondants. Ces perceptions ont plus précisément trait à la dépendance des ménages aux transferts de fonds, aux personnes qui ont vécu à l'extérieur plus de 3 mois au cours des 3 dernières années, à la manière dont ils préparent une émigration et les différentes raisons d'émigrer.

<p>Problématique</p>	<p>Le présent rapport traite la perception des maliens sur la migration. Il traite successivement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La dépendance des ménages aux transferts de fonds des migrants</li> <li>✓ L'expérience de vivre hors du pays au cours des 3 dernières années</li> <li>✓ Le projet d'émigration</li> <li>✓ Les raisons de vous faire quitter le Mali.</li> </ul>
<p>Pertinence politique</p>	<p>Le Mali est principalement un pays d'émigration, bien que l'immigration de transit, encore faiblement appréhendée à ce jour, constitue également un élément important du profil migratoire malien. Le taux net de migration (pour 1 000 personnes) était de -5,7 sur la période 1995-2000 et de -2,4 sur la période 2000-2005 (Division de la population des Nations Unies (DPNU), 2008). L'immigration joue un rôle secondaire puisque en 2007, 98,5 % de la population vivant au Mali était de nationalité malienne. Parmi les 1,5 % d'étrangers, 1,2 % étaient des ressortissants de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) (ANPE/DOEF, 2007).</p> <p>Au Mali, les motifs de départ déterminants seraient la pauvreté, de plus en plus importante, notamment en raison de la croissance démographique, l'augmentation du chômage et les conditions climatiques difficiles. Le milieu rural constitue le principal pourvoyeur de migrants au Mali. Selon les données de l'Enquête malienne sur les migrations et l'urbanisation de 1992-1993, près de la moitié des flux migratoires proviennent du milieu rural (454 500), et 62 % de ces flux sont dirigés vers l'étranger. Les facteurs géo-climatiques ont également contribué à amplifier les mouvements migratoires dans le pays. Différents d'une région à l'autre, ces facteurs sont notamment : la présence d'un écosystème fragile, les déficits hydriques et l'irrégularité des pluies et la pression sur les ressources naturelles dans des contextes de densité de population élevée</p>

Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Organisation internationale pour les migrations () : Migration au Mali, profil national 2009</li> <li>✓ Sékouba Diarra () : Migrations et pauvreté au Mali</li> <li>✓ Organisation internationale pour les migrations (2013) : La crise au Mali sous l'angle de la migration, juin</li> <li>✓ Organisation internationale pour les migrations (2018) : Profil de gouvernance de la migration, la République du Mali, mai</li> <li>✓ Arouna Sougané (2015) : L'émigration au Mali : Impacts sur les ménages d'origine et d'insertion des migrants de retour</li> <li>✓ Flore Gubert (2009) : La migration facteur de développement : la région de Kayes, Accueillir n°252, décembre</li> <li>✓ Djibonding Dembélé (2010) : Le cadre général de la migration au Mali</li> </ul>
Méthodologie	<p>Le présent rapport traite des perceptions pondérées proportionnellement à leurs tailles respectives dans l'échantillon des 1200 répondants. Ces perceptions ont plus précisément trait à la dépendance des ménages aux transferts de fonds, aux personnes qui ont vécu à l'extérieur plus de 3 mois au cours des 3 dernières années, à la manière dont ils préparent une émigration et les différentes raisons d'émigrer.</p>
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Données des enquêtes Afrobaromètre Round 7</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Au Mali près de 30% dans la région de Kayes dépendent des transferts de fonds des migrants</li> <li>✓ Les maliens sont 13% à dépendre des transferts de fonds en général et parmi ceux qui reçoivent de fonds de transferts des migrants ils sont 18% à dire que leurs conditions de vie sont bien</li> <li>✓ Selon l'activité principale des enquêtés, les commerçants hommes sont les plus à dépendre des fonds de transferts (21%). Au niveau des agriculteurs, ils sont tous au même niveau de dépendance des fonds de transferts 15% (hommes, femmes)</li> <li>✓ Les hommes du secteur public dépendent plus de fonds de transferts des migrants (26%), concernant le secteur privé ils sont encore plus dépendant des fonds de transferts par rapport aux femmes qui sont 0% à dépendre et valable pour le secteur public</li> <li>✓ La plupart des maliens dans la région de Kayes a émigré tout récemment 58%, ce qui explique aussi la courte durée des expériences de retour</li> <li>✓ Le plus grand nombre des enquêtés qui indiquent un désir de s'engager dans la migration se trouve dans la région de Kayes avec 13% en cours et 9% dans 1 à 2 ans</li> <li>✓ En milieu urbain ils sont 16% à préparer une émigration dans 1 à 2 ans.</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Initier des projets/programmes de résilience en faveur des personnes pauvres puisque les facteurs déterminants de la migration semblent être la pauvreté et les déséquilibres créés par la pression démographique sur les ressources naturelles ainsi que les facteurs climatiques</li> <li>✓ L'amélioration des données sur la migration doit passer par la mise en place d'un partenariat solide incluant les services centraux de l'Etat, les établissements publics à caractère administratif, les projets impliqués dans la gestion des flux migratoires</li> <li>✓ L'amélioration de la gestion de la migration par entre autre l'estimation précise du nombre et des caractéristiques des Maliens de l'extérieur, l'analyse des nouvelles tendances migratoires, l'analyse de l'apport financier, économique, technique et social des migrants, l'information et la sensibilisation sur les problèmes liés à l'immigration irrégulière, etc.</li> </ul>

👉 **Evaluation d'impact de la sous-composante des adolescentes et jeunes femmes du projet autonomisation des femmes et dividende démographique au sahel (SWEDD) au Mali**



Malgré le taux moyen de croissance annuelle de 3.8% entre 1990 et 2014, l'Afrique au sud du Sahara présente le plus bas niveau de développement humain (IDH). La décomposition de cet Indice par sexe montre que les femmes ont un niveau de développement largement inférieur à celui des hommes, quel que soit la région géographique. Aussi, la région subsaharienne présente un taux de mortalité maternelle de 506 morts pour 100'000 naissances vivantes contre une moyenne de 225 dans les pays en développement, la plus faible participation des femmes à l'école secondaire de 22% contre 44.2% dans les pays en développement, le plus fort taux de grossesses des adolescentes (109.7 pour 1'000 naissances contre 51.5 dans les pays en développement).

Ainsi, une amélioration des conditions de vie des femmes, pourrait, se traduire par des bénéfices économiques sur l'ensemble de la population, à travers un certain de vecteurs à savoir, l'augmentation de la force de travail, la baisse de la fécondité, l'augmentation du niveau de scolarité, l'augmentation du niveau du capital humain.

Il faut noter que le projet de recherche se base sur l'évaluation de l'impact du projet SWEDD sur l'autonomisation des femmes au Mali, qui a pour but d'accélérer la transition démographique et réduire les inégalités de genre. Pour ce faire, l'intervention se fera à trois niveaux, inciter la participation des femmes sur le marché du travail à travers des formations spécialisées, améliorer leur niveau d'éducation en intervenant sur le maintien scolaire et faciliter la baisse de la fécondité à travers un meilleur accès aux informations sur la santé de la reproduction et des méthodes contraceptives.

Problématique	Le présent rapport porte sur la situation de référence dans le cadre de l'évaluation d'impact de la sous-composante d'autonomisation des adolescentes et jeunes femmes du Projet Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel (SWEDD) au Mali
Pertinence politique	Le projet d'autonomisation des adolescentes et jeunes filles (SWEDD) est un projet sous-régional intervenant dans 7 pays, à savoir, le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad et s'articule autour de 3 composantes essentiellement la création d'une demande pour les produits et services de la santé de la reproduction infantile, néonatale, nutritionnelle en favorisant le changement social et comportemental et l'autonomisation des femmes, le renforcement des capacités sous-régionales d'amélioration de l'offre des produits SRMIN et en personnel qualifié et le renforcement des capacités de plaidoyer en vue de l'amélioration des politiques publiques. L'initiative régionale Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel- Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend (SWEDD) procède d'une réponse conjointe des Nations Unies et du Groupe de la Banque mondiale, à l'appel lancé par les Présidents de six pays du Sahel (Bénin, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad). L'objectif global du projet est d'accélérer la transition démographique, de déclencher le dividende

	démographique et réduire les inégalités de genre dans la région du Sahel.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Organisation Internationale du travail (2018) : Mesurer l'emploi décent des jeunes, un guide sur le suivi, l'évaluation et les leçons des programmes du marché du travail</li> <li>✓ Jean-Philippe Waaub (2012) : Outils et méthodes d'évaluation des impacts, typologie et revue critique</li> <li>✓ DUFLO, E. 2012. Women empowerment and economic development. Journal of Economic Literature 50 :1051–1079</li> <li>✓ Patricia Rogers (2009) : Méthodologie de l'évaluation d'impact, présentation de différentes approches, 3ie, juillet</li> </ul>
Méthodologie	Pour évaluer l'impact de la sous-composante 1.2, l'on a d'abord procédé à un recensement de la population vivant dans les zones autour des 49 écoles retenues par le point focal « Education ». Ces 49 écoles bénéficieront toutes du programme SWEDD. L'on a donc recensé les enfants dans 287 villages se situant entre 10-15 km des écoles. Ces villages ont été identifiés à partir des lieux de résidence des filles scolarisées enquêtées dans l'étude de référence du point focal et complétées avec l'utilisation des données cartographiques fournies par l'INSTAT. Au total, 6 groupes cercles ont été identifiés, à savoir Yélimané, Koutiala, Niono, Bla – San – Tominian, Bougouni et Kadiolo pour un total de 38 communes.
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Cartographie de l'INSTAT</li> <li>✓ Recensement général de la population et de l'habitat du Mali (2009)</li> <li>✓ Documents de projets de SWEDD</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La taille moyenne des ménages pour l'ensemble de l'échantillon est de 7.4 personnes avec 92% d'homme chef de ménage</li> <li>✓ Presque tous les ménages travaillent dans le domaine agricole (95%)</li> <li>✓ La pluriactivité est effectuée dans l'ensemble de l'échantillon avec plus d'un tiers des ménages ayant effectué des travaux non agricoles (37%) et cela est prédominant dans la région de Kayes avec près de 50% des ménages</li> <li>✓ Très peu de ménages ont accès à l'électricité, pour 6% de moyenne, allant de 8.5% à Kayes et seulement 3% à Sikasso</li> <li>✓ Plus de la moitié des filles enquêtées étaient déjà mariées, soit 51.5% et ce taux semble particulièrement élevé à Sikasso avec un taux de 68.4% contre seulement 41.6% à Ségou pour un âge moyen de mariage d'un peu plus de 16 ans.</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les populations enquêtées pourraient bénéficier de programmes améliorant les connaissances en santé de la reproduction et encourageant les changements comportementaux des femmes et des hommes sur ces questions</li> <li>✓ Encourager le maintien scolaire et favoriser la réussite scolaire des jeunes filles pourrait être un mécanisme clé pour retarder les premières grossesses et le mariage</li> <li>✓ Il est également important d'ajouter des formations spécifiques pour les filles pas scolarisées ou d'écarter précoces pour leur permettre de démarrer des AGRs afin d'accroître leur autonomie financière</li> <li>✓ Encourager le souhait d'autonomisation des filles et jeunes femmes en les aidant à gagner la confiance en elles-mêmes et à identifier des modèles auxquels s'inspirer</li> </ul>

### 1.3. Emploi

#### 👉 Chômage et sous-utilisation de la main-d'œuvre au Mali



Le taux de chômage au sens de l'OIT (Organisation mondiale du travail) est une mesure largement répandue qui répond à des critères stricts de disponibilité et de recherche d'emploi. Toutefois, cet indicateur ne tient pas compte de l'ensemble de la main-d'œuvre qui souhaiterait travailler davantage. Il n'inclut pas non plus ceux qui souhaitent travailler mais ne font pas de démarches actives de recherche ou ne sont pas immédiatement disponibles.

La sous-utilisation de la main-d'œuvre regroupe les individus sans emploi mais souhaitant travailler (situation de chômage) et les individus en emploi à temps partiel, souhaitant accroître leurs temps de travail et étant disponibles pour le faire (situation de sous-emploi). Cet indicateur reflète l'emploi inadéquat et complète d'autres mesures de la sous-utilisation de main-d'œuvre telles que le taux de chômage et la main-d'œuvre potentielle. Il prend aussi en compte les indicateurs de

sous-emploi, qui permet d'avoir un diagnostic renforcé sur les déséquilibres des marchés du travail.

Nous utilisons les données provenant de l'Enquête Afrobaromètre du Round 7 réalisée par le GREAT au Mali en février 2017. Conduite auprès d'un échantillon représentatif de 1200 enquêtés de 18 ans et plus dans les 8 régions du Mali ainsi que dans le district de Bamako, dont 50% de femmes. Le présent rapport traite des perceptions pondérées proportionnellement à leurs tailles respectives dans l'échantillon des 1200 répondants. Ces perceptions ont plus précisément trait aux problèmes de chômage, de sous-utilisation de la main-d'œuvre liée au temps de travail et à la main-d'œuvre potentielle.

A travers un projet intitulé Projet InterGenre-UEMOA, GREAT a pris part à des collectes données sur l'Intégration régionale, amélioration de la situation économique de la femme et transformation des relations de genre dans l'espace UEMOA. Cette étude a pour objectif de faire la lumière sur la contribution de l'intégration régionale, et particulièrement celle du commerce intracommunautaire sur l'autonomisation de la femme dans les pays de l'Union Économique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest – UEMOA.

Problématique	Le présent rapport traite des perceptions pondérées proportionnellement à leurs tailles respectives dans l'échantillon des 1200 répondants. Ces perceptions ont plus précisément trait aux problèmes de chômage, de sous-utilisation de la main-d'œuvre liée au temps de travail et à la main-d'œuvre potentielle
Pertinence politique	Le taux de chômage est probablement la plus connue des mesures du marché du travail, et certainement la plus fréquemment citée par les médias de nombreux pays, car on croit qu'elle reflète le déficit d'emplois au niveau national de la façon la plus significative et la plus fidèle. Avec le taux d'emploi, le taux de chômage est l'indicateur le plus large de la situation du marché du travail dans les pays qui collectent des informations sur la main d'œuvre. La statistique de l'emploi et du

	<p>chômage fait partie des grandeurs macroéconomiques les plus citées et les plus commentées. Le taux de chômage, en particulier, est l'indicateur du marché du travail privilégié tant par les "professionnels" de la science économique que par les médias. Il est devenu, au fil du temps, le symbole paradigmatique du mal-être d'une économie (P.Phélinas, 2010).</p>
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ GREAT (2017) : Résultats enquêtes Afrobarometer, round 7, février</li> <li>✓ BIT, Indicateurs clés du marché du travail, Genève 9ème édition</li> <li>✓ L. Rouvière (2015), Quelques modèles logistiques polytomiques</li> <li>✓ INSEE (2019), Statistiques publiques, La France dans l'Union européenne</li> <li>✓ C. Chesneau (2016), Modèles de régression, Université de Caen <a href="http://www.math.unicaen.fr/~chesneau/">http://www.math.unicaen.fr/~chesneau/</a></li> <li>✓ ONEF (2018), Rapport principal (2017), Enquête nationale sur l'emploi auprès des ménages</li> <li>✓ AFRISTAT (2017), Développement et mise en place d'un système d'information sur le marché du travail, projet régional d'amélioration des statistiques du marché du travail et de renforcement de la gestion de l'information sur le marché du travail et des systèmes de suivi de la pauvreté en Afrique</li> <li>✓ P.Phélinas (2010), Mesurer l'emploi, le chômage et le sous-emploi rural dans une économie en voie de développement, dans Revue Française de Socio-Économie 2010/1 (n° 5), pages 103 à 121</li> </ul>
Méthodologie	<p>La démarche méthodologique est celle du sondage d'opinion, sous forme d'interviews personnalisées sur la base d'un questionnaire, auprès d'un échantillon représentatif au niveau national de 1'200 personnes adultes des deux sexes. Les données recueillies sont saisies sur CPRO avant de subir un traitement statistique sur les logiciels SPSS et Excel.</p>
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Données des enquêtes Afrobaromètre Round 7</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le chômage et la sous-utilisation de la main-d'œuvre touchent près que la moitié de la population des 18 ans et plus</li> <li>✓ Le marché du travail est composé de près de 6 personnes sur 10 (56.2%) occupant un emploi au Mali, d'un quart de main-d'œuvre potentielle (24.5%), de 12.3% de chômeurs et de 6.9% de personnes en situation de sous-emploi.</li> <li>✓ Par classe d'âge, les plus forts taux d'emploi se retrouvent au-delà de 36 ans. Le travail des seniors touchent près de 9 personnes sur 10 qui sont en situation d'emploi, soit 87.8% pour les plus de 65 ans</li> <li>✓ Au niveau régional, les plus forts taux d'emploi s'observent respectivement dans les régions de Ségou, Sikasso et dans une moindre mesure dans la région de Koulikoro, avec des moyennes supérieures au taux national, à savoir 76.6%, 66% et 62.5%. Aussi, est-il loisible de constater que l'emploi est plutôt rural et masculin avec des taux respectifs de 59.7% et de 72%</li> <li>✓ Par milieu, la zone rurale présente les meilleurs taux d'utilisation du marché du travail des 18 ans et plus avec 59.7% de taux d'emploi contre 43.8% pour le milieu urbain. En relation avec ça, elle a un plus bas taux de sous-emploi, de chômage et même de main-d'œuvre potentielle</li> <li>✓ La main-d'œuvre potentielle a un visage féminin (42.7%) et jeune avec un taux de 42% supérieur au niveau national (24.5%)</li> <li>✓ Indépendamment du niveau d'éducation, le taux de sous-emploi est d'environ 7%</li> <li>✓ Par groupe d'âge, les 18-25 ans sont proportionnellement plus touchés par le chômage (20%) et sont les plus sous-utilisés (48%), dont 42% de taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre potentielle</li> <li>✓ Les taux de chômage les plus élevés des jeunes de 18-35 ans qui ne sont ni élèves/étudiants et qui n'ont pas d'emploi au Mali se trouvent à Kayes (46.6%), Kidal (33.3%) et Bamako (27.1%)</li> <li>✓ En plus d'être la grande majorité des chômeurs des 18-25 ans, les femmes qui ne sont ni à l'école ni en emploi sont encore majoritaires avec un taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre potentielle de 46.5% contre 4.3% des hommes.</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Analyser la situation des personnes en sous-emploi lié à la durée du travail, au chômage ou appartenant à la main-d'œuvre potentielle des seniors de 36-55 ans au niveau national</li> <li>✓ La création d'emploi, à travers une politique de l'emploi, constitue un objectif majeur du gouvernement dans son programme de lutte contre la pauvreté et de</li> </ul>

	<p>soutien aux groupes vulnérables</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Il faut à la fois investir davantage dans l'éducation et dans la lutte contre le chômage des jeunes, surtout des jeunes diplômés à travers des investissements productifs dans des emplois.</li> <li>✓ Il faut aussi investir dans les entreprises de transformations et faire des innovations dans ce domaine pour absorber la sous-utilisation de la main-d'œuvre</li> </ul>
--	--

## 👉 **Projet InterGenre-UEMOA**



<b>Problématique</b>	"Intégration régionale, amélioration de la situation économique de la femme et transformation des relations de genre dans l'espace UEMOA"
<b>Pertinence politique</b>	Faire la lumière sur la contribution de l'intégration régionale, et particulièrement celle du commerce intracommunautaire sur l'autonomisation de la femme dans les pays de l'Union Économique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest – UEMOA.
<b>Revue de la littérature</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Banque Mondiale, 2013</li> <li>✓ BOAD, 2013</li> <li>✓ CEDEAO, 2015 ;</li> <li>✓ UEMOA, 2018</li> <li>✓ N. BEN-ARI, 20141</li> </ul>
<b>Méthodologie</b>	Éléments méthodologiques (produits retenus, zones enquêtées, taille actuelle de l'échantillon, enquête proprement dite etc.)
<b>Données utilisées</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Données des enquêtes auprès de 32 entreprises et 240 employés et leurs ménages</li> <li>✓ Contribution des femmes dans la production/commercialisation des principaux biens produits échangés dans l'UEMOA</li> </ul>
<b>Principaux résultats</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Analyse de quelques données selon le genre (Emploi, Gain-Revenu, Rôle, etc.)</li> <li>✓ Perceptions de l'incidence de ses retombées pécuniaires sur la situation économique de la femme, sa participation à la prise de décision au sein du ménage, son implication dans la vie communautaire (leadership au niveau de la communauté)</li> </ul>
<b>Recommandations</b>	Libérer le potentiel économique de la femme ouest africaine à travers le commerce intracommunautaire

## 1.4. Pauvreté et inégalité

### ↳ Distribution et inégalités de revenus au Mali



La pauvreté et les inégalités sociales constituent actuellement des préoccupations majeures des autorités publiques des pays en développement. Elles font partie aussi des sujets les plus abordés par les économistes spécialistes des questions de développement. Si la pauvreté est relativement moins traitée dans les études et recherche sur les pays développés, les inégalités sociales font l'objet d'un regain d'intérêt dans les débats publics et dans la recherche aussi bien dans les pays en développement que dans les pays industrialisés. Certes les inégalités sociales devraient être plus prononcées

dans le premier groupe de pays y compris les pays africains dont le Mali mais la réduction des inégalités et de l'exclusion sociale est l'un des objectifs de politiques publiques les mieux partagés avec les pays développés.

Les inégalités sociales prennent plusieurs formes et peuvent se manifester en termes de revenu, de travail et emploi, de protection sociale et soins, d'éducation, de santé et nutrition, de service de base (eau potable, assainissements, électricité, logement) et de participation et prise de décision (Tomben, 2018). Dans chacune de ces dimensions, des écarts considérables peuvent apparaître entre groupes socioéconomiques, entre genres, races/ethnies, groupes d'âge ou territoires. Ces axes d'inégalité se croisent, s'enchaînent et se fortifient entre eux même si les inégalités de revenu peuvent jouer un rôle central.

<p>Problématique</p>	<p>En dépit des efforts des pouvoirs publics pour lutter contre la pauvreté et les inégalités, le niveau des indicateurs d'inégalité de revenu ne semblent pas diminuer substantiellement au Mali, au regard des données produites par l'Oservatoire national de l'emploi et de la formation 'ONEF).</p> <p>Vu l'importance des indicateurs d'inégalités dans les indicateurs de développement, de bien-être et de conditions de vie, il y a besoin de procéder à une analyse parcimonieuse des inégalités de revenu pour la simple connaissance du degré d'inégalité dans la répartition du revenu dans la population malienne et pour des besoins de comparaison dans le temps et dans l'espace et enfin pour l'évaluation d'impact de politiques sociales et économiques (Langel, 2012).</p> <p>Cette analyse nous permettra de répondre à un certain nombre de questions de recherche à savoir (i) quelle est la structure des revenus au Mali ; (ii) quels sont les niveaux d'inégalité dans la distribution des revenus au Mali dans l'ensemble et selon diverses caractéristiques sociodémographiques. iii) Quelles sont les contributions des sources de revenus et des groupes sociodémographiques à l'inégalité totale ?</p>
<p>Pertinence politique</p>	<p>La pertinence du thème des inégalités provient aussi bien des agendas international, régional et national. L'universalisation de la problématique des inégalités a contribué à la décision des Nations unies d'inclure dans les 17 ODD un objectif portant sur la réduction des inégalités intra et inter-pays. Le Document-Cadre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine accorde une place de choix à l'inclusion sociale et à la lutte contre les inégalités sociales aussi bien dans les aspirations, les objectifs visés que dans les domaines prioritaires de l'Afrique.</p> <p>Sur le plan national, à l'élaboration du nouveau Cadre stratégique de relance économique et de développement durable (CREDD 2019-2023) qui constitue le cadre</p>

	<p>fédérateur pour toutes les politiques nationales, la lutte contre les inégalités sociales multiformes figure en bonne place des défis à relever. Il s'agit notamment de l'accès équitable aux services sociaux de base et de la réduction de la pauvreté et des inégalités. Dans ces objectifs globaux 3.1, 5.3 et 5.6, le CREDD 2019-2023 consacre la lutte contre les inégalités sociales comme un aspect important de la nouvelle politique nationale de développement.</p>
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Alvaredo F., Chancel, L., Piketty, T., Saez; E., Zucman, G., (2018). Rapport sur les inégalités mondiales 2018. Paris, France: Éditions du seuil, avril</li> <li>Araar, A., Duclos, J., (2013). Distributive Analysis Stata Package (DASP) version 2.3. User Manuel. Université Laval, PEP, CIRPÉE and World Bank, June</li> <li>✓ Atkinson, A., (1970). On the measurement of inequality. Journal of economic theory. Faculty of economics and politics. University Of Cambridge. England</li> <li>✓ Langel, M., (2012). Mesurer les inégalités de revenu. Présentation au Workshop sur la mesure des inégalités de revenu, Université de Neuchâtel, Neuchâtel, 15 juin</li> </ul>
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Analyse statistique et distributionnelle</li> <li>✓ Calcul et décomposition d'indices d'inégalités par sources de revenu et par groupes sociodémographiques.</li> </ul>
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Données de l'enquête Afrobaromètre de février 2017</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ la structure du revenu total est très largement dominée par les revenus d'activités (92%), suivi, de très loin, par les revenus de transferts (publics ou privés) avec 7% et les revenus tirés du patrimoine et de l'épargne (1,3%).</li> <li>✓ la structure du revenu varie quelque peu selon les caractéristiques sociodémographiques des individus. La part du revenu reste à 92% chez les hommes mais baisse à 88% chez les femmes.</li> <li>✓ les sources de revenu contribuent différemment à l'inégalité. Le revenu d'activité constitue la principale source d'inégalité du fait de son importance relative dans le revenu total. La deuxième source d'inégalité est paradoxalement le revenu de transferts alors qu'il est supposé contribuer à réduire cette inégalité</li> <li>✓ la distribution du revenu est généralement plus dispersée pour les pauvres que pour les autres.</li> <li>✓ Bien que des disparités de revenu annuel moyen apparaissent entre sexes, milieux et niveau d'éducation mais la décomposition de l'indice de Gini montre que l'essentiel des inégalités se trouve plus entre ménages dirigés par des chefs de même sexe qu'entre ménages dirigés par hommes et ceux dirigés par une femme ;</li> <li>✓ les différences de niveau d'éducation se révèlent être un facteur d'inégalités de revenu mesurée par le coefficient de Gini</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ en dépit de la faiblesse de la qualité et des acquisitions dans le système éducatif, l'éducation n'en demeure pas moins un facteur de relèvement du niveau du revenu et donc un pilier solide de capture du dividende démographique. Des mesures de scolarisation massives et de maintien des enfants à l'école, tendant à garantir à chacun un minimum de niveau d'éducation, pourraient contribuer à la lutte contre les inégalités de revenu.</li> <li>✓ on pourrait aussi recommander à l'endroit des pouvoirs publics le maintien et l'intensification de politiques de promotion de la participation des femmes au marché de travail par l'éducation et des mesures de discriminations positives en faveur des femmes et la lutte conjointe, avec les ménages, contre le travail des enfants.</li> <li>✓ l'évaluation et la comptabilisation du travail domestique dans le revenu des femmes et la mesure des effets des impôts et taxes sur la distribution et les inégalités de revenus seraient des prolongements naturels de ce travail.</li> </ul>

☞ **Mesure de la privation multidimensionnelle au mali à partir des données Afrobaromètre, round 7**



La lutte contre la pauvreté occupe la toute première et une des plus importantes places parmi les ODD. Depuis l’an 2000 les taux d’extrême pauvreté ont été réduits de plus de moitié, une réalisation remarquable, certes, mais une personne sur dix dans les régions en développement vit encore avec moins de 1,90 dollar par jour et des millions d’autres ne gagnent guère plus<sup>1</sup>. Des progrès significatifs ont été enregistrés dans de nombreux pays d’Asie de l’est et du sud-est, mais jusqu’à 42% de la population subsaharienne continue de vivre sous le seuil de pauvreté.

Cependant, la pauvreté ne se résume pas seulement à l’insuffisance de revenus et de ressources pour assurer des moyens de subsistance durables. Ses manifestations comprennent la faim et la malnutrition, l’accès limité à l’éducation et aux autres services de base, la discrimination et l’exclusion sociale ainsi que le manque de participation à la prise de décisions. Pour appréhender le phénomène dans son ensemble, les recherches multiséculaires ont conduit à l’élaboration de plusieurs indicateurs allant de l’approche monétaire (PIB ou PNB par tête, revenu médian, dépenses des ménages) aux indices complexes dits composites que sont l’IPH (Indice de Pauvreté Humaine), l’IPM (Indice de pauvreté multidimensionnelle).

<p>Problématique</p>	<p>Il n’existe pas de consensus entre les chercheurs sur la mesure de la pauvreté et que les différentes approches se complètent plus que ne laisse penser le contraire. Mesurer la pauvreté en Afrique à travers le prisme de la privation multidimensionnelle nous semble d’actualité en ce sens i) qu’il ne doit pas exister beaucoup de travaux de ce genre ii) il se fonde sur la perception des personnes concernées (les données Afrobaromètre le permettent) à la différence d’autres mesures qui ne tiennent pas compte de cela.</p> <p>L’objectif principal de cette étude est d’analyser les dimensions (domaines) socio-économiques dans lesquelles les individus manquent de choses nécessaires à une vie décente car offrir une telle vie à la population relève des obligations de l’Etat. De façon spécifique il s’agit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ d’élaborer l’approche privations multidimensionnelles permettant de dresser les profils de privations des individus</li> <li>✓ de construire un indice composite de privation multidimensionnelle à travers les données Afrobaromètre, Round 7 (2016-2018)</li> <li>✓ d’analyser les privations multidimensionnelles à différents niveaux (démographie, zone géographique, etc.).</li> </ul> <p>Dans cette étude, la question principale est la mesure de la privation multidimensionnelle en mettant en avant les privations que vivent les populations du Mali. Comme indiqué plus haut, la privation comme la pauvreté est beaucoup plus un phénomène pluridimensionnel que monétaire.</p>
<p>Pertinence politique</p>	<p>L’analyse des privations multidimensionnelles complète l’analyse de la pauvreté pour un meilleur ciblage des ménages et personnes qui méritent protection et assistance de l’Etat. A la différence de la pauvreté, les privations donnent une idée de ce qui</p>

<sup>1</sup> <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/poverty/>

	manqué réellement aux populations et informent, par ce fait, mieux sur les aspects sur lesquels doivent porter cette protection et/ou assistance.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Alkire, S., Foster, J. (2011). "Counting and multidimensional poverty measurement." <i>Journal of Public Economics</i>, 95(7-8), 476-487</li> <li>✓ Bertin, A., Leyle, D., Mesurer la pauvreté multidimensionnelle dans un pays en développement. Démarche méthodologique et mesures appliquées au cas de l'Observatoire de Guinée Maritime</li> <li>✓ Cerioli, A., Zani, S. (1990). A fuzzy approach to the measurement of poverty, in Dagum C. and Zenga M. (Eds) "Income and Wealth Distribution, Inequality and Poverty". <i>Studies in Contemporary Economics</i>, pp. 272-284, Springer-Verlag Berlin Heidelberg</li> <li>✓ de Milliano, M. et S. Handa (2014), « Pauvreté et privation des enfants au Mali : les premières estimations nationales », Document de travail Innocenti no 2014-20, Bureau de recherche de l'UNICEF, Florence.</li> <li>✓ KONE, F., COULIBALY, M., (2016) « Distribution des privations d'infrastructures et services sociaux au Mali », Afro-Baromètre, 2016</li> <li>✓ Programme des Nations-Unis pour le Développement (1997). Rapport mondial sur le développement humain 1997. 280 pages</li> <li>✓ SEN, A. K. (1992). <i>Inequality re-examined</i>. New York: Russell Sage Foundation.</li> </ul>
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Analyse statistique</li> <li>✓ Conception et calcul d'un indice de privation multidimensionnelle</li> <li>✓ Analyse économétrique des déterminants de l'indice de privation multidimensionnelle</li> </ul>
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Données de l'enquête Afro baromètre de février 2017 au Mali</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ le manque d'électricité, d'accès à une source d'eau potable, le faible niveau d'éducation formelle surtout pour les femmes sont, entre autres, les dimensions dans lesquelles la population malienne vit un manque quotidien et généralisé ;</li> <li>✓ des disparités énormes apparaissent entre les régions elles-mêmes d'un côté et entre le district de Bamako et le reste du pays ;</li> <li>✓ plus de 80% des populations de Kidal et Tombouctou sont privées de plus de 8 items (incidence). Suivent ensuite Koulikoro, Mopti, Ségou et Gao avec plus de 60% des individus. En dehors de Bamako (4,8%), Sikasso est la région avec le moins d'individus privés 43% ;</li> <li>✓ par milieu, les zones rurales concentrent 66% d'individus privés contre seulement 11,5% pour les milieux urbains.</li> <li>✓ 56,2% des femmes sont concernées par les privations pour 50,8% d'hommes.</li> <li>✓ la catégorie d'âge des 18-25 ans contient le plus petit niveau de privations soit 46% en comparaison des autres où 65,7% des plus de 65 ans vivent des multiples privations.</li> <li>✓ selon le niveau d'instruction, les privations passent de 69,5% pour aucun niveau à 6,2% pour le niveau supérieur.</li> </ul>
Recommandations	<p>Il ressort le besoin de ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ intensifier les politiques de renforcement des offres d'électricité et d'eau potable ;</li> <li>✓ maintenir et intensifier la politique d'éducation formelle pour tous surtout pour les femmes ;</li> <li>✓ intensifier les politiques de déconcentration/décentralisation des services publics pour réduire les disparités entre les régions et d'un côté et entre le district de Bamako et le reste du pays de l'autre.</li> </ul>

## ☞ Méthodes et outils d'analyse des inégalités de revenu



Cette étude traite des outils et méthodes

utilisés dans l'analyse des inégalités de revenu. Elle commence par un bref rappel de quelques concepts fondamentaux de l'analyse distributive qui est le point de départ de l'étude des inégalités. Finalement, le concept d'inégalité est introduits, suivi d'une présentation plus ou moins détaillée de ses outils d'analyse les plus usuels.

Problématique	<p>L'étude de l'inégalité se réfère à l'analyse d'une situation dans laquelle une ressource (revenu par exemple) est distribuée de manière inégale dans une population. Toute déviation des revenus individuels par rapport au revenu moyen contribue à l'inégalité totale et toute réduction de la disparité entre 2 individus quelconques réduira l'inégalité totale. L'inégalité peut être absolue ou relative. L'inégalité absolue s'intéresse aux différences absolues entre les revenus des individus alors que l'inégalité relative mesure les différences entre les revenus individuels et le revenu moyen.</p> <p>L'augmentation d'un pourcentage <math>\lambda</math> de tous les revenus laisserait inchangé le niveau d'inégalité relative mais augmenterait le niveau d'inégalité absolue. Par contre, une augmentation de tous les revenus d'un montant forfaitaire <math>C</math> diminuerait le niveau d'inégalité relative et laisserait inchangé le niveau d'inégalité absolue.</p> <p>L'inégalité absolue a l'inconvénient de ne pas tenir compte de l'importance de la moyenne de la distribution. Cette approche donnerait le même niveau d'inégalité pour les mêmes écarts de revenus quel que soit le niveau (faible ou élevé) du revenu moyen. Par ailleurs, l'inégalité absolue est sensible aux unités de mesure et donc aux devises de mesure du revenu par exemple. Pour toutes ces raisons, le choix de la notion d'inégalité relative est fait dans la suite.</p>
Pertinence politique	<p>L'exposé des méthodes et outils d'analyse des inégalités de revenu permet de connaître les points forts et les points faibles de chaque outil pour en relativiser les résultats de son usage dans les applications empiriques. Elle permet d'éclairer aussi le choix de l'outil qui conviendrait à chaque cas étudié sur la base des propriétés de chaque outil.</p>
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Duclos, Jean-Yves and Araar, Abdolkhrim, (2006). Poverty and Equity: Measurement, Policy and Estimation with DAD. Jacques Silber, Bar Han University. USA</li> <li>✓ Lorenz, M. O., (1905). Methods of Measuring the Concentration of Wealth, the American Statistical Association, Vol. 9, No. 70 pp. 209-219, June</li> <li>✓ Haughton, Jonathan and Khandker, Shahidur R., (2009). Handbook on Poverty and Inequality. The World Bank. Washington, DC</li> <li>✓ Atkinson, A., (1970). On the measurement of inequality. Journal of economic theory. Faculty of economics and politics. University Of Cambridge. England</li> <li>✓ Dalton, H., (1920). The Measurement of the Inequality of Incomes. The Economic Journal, Vol. 30, No. 119 pp. 348-361, September</li> <li>✓ Langel, M., (2012). Mesurer les inégalités de revenu. Présentation au Workshop sur la mesure des inégalités de revenu, Université de Neuchâtel, Neuchâtel, 15 juin</li> </ul>
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Revue de littérature</li> </ul>
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Divers rapports d'études</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La courbe de Lorenz, notée <math>L(\alpha)</math>, représente la fonction qui associe à chaque proportion <math>\alpha</math> (compris entre 0 et 1) d'individus, leur part du revenu total. Elle représente ainsi le lien entre la proportion cumulée des revenus et la proportion cumulée des individus. Dans le cas d'une distribution continue comme le revenu, la formule de la courbe de Lorenz est :             <math display="block">L(\alpha) = \frac{\int_0^{F^{-1}(\alpha)} yf(y)dy}{\int_0^{+\infty} yf(y)dy} = \frac{1}{\bar{y}} \int_0^{\alpha} F^{-1}(u)du</math>             , <math>y</math> étant le revenu, <math>\bar{y}</math> le revenu moyen, <math>F</math> est la           </li> </ul>

fonction de répartition

- ✓ L'indice de Gini, basé aussi sur la courbe de Lorenz, mesure la concentration de la distribution avec une valeur entre 0 (distribution égalitaire) et 1 (distribution parfaitement inégalitaire). Il est la mesure d'inégalité la plus célèbre et la plus utilisée. Il est égal à l'"Ecart moyen entre le revenu de toutes les paires d'individus" d'une population. La

$$G = \frac{1}{2n^2\bar{y}} \sum_{i=1}^n \sum_{j=1}^n |y_i - y_j|$$

formule de l'indice de Gini classique G est :  $\bar{y}$ , y étant le revenu,  $\bar{y}$  désigne le revenu moyen, n est la taille de la population.

- ✓ La forme générale des indices d'entropie généralisée est

$$GE(\theta) = \frac{1}{\theta(\theta-1)n} \sum_{i=1}^n \left[ \left( \frac{y_i}{\mu} \right)^\theta - 1 \right] \text{ si } \theta \neq 0,1, \mu \text{ étant le revenu moyen, } n$$

la taille de la population et  $\theta$  un paramètre réel qui mesure la sensibilité de l'indicateur aux inégalités de revenu dans différentes parties de la distribution.

- ✓ Décomposition par groupes sociaux des indices d'entropie généralisée

$$I(y, \theta) = \sum_{s=1}^S \phi^s \left( \frac{\mu^s}{\mu} \right)^\theta I(y^s, \theta) + I(\mu^1, \dots, \mu^s, \dots, \mu^S) \text{ avec } I(y, \theta)$$

l'inégalité totale dans la population,  $\mu$  le revenu moyen dans la population,  $\phi^s$  la part de population dans le groupe s,  $\mu^s$  le revenu moyen dans le groupe s,  $I(y^s, \theta)$  l'inégalité dans le groupe s,  $I(\mu^1, \dots, \mu^s, \dots, \mu^S)$  l'inégalité totale lorsque chaque individu a le revenu moyen de son groupe ie la composante intergroupe. La composante intragroupe est la moyenne pondérée des indices d'inégalités  $I_j$  calculés à l'intérieur de chaque sous-groupe avec comme coefficient de pondération  $\phi^s \left( \frac{\mu^s}{\mu} \right)^\theta$ .

- ✓ Décomposition par sources de revenu de la forme généralisée de l'indice de Gini :

$$GG(y) = \sum_{k=1}^K \frac{\mu_k}{\mu} \left( 1 - \frac{\sum_{i=1}^n v_i y_{i,k}}{\mu_k} \right) = \sum_{k=1}^K \varphi_k IC(y_k) \text{ avec } v_i \text{ le poids}$$

éthique qui dépend du rang du revenu  $y_i$  et du degré d'aversion à l'inégalité dans la société. L'inégalité observée dans la distribution du revenu total est la somme des contributions des K sources de revenu à cette inégalité. La contribution de la source de revenu k à l'inégalité totale est le produit de 2 facteurs, la part de revenu de la source ( $\varphi_k$ ) et le coefficient de concentration de cette source ie l'écart moyen entre les revenus individuels et la moyenne d'une source de revenu k, pondéré par le revenu moyen de cette source.

### Recommandations

- ✓ Dans la pratique de la décomposition par groupes sociaux, il faut privilégier les indices d'entropie généralisée qui ne génèrent pas de résidus après l'isolement de la part de chaque groupe, ce qui est tout à fait le contraire avec l'indice de Gini.

## 1.5. Finances publiques

### 👉 Analyse microéconomique des budgets de la santé et de l'éducation



Dans le cadre de l'appui d'International budget partnership (IBP), GREAT a reçu un financement en vue d'identifier, d'analyser et de porter un plaidoyer sur des thématiques budgétaires. Ainsi, des thèmes comme la protection sociale, les transferts des dépenses de santé aux CTD, le financement de la formation continue des enseignants et la subvention des écoles privées ont été identifiés comme porteurs par des représentants des OSC au cours d'un atelier de recueil de leurs besoins.

En effet, le financement de ces sous-secteurs de la santé (Protection sociale et transferts des dépenses de santé aux CTD) et de l'éducation (formation continue des enseignants et subvention des écoles privées secondaires) présente des défis importants à relever pour le Mali au vu du rôle prépondérant de la protection sociale dans la lutte contre la pauvreté, de la place de plus en plus élevée de la décentralisation dans le processus de développement et de la place de l'enseignement privé dans la stratégie nationale d'accès à l'éducation.

Ainsi, le budget de la protection sociale a oscillé entre 10 milliards de fcfa à 14 milliards de fcfa entre 2004 et 2016, soit moins de 1% du budget général de l'Etat. De plus, sur les 100 milliards (123 milliards de fcfa, exactement) alloués à la santé, seuls 3 milliards. Aussi, le Mali s'est engagé dans un processus de transferts aux CTD, montant qui semble dérisoire comparé aux différentes compétences et charges transférées à ces dernières.

Problématique	Le présent rapport traite du financement de la protection sociale, des transferts de dépenses de santé aux CTD, du financement de la formation continue des enseignants et de la subvention des écoles privés secondaires au Mali.
Pertinence politique	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'analyse microéconomique des budgets de la protection sociale, des transferts des dépenses de santé aux CTD, du financement de la formation continue et des subventions de l'enseignement privé sont des thèmes identifiés par des OSC membres de la plateforme. Il faut savoir que le financement de la protection sociale s'impose aujourd'hui comme un défi important à relever dans un grand nombre de pays. Certains facteurs structurels, notamment le vieillissement de la population, exercent (et exerceront de manière croissante) une pression à la hausse sur les dépenses sociales, en particulier dans les domaines de la santé et des retraites.</li> <li>✓ Aussi, le Mali s'est engagé dans un processus volontariste de décentralisation où l'Etat central ambitionne de transférer des compétences et des ressources aux collectivités territoriales décentralisées (CTD). Dans ce sens, l'Etat s'est fixé comme objectif le transfert de 30% du budget d'Etat aux CTD en général. Plus particulièrement, l'Etat a déjà commencé le transfert des ressources de la santé, de l'éducation, de l'hydraulique entre autres aux CTD.</li> <li>✓ Le présent rapport a pour objectif de faire une analyse de l'évolution des budgets aussi bien initiaux que révisés ainsi que de l'exécution des mêmes budgets entre 2006 et 2016</li> </ul>
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Rapports d'exécution semestriels du budget</li> <li>✓ Documents divers</li> </ul>

Méthodologie	Il s'est agi essentiellement au cours de cette étude d'une combinaison de revue de littérature sur les documents budgétaires et l'exploitation de la base de données boost de la Banque mondiale. De cette base de données, l'on a extrait des statistiques descriptives sur les dépenses de la santé (Protection sociale et transferts de dépenses de santé aux collectivités) et de l'éducation (financement de la formation continue et subvention de l'enseignement privé secondaire) ainsi que de leur évolution entre 2004 et 2016.
Données utilisées	✓ Base de données Boost 2004-2016
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ De façon générale, les dépenses budgétaires ont connu une augmentation sur la période aussi bien pour les secteurs sociaux que pour les autres secteurs (2004-2016).</li> <li>✓ Le budget de la protection sociale a légèrement augmenté entre 2004 et 2016 en passant de 10 milliards de fcfa à 14 milliards de fcfa.</li> <li>✓ Au niveau de la santé, l'Etat a mis à la disposition des autorités locales sur les plus de 69 milliards de fcfa alloués à la santé, moins de 3 milliards de fcfa sont transférés aux CTD au titre de la santé entre 2006 et 2016, soit un peu plus de 10 ans.</li> <li>✓ L'Etat du Mali injecte entre 4 milliards de fcfa (plus précisément 3.7 milliards de fcfa) en 2004 et plus de 29 milliards en 2016</li> <li>✓ La part des budgets des subventions de l'enseignement privé va de 3.9% et 4.3% des budgets initial et révisé à moins de 1% (plus exactement 0.9%) entre 2004 et 2016.</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Augmenter les dépenses publiques relatives à la protection sociale par le relèvement du nombre d'assurés</li> <li>✓ Optimiser davantage les subventions de l'enseignement secondaire privé</li> <li>✓ Respecter les engagements de l'Etat en matière de transfert des dépenses relatives à la santé aux collectivités territoriales décentralisées</li> </ul>

## 👉 Analyse macroéconomique des budgets de la santé et de l'éducation



Au Mali, la réduction de la pauvreté et des inégalités est au centre des orientations politiques depuis le début des années 2000. C'est ainsi que les objectifs d'allocation budgétaire ont été inscrits dans la mise en œuvre du Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté, et depuis la crise de 2012, dans les CREDD 1 et 2 avec l'appui des bailleurs de fonds

bilatéraux et multilatéraux. Pour atteindre une amélioration du bien-être social, le gouvernement à travers ses instruments budgétaires vise l'accroissement des recettes budgétaires, l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience de la dépense publique, la mise en place de filets de sécurité sociale.

Nonobstant les conséquences de la crise multidimensionnelle de 2012, le gouvernement continue à mettre au centre de ses politiques le combat pour les droits économiques et sociaux caractérisés par l'accès aux services sociaux de base. Ces services sont nécessaires à l'amélioration de la survie, la protection et le développement des enfants tels que décrits dans la Convention des droits de l'enfant.

Problématique	Au Mali, la réduction de la pauvreté et des inégalités est au centre des orientations politiques depuis le début des années 2000. C'est ainsi que les objectifs d'allocation budgétaire ont été inscrits dans la mise en œuvre du Cadre stratégique pour la
---------------	---

	croissance et la réduction de la pauvreté, et depuis la crise de 2012, dans les CREDD 1 et 2 avec l'appui des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux. Pour atteindre une amélioration du bien-être social, le gouvernement à travers ses instruments budgétaires vise l'accroissement des recettes budgétaires, l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience de la dépense publique, la mise en place de filets de sécurité sociale.
Pertinence politique	Nonobstant les conséquences de la crise multidimensionnelle de 2012, le gouvernement continue à mettre au centre de ses politiques le combat pour les droits économiques et sociaux caractérisés par l'accès aux services sociaux de base. Ces services sont nécessaires à l'amélioration de la survie, la protection et le développement des enfants tels que décrits dans la Convention des droits de l'enfant.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Rapports d'exécution semestriels du budget</li> <li>✓ Documents divers</li> </ul>
Méthodologie	Il s'est agi essentiellement au cours de cette étude d'une combinaison de revue de littérature sur les documents budgétaires et l'exploitation de la base de données boost de la Banque mondiale. De cette base de données, l'on a extrait des statistiques descriptives sur les dépenses de la santé et de l'éducation ainsi que de leur évolution entre 2004 et 2016.
Données utilisées	✓ Base de données boost 2004-2016
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Au-delà de la croissance du budget général et du budget social, force est de constater que le budget social représente un peu plus du quart du budget général de l'Etat</li> <li>✓ Sur les paiements consentis dans le budget total, la part des budgets sociaux sur la période a fortement baissé avec seulement 6% en 2016 contre 21% en 2004.</li> <li>✓ Une baisse notable du financement extérieur du budget total consécutive à la crise de 2012 est observée. Cependant elle semble compensée par l'amélioration de la fiscalité intérieure et de la diversification des sources de financement.</li> <li>✓ Un manque de couverture des prévisions budgétaires par les engagements en matière de financement extérieur.</li> <li>✓ L'évolution de la structure des budgets sociaux par secteur voit une part de plus en plus élevée accordée à l'éducation de base suivie par la santé.</li> <li>✓ Près de 2/3 du budget de l'éducation reviennent aux charges de personnel. Ce sont 1/3 pour la santé et un peu moins du quart pour l'enseignement supérieur.</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ De ces constats nous pouvons dire qu'avec l'avènement de la crise, le Mali a diversifié non seulement ses sources de financement mais aussi l'accent a été mis sur la mobilisation des ressources internes qui peinaient à l'être pour fait de corruption et du niveau élevé de l'économie informelle.</li> <li>✓ Le maintien du niveau actuel des budgets sociaux posera très rapidement des problèmes d'atteinte des objectifs nationaux et internationaux de développement tels que les OMD car il est des plus urgent de continuer à investir dans les infrastructures sociales de base.</li> <li>✓ La décentralisation de plus en plus accentuée dans l'exécution du budget permettra aux territoriales non seulement de se prendre en charge mais aussi d'atteindre les objectifs à elles assignées.</li> </ul>

👉 **Analyse des allocations budgétaires des secteurs sociaux dans le projet de budget 2020**



Depuis la réforme de la décentralisation et de la déconcentration prônée par la troisième République, le gouvernement du Mali travaille à réduire la pauvreté et les inégalités dans le cadre de différentes politiques et programmes de développement, la dernière étant le CREDD (Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (2018-2023) qui est le cadre fédérateur de toutes les politiques publiques au Mali. Il faut noter que le CREDD est mis en œuvre avec le soutien de divers partenaires techniques et financiers.

Néanmoins, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion est aussi un champ de travail

des organisations de la société civile dont le travail vient conformer celui de l'Etat central. Pour ce faire, les membres de ces organisations sont confrontés à des difficultés liées au manque de financement mais aussi à la faible capacité de ces acteurs à analyser le budget d'Etat et à donner des avis éclairés.

Il faut dire que le budget d'Etat est le document annuel de prévisions et de réalisations des activités du gouvernement. Ainsi, la mise en œuvre des activités programmées a un impact fort sur la vie des citoyens et citoyennes du pays. Pour cette année, le budget du Mali se fixe à 2'604 milliards de fcfa contre 2'387 milliards de fcfa en 2019, soit une augmentation de 217 milliards. Sur ce total, l'Etat du Mali a prévu d'allouer aux secteurs sociaux (santé, éducation, assainissement, etc.) un montant de 784 milliards de fcfa en 2020 contre 755 milliards en 2019. La part relative du budget social a pourtant diminué entre 2019 et 2020, passant de 31.6% à seulement 30.1%.

<p>Problématique</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Depuis 1992, le Mali s'est engagé dans une vaste réforme de l'Etat à travers la décentralisation et la déconcentration des services publics. Aussi, la lutte contre la corruption et la distribution d'une justice équitable demeurent le socle de cette réforme dans le but d'impulser un développement harmonieux du pays. Pour atteindre cet objectif de développement, le pays a élaboré et mis en œuvre des politiques publiques qui vont de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté (1999) au CREDD 2019-2023 en passant par le Cadre de stratégie de lutte contre la pauvreté (CSLP) adopté le 29 mai 2002, du CSCR (2007-2011 et 2012-2017), les OMD (2000-2015), le plan de relance durable (2013-2014), les ODD (2016-2030), le programme d'action gouvernementale, l'Accord de paix et de réconciliation nationale, l'Agenda 2063 de l'UA.</li> <li>✓ Le gouvernement initie et met en œuvre chaque des budgets qui sont les priorités provenant aussi bien des politiques publiques que des préoccupations des citoyens. En ce sens, il est donc important d'ouvrir le processus budgétaire aux citoyens. Ainsi, les citoyens pourront jouer leur rôle de veille et rendant du coup les gouvernants responsables de la gestion des deniers publics.</li> </ul>
<p>Pertinence politique</p>	<p>Nonobstant les conséquences de la crise multidimensionnelle de 2012, le gouvernement continue à mettre au centre de ses politiques le combat pour les droits économiques et sociaux caractérisés par l'accès aux services sociaux de base. Ces services sont nécessaires à l'amélioration de la survie, la protection et le développement des enfants tels que décrits dans la Convention des droits de l'enfant.</p>

Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Rapports d'exécution semestriels du budget</li> <li>✓ Documents divers</li> </ul>
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La méthodologie vise à appréhender la totalité des dépenses publiques favorisant le développement des secteurs sociaux en général et des secteurs de la santé, de l'éducation, de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement en particulier. Elle permettra également d'appréhender les demandes des syndicats et évaluera l'incidence sur les couches défavorisées, à savoir les femmes et les enfants. L'on va donc analyser les dépenses aussi bien financées par le budget d'Etat, au niveau central et régional, en dehors des ministères sectoriels, l'objectif étant d'appréhender toutes les dépenses planifiées et exécutées en faveur des secteurs cités.</li> <li>✓ Afin de cerner l'ensemble des dépenses publiques favorables aux secteurs sociaux, nous ferons une analyse plutôt fonctionnelle qu'économique des prévisions et des réalisations budgétaires. Cette nomenclature a l'avantage de faire une analyse au-delà des ministères sectoriels et/ou des seules structures relevant des sectoriels. La classification fonctionnelle sera utilisée pour ventiler par catégorie toutes les prévisions et dépenses publiques et permettra certainement de cerner l'importance des secteurs sociaux dans l'ensemble des prévisions budgétaires 2020 et dépenses publiques 2019.</li> </ul>
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Base de données boost 2004-2016</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le budget alloué aux secteurs sociaux a faiblement augmenté comparativement aux autres secteurs (4% contre 11.5%) pour un accroissement moyen de 9.1%.</li> <li>✓ Le budget alloué à la santé a connu une augmentation entre 2019 et 2020, de 9.7%, accroissement s'expliquant, entre autres, par le rehaussement des dépenses de santé non comptabilisées ailleurs (n.c.a) et des services hospitaliers. Bien qu'ayant augmenté, le budget de la santé est resté à 5.2% du budget total de l'Etat, ratio largement inférieur aux engagements de la Déclaration d'Abuja (2001) pour l'Etat de consacrer au moins 15% du budget à la santé. Avec ce faible ratio, l'atteinte des ODD 4, 5 et 6 sera compromise à terme.</li> <li>✓ La part relative du budget de l'éducation comparée au budget général a baissé sur la même période, passant de 15.6% en 2019 à 14.9% en 2020.</li> <li>✓ La demande sociale a pu être estimée à peu plus de 41 milliards fcfa, soit 1.7% du budget de l'Etat en 2020</li> <li>✓ Les allocations budgétaire des investissements ont augmenté entre 2019 et 2020, de 14.7% avec part relative sur le budget général passant de 35.7% à 37.6%.</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ De ces constats nous pouvons dire qu'avec l'avènement de la crise, le Mali a diversifié non seulement ses sources de financement mais aussi l'accent a été mis sur la mobilisation des ressources internes qui peinaient à l'être pour fait de corruption et du niveau élevé de l'économie informelle.</li> <li>✓ Le maintien du niveau actuel des budgets sociaux posera très rapidement des problèmes d'atteinte des objectifs nationaux et internationaux de développement tels que les OMD car il est des plus urgent de continuer à investir dans les infrastructures sociales de base.</li> <li>✓ La décentralisation de plus en plus accentuée dans l'exécution du budget permettra aux territoriales non seulement de se prendre en charge mais aussi d'atteindre les objectifs à elles assignées.</li> </ul>

## Le niveau de transparence du Mali 2019



La bonne pratique internationale recommande que les gouvernements publient huit rapports sur le budget, à différentes étapes du processus budgétaire. De plus en plus, les organisations de la société civile, bailleurs de fonds et gouvernements demandent pourquoi ces rapports spécifiques sont si importants, ce qu'ils doivent contenir afin d'être

considérés comme transparents et à quel moment ils doivent paraître. Il n'existe guère de documents de référence qui répondent à ces questions. IBP avec ses partenaires à travers le monde procède à des enquêtes sur la transparence de façon biannuelle. Pour chacun des huit rapports budgétaires examinés, il est décrit leur importance et ce qu'ils doivent contenir. Il mentionne également le calendrier de publication, en se référant aux normes de publication préconisées par l'OCDE et le Fonds Monétaire International (FMI) (pour certains rapports, les deux institutions ont publié des recommandations, pour d'autres, seulement l'une des deux a émis une opinion, et le Partenariat Budgétaire International (IBP) présente ses propres recommandations). L'enquête évalue l'existence et l'exhaustivité des huit documents.

Problématique	Les décisions des gouvernements – quels impôts prélever ? quels services fournir ? Quel niveau d'endettement ? ont une incidence sur l'égalité d'une société et le bien-être de ses habitants. Il est donc essentiel que les pouvoirs publics informent et fassent participer les citoyens à ces décisions vitales qui ont un impact sur leur vie.
Pertinence politique	La transparence et la participation budgétaires ont pour besoin d'améliorer le niveau de vie des populations, surtout des plus défavorisés. En effet, l'information des citoyens permet d'améliorer la qualité des services.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Documents budgétaires</li> <li>✓ Guide de transparence budgétaire (IBP)</li> </ul>
Méthodologie	La méthodologie est une démarche itérative de renseignement d'un questionnaire standardisé à tous les pays. Après, le remplissage par le chercheur national, le questionnaire est soumis aux pairs-évaluateurs et au ministère chargé du budget. Ensuite, l'équipe d'IBP procède à un arbitrage dans le choix des réponses après vérification des preuves fournies par les différentes parties prenantes.
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Questionnaire OBI</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le niveau de transparence du Mali est de 38% pour l'enquête 2019, contre une moyenne mondiale de 45%, faisant du Mali le troisième pays francophone après le Bénin et le Sénégal</li> <li>✓ Le Mali ne publie pas de rapports de milieu d'année, de rapport de fin d'année et de rapport d'audit, en tout cas en 2019</li> <li>✓ Le niveau de participation du public est de 4 contre une moyenne mondiale de 14, 31 pour la RDC et 24 pour le Bénin</li> <li>✓ Le niveau de contrôle de l'exécutif par l'assemblée est très faible avec une moyenne de 30</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Publication en ligne du rapport préalable au budget, du rapport de fin d'année et du rapport d'audit dans les délais</li> <li>✓ Produire et publier le rapport de milieu d'année dans les délais</li> </ul>

- ✓ Améliorer l'exhaustivité du budget citoyen en incluant des informations relatives entre autres aux politiques, aux prévisions budgétaires, etc.
- ✓ Faire participer activement les OSC au processus budgétaire
- ✓ L'assemblée doit ouvrir des canaux de communication avec les OSC

## ☞ **Transparence comparée (OBI) 2017**



Quelle est la relation appropriée entre les citoyens et l'État ? À quoi est due la déception majeure vis-à-vis des gouvernements et de la démocratie ? Dans certains cas, le problème est l'attente que l'effondrement des régimes autoritaires au cours de la troisième vague entraînerait rapidement la mise en place de démocraties solides. Au lieu de cela, bon nombre de ces régimes sont devenus des

régimes « autoritaires compétitifs » ou, au mieux, des démocraties faibles. Une deuxième raison, peut-être plus large, expliquant cette désillusion est que les institutions politiques traditionnelles et la structure de la démocratie représentative n'ont pas répondu aux besoins ou aux attentes des citoyens modernes. D'importantes manifestations de citoyens contre la corruption dans le monde, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire, se sont produites au cours de ces dernières années. Cette agitation révèle que l'abus de pouvoir et le manque de responsabilité dans l'utilisation des ressources publiques comptent parmi les principaux facteurs de mécontentement. La montée des inégalités au cours des dernières décennies a également soulevé la question de savoir si les gouvernements sont capables de répondre aux défis contemporains.

Problématique	Les décisions des gouvernements – quels impôts prélever ? quels services fournir ? Quel niveau d'endettement ? ont une incidence sur l'égalité d'une société et le bien-être de ses habitants. Il est donc essentiel que les pouvoirs publics informent et fassent participer les citoyens à ces décisions vitales qui ont un impact sur leur vie.
Pertinence politique	Quelle est la relation appropriée entre les citoyens et l'État ? Cette question n'a cessé d'être tranchée puis débattue à nouveau tout au long de l'histoire de l'humanité. Au début de l'année 2016, un mécontentement croissant à l'égard des gouvernements, y compris les gouvernements démocratiques, a abouti à la montée de politiciens nationalistes aux titres démocratiques douteux et à la baisse de soutien pour les partis et institutions politiques traditionnels. Parallèlement, les données des enquêtes récentes ont révélé des craintes majeures au sujet de la démocratie à travers le monde. Il semblerait donc que le lien entre les citoyens et l'État nécessite grandement d'être réparé. À quoi est due cette déception majeure vis-à-vis des gouvernements et de la démocratie ?
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Documents budgétaires</li> <li>✓ Guide de transparence budgétaire (IBP)</li> </ul>
Méthodologie	L'enquête sur le budget ouvert utilise des critères reconnus au niveau international mis en place par des organisations multilatérales à partir de sources telles que le Fonds monétaire international, la banque mondiale, l'organisation pour la coopération et le développement économiques, l'initiative mondiale pour la transparence fiscale. C'est un instrument de recherche sur des faits et des phénomènes vérifiables. Le processus prend près de 18 mois à cheval sur 2 années civiles. Les experts indépendants renseignent les questionnaires qui sont revus et corrigés à plusieurs étapes, à savoir un

	expert anonyme, un réviseur gouvernemental et les experts d'IBP.
Données utilisées	✓ Questionnaire OBI
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le score du Mali s'est fixé à 39% contre une moyenne mondiale de 42%, une moyenne des pays développés de 64%, de 44% pour les pays à revenu intermédiaire</li> <li>✓ Un score de 6% de participation des citoyens au processus budgétaire contre une moyenne mondiale de 12%</li> <li>✓ Un contrôle budgétaire (Assemblée et audit) de 39%</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Produire et publier un rapport de milieu d'année et un rapport de fin d'année en ligne</li> <li>✓ Publier un rapport préalable au budget en temps opportun</li> <li>✓ Organiser des audiences législatives entre l'assemblée et les OSC</li> <li>✓ Etablir des mécanismes formels de collaboration entre l'ISC et les OSC</li> <li>✓ Envisager de mettre en place une institution financière indépendante (IFI)</li> </ul>

## 1.6. Intégration et mondialisation

### ☞ Les mesures non tarifaires

Les barrières non tarifaires - définitions

- Ensemble des mesures visant à réduire le commerce international sans passer par des droits de douanes
- Difficulté d'évaluation
- Explications économiquement, socialement et culturellement valables

MNG61799 - Management International

Cet article présente un état des lieux des débats sur les motivations des mesures non tarifaires (MNT) dans les pays développés (PD), leurs implications sur le commerce et le bien-être des pays Africains et les approches de mesure et d'évaluation de leurs effets. Les résultats montrent que la prolifération des MNT dans les PD dans le secteur agroalimentaire est liée à des raisons politico-économiques, sociales, environnementales et de défaillances des marchés. Par rapport à leurs implications

sur le commerce et le bien-être des pays, il n'y a pas de consensus. Certains auteurs indiquent que les MNT réduisent les échanges entre les pays et implicitement leur bien-être. En revanche, d'autres estiment qu'elles peuvent constituer des obstacles à l'offre d'exportation mais augmenter la demande d'importation et le bien-être des partenaires commerciaux. Deux types d'approches sont utilisées de façon séparée ou simultanée pour évaluer les effets des MNT sur les flux de commerce et/ou le bien-être des pays. Il s'agit des méthodes économétriques (ex post) et/ou des approches de simulation (ex ante). Certaines études, surtout celles utilisant des approches de bien-être, considèrent les défaillances des marchés. Tandis que, les autres considèrent implicitement que les marchés sont parfaits.

Problématique	L'utilisation des mesures non tarifaires (MNT) s'est accrue dans les pays développés durant les trente dernières années. Ce sont toutes les mesures autres que les droits de douane susceptibles d'avoir un effet sur les échanges internationaux de biens en modifiant les quantités échangées et/ou les prix (MAS/UNCTAD 2012). Parmi les MNT, les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et les obstacles techniques au commerce (OTC) sont les plus fréquemment utilisés. Celles-ci représentaient 59% des MNT en 2012 (WTO 2012). Ces mesures techniques concernent divers aspects (qualité, sécurité sanitaire, protection environnementale et éthique) liés à la production et aux échanges internationaux de biens (Maertens et al. 2015, Swinnen 2016). Elles
---------------	---

	<p>sont omniprésentes dans les chaînes de valeur des produits agroalimentaires et, elles touchent plus particulièrement les produits végétaux (Maertens et al. 2015, Smith 2010, Swinnen 2016). En outre, ces dernières années, le nombre de notifications de mesures SPS et OTC soumis à l'organisation mondiale du commerce (OMC) est passé chacun, de quelques centaines dans les années 90 à plus de 17000 en 2014 (Swinnen 2016).</p>
Pertinence politique	<p>Les raisons évoquées dans la littérature pour justifier la prolifération des normes techniques dans le secteur agroalimentaire peuvent être classées sous quatre dimensions. Il s'agit notamment des dimensions politico-économique, sociale, environnementale et de défaillance des marchés. Pour la dimension politico-économique, certains auteurs (Beghin et al. 2015, Disdier 2009, Li et al. 2017, Orefice 2017, Tamini et al. 2014) s'accordent pour dire que la prolifération des MNT est liée à la suppression ou la réduction progressive des tarifs douaniers. De plus, Li et al. (2017) et Swinnen (2016) ajoutent que ces mesures sont utilisées pour répondre aux pressions des lobbies des producteurs nationaux et créer des avantages compétitifs au détriment des entreprises étrangères. Quant à la dimension environnementale et sociale, Tamini et al. (2014) indiquent que les MNT sont utilisées respectivement pour encourager les pratiques pro-environnementales (pratiques agricoles durables) et pour établir la justice sociale (commerce équitable, droit de travail ou travail des enfants). La quatrième dimension évoquée est la défaillance des marchés à corriger les problèmes telles que les externalités de production ou de consommation; l'imperfection et l'asymétrie de l'information (Beghin et al. 2012, Swinnen et al. 2015). Les coûts ou les avantages associés aux externalités ne sont pas considérés dans l'évaluation de l'efficacité des marchés alors que ceux-ci peuvent réduire ou augmenter le bien-être des agents. En présence d'asymétrie ou d'imperfection de l'information, les décisions des agents ne sont pas efficaces et donc, l'allocation des ressources n'est pas optimale.</p>
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Aloui, O. and Kenny, L., 2005. The cost of compliance with SPS standards for Moroccan exports: a case study. World Bank Agriculture and Rural Development Discussion Paper. World Bank, Washington DC.</li> <li>✓ Anders, S. M. and Caswell, J. A., 2009. Standards as Barriers Versus Standards as Catalysts: Assessing the Impact of HACCP Implementation on U.S. Seafood Imports. American Journal of Agricultural Economics 91: 310-321. doi:10.1111/j.1467-8276.2008.01239.x.</li> <li>✓ Anderson, J. E., Larch, M. and Yotov, Y. V., 2015. Growth and trade with frictions: a structural estimation framework (No. w21377). National Bureau of Economic Research.</li> <li>✓ Anderson, K., Damania, R. and Jackson, L. A., 2004. Trade, standards, and the political economy of genetically modified food. World Bank.</li> <li>✓ Andriamananjara, S., Dean, J. M., Feinberg, R., Ferrantino, M. J., Ludema, R. and Tsigas, M. E., 2004. The Effects of Non-Tariff Measures on Prices, Trade, and Welfare: CGE Implementation of Policy-Based Price Comparisons.</li> </ul>
Méthodologie	<p>Cette étude a utilisé un ensemble d'approches, principalement les méthodes économétriques à travers le modèle de gravité et d'autres approches économétriques et les approches de simulation par le biais du modèle d'équilibre partiel et le modèle d'équilibre général calculable.</p>
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ MAS/UNCTAD 2012</li> <li>✓ WTO 2012</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La prolifération des MNT est liée à la suppression ou la réduction progressive des tarifs douaniers</li> <li>✓ Les MNT sont utilisées respectivement pour encourager les pratiques pro-environnementales (pratiques agricoles durables) et pour établir la justice sociale (commerce équitable, droit de travail ou travail des enfants)</li> <li>✓ Les normes augmentent les coûts fixes des entreprises. Tandis que d'autres (Anderson et al. 2004, Crampes et al. 1995, Fulton et al. 2004, Giannakas et al. 2008, Lapan et al. 2004, Marette et al. 2010, Swinnen et al. 2008, van Tongeren et al. 2009, Veyssiere 2007, Winfree et al. 2005) soutiennent que ce sont les coûts variables qui augmentent.</li> <li>✓ Les normes peuvent constituer des barrières directes (restriction quantitative) et indirectes (coûts de production/commerce) aux échanges des biens agricoles et</li> </ul>

	réduisent le bien-être des pays (Anders et al. 2009, Anderson et al. 2004, Augier et al. 2005, Czubala et al. 2009, Disdier et al. 2008, Hoekman et al. 2011, Korinek et al. 2008, Otsuki et al. 2001, Tran et al. 2011)
<b>Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ la prolifération des mesures non tarifaires dans les pays développés est liée à des raisons politico-économiques, sociales, environnementales et de défaillances des marchés.</li> <li>✓ Certains auteurs estiment que les mesures non tarifaires réduisent les échanges entre les pays et implicitement leurs bien-être. En revanche, d'autres trouvent que les MNT peuvent constituer des obstacles à l'offre d'exportation mais elles vont augmenter la demande d'importation et le bien-être des partenaires commerciaux.</li> <li>✓ Néanmoins, il importe de noter que ces résultats divergents sont obtenus dans la plupart des cas avec des approches et hypothèses différentes.</li> </ul>

## 👉 Le rapport du partenariat mondial (PMCED)



Créé en 2011, le Partenariat mondial offre aux acteurs du développement, un forum ouvert permettant de partager les expériences acquises et de veiller à ce que le financement, les connaissances et les politiques produisent un impact maximal en faveur du développement. Il soutient également le suivi régulier des progrès réalisés dans la mise en œuvre des engagements convenus à Busan. Bien qu'il n'en soit encore qu'à ses prémices, le Partenariat mondial a la capacité de jouer un rôle important dans le cadre de l'architecture mondiale de la coopération pour le développement et de contribuer à la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015.

Lors du 4e Forum de haut niveau (HLF-4) à Busan, plus de 150 pays et 45 organisations internationales se sont accordés sur le besoin de créer un forum

englobant un éventail de parties prenantes plus large que jamais auparavant, cela dans le but d'assurer que la coopération au service du développement ait un impact maximal sur les résultats du développement : ainsi est né le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement.

Le forum œuvrera à encourager l'engagement, la communication et le partage de connaissances parmi les nombreux acteurs du développement ; il cherchera aussi à maintenir un soutien politique envers les engagements pris à Busan. Les Ministres et les représentants se réuniront tous les 18 à 24 mois pour revoir les progrès accomplis dans le cadre de la mise en œuvre des engagements de Busan et résoudre les problèmes clés. Afin de le rendre opérationnel, un Comité de pilotage a également été instauré.

Afin de garantir la redevabilité, les engagements de Busan seront suivis à l'échelle nationale et internationale. Les résultats de ce processus de suivi alimenteront les débats et permettront la prise de bonnes décisions afin d'assurer une coopération plus efficace au service du développement.

Problématique	Le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (PMCED) a été établi en 2011 à l'occasion du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide à Busan, en République de Corée, afin de poursuivre le dialogue politique sur les questions relatives à la qualité et à l'efficacité de la coopération pour
---------------	---

	le développement.
Pertinence politique	Le PMCED rassemble une grande variété d'acteurs du développement en vue d'améliorer la façon dont la coopération est mise en œuvre au niveau de chaque pays pour s'assurer qu'elle contribue à l'éradication de la pauvreté et à la prospérité partagée. L'accord de Partenariat de Busan a jusqu'ici été approuvé par 161 pays et territoires et 54 organisations internationales, représentant des parties prenantes très diverses: des gouvernements de pays tant fournisseurs que bénéficiaires; des pays impliqués dans la coopération Sud-Sud; des organisations multilatérales ; la société civile et des représentants de parlementaires et du secteur privé.
Revue de la littérature	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Rapports annuels des PTF</li> <li>✓ Questionnaire PMCED</li> </ul>
Méthodologie	<p>En matière de conduite du processus au Mali, le Mali a procédé par les étapes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Contact officiel du Mali en juin 2018</li> <li>✓ Choix du SHA comme point focal</li> <li>✓ Collecte des données auprès des sources nationales et des PTF</li> <li>✓ Le remplissage du questionnaire lors d'un atelier à Koulikoro</li> <li>✓ La transmission du questionnaire Mali à l'équipe internationale d'appui, chargée de la rédaction du rapport de suivi ainsi que le rapport synthétique spécifique pour chaque pays appelé « profil pays »</li> </ul>
Données utilisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Rapports divers</li> </ul>
Principaux résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le niveau de la planification nationale du développement et son cadre de résultats est jugé élevé (la stratégie nationale du Mali définit les priorités, les objectifs pour 97% et les indicateurs alignés sur les ODD pour 59%, des rapports d'étapes sont régulièrement mis à disposition pour 61%) ;</li> <li>✓ La collaboration multipartite, notamment le dialogue public-privé, est jugée récente et en progression au Mali ;</li> <li>✓ L'environnement favorable aux organisations de la société civile est insuffisant.</li> <li>✓ Entre 2016 et 2018, le Mali a enregistré une baisse générale de la qualité de la GFP comparée aux autres PMA (94% en 2016 et 42% en 2018).</li> <li>✓ Le Mali a mis en place les ressources allouées à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.</li> <li>✓ La prévisibilité annuelle sur la coopération au développement est moyenne au Mali, avec 75% de l'aide versée aux échéances prévues</li> </ul>
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Renforcer la communication entre les différents acteurs du processus du développement au Mali,</li> <li>✓ Renforcer la synergie entre les différents acteurs de la Société civile,</li> <li>✓ Diligenter la publication de la PONAGA et engager des actions de communication autour de la PONAGA et son plan d'actions,</li> <li>✓ Renforcer les progrès réalisés par le Mali en matière d'égalité du genre,</li> <li>✓ Renforcer le leadership de l'Etat dans la gestion d'Aide,</li> <li>✓ Mettre à jour régulièrement les différents sites d'accès aux données financières,</li> <li>✓ Inviter les PTF à appuyer les actions des Organisations de la Société civile en vue d'un suivi-évaluation en adéquation avec les ODD au Mali.</li> </ul>

## 1.7. Offres diverses d'études et de recherche

### ☞ [Etude sur les besoins de la fourniture de services et les priorités en matière de sécurité et de justice](#)

Partenaire	DCAF
Contexte	<p>Pour endiguer ces menaces sécuritaires, l'Etat du Mali, avec ses partenaires, et les organisations de la société civile ont élaboré et mis en œuvre des politiques et programmes de lutte contre l'insécurité.</p> <p>Au regard de ces menaces complexes et multidimensionnelles, l'Etat du Mali avec l'appui du DCAF a initié un processus de réforme du secteur de la sécurité depuis 2014. C'est dans ce cadre, qu'un programme pluriannuel 2017-2020 a été financé par le ministère des affaires étrangères des Pays-Bas avec pour objectif de contribuer</p>

	à la mise en œuvre d'une approche holistique de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) au Mali afin de lui permettre d'opérationnaliser les réformes visant à avoir des forces de sécurité intérieure efficaces, au service de tous les citoyens maliens, et qui leur soient redevables
Questions de recherche	<p>L'objectif de cette enquête est de procéder à l'évaluation de la mise en œuvre du processus de réforme du secteur de la sécurité en cours au Mali par le recueil des besoins des populations en matière de sécurité en mettant en évidence les regards croisés de la population et des agents des forces de sécurité sur les enjeux sécuritaires.</p> <p>Plus spécifiquement, l'étude cherche à</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Appuyer la mise en œuvre du processus de réforme du secteur de la sécurité au Mali conformément aux principes de bonne gouvernance, d'Etat de droit et d'égalité des sexes, avec la participation de toutes les parties prenantes</li> <li>✓ Contribuer à une meilleure efficacité et responsabilisation des institutions de sécurité intérieure (la gendarmerie, la police, la garde nationale) en ce qui concerne le respect des droits de l'Homme et du genre</li> <li>✓ Permettre aux acteurs externes du contrôle (Assemblée nationale, institutions nationales des droits de l'Homme, organisations de la société civile) d'exercer efficacement leur fonction de contrôle externe du secteur de la sécurité et de l'exécutif.</li> </ul>
Méthodologie	Pour atteindre les objectifs de l'étude, l'on procédera à une enquête aussi bien quantitative que qualitative en vue de recueillir les données nécessaires aux besoins, à la fourniture des services et les priorités en matière de sécurité au Mali. Les données nécessaires à cette analyse seront collectées par des enquêtes quantitatives par questionnaires et des entretiens qualitatifs sous formes d'interviews auprès d'informateurs clés (KII) et de discussions en focus groupes (FGD).
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Finaliser le protocole de l'étude sur la base des besoins et outils fournis par le DCAF, à l'aide d'une revue documentaire de l'état des lieux</li> <li>✓ Mener une enquête quantitative et/ou qualitative représentative sur les besoins, la fourniture de services et les priorités en matière de sécurité et de justice au Mali auprès d'un échantillon représentatif de la population et des agents des services de sécurité (sous réserve de l'accord du ministère)</li> <li>✓ Traiter et analyser l'ensemble des informations recueillies auprès des différentes sources</li> <li>✓ Préparer un rapport méthodologique d'enquête allant du choix de l'approche au calendrier d'exécution en passant par les axes de recherche et les outils de collecte de données</li> <li>✓ Elaborer un rapport d'étude mettant l'accent sur les différentes conclusions et recommandations dans la perspective des réformes du secteur de la sécurité au Mali.</li> </ul>

### Actualisation du modèle du Cadre budgétaire à moyen terme (CBMT)

Partenaire	Direction Générale du Budget (DGB)
Contexte	<p>L'élaboration du DPBEP fait principalement recours au Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) qui a subi une modification à la suite de la transposition de la directive de l'UEMOA par le décret n°2014-350/P-RM du 14 mai 2014 portant TOFE. Cette modification pose l'impérieuse nécessité d'adapter l'outil de prévision du cadrage budgétaire pour le rendre conforme au TOFE type UEMOA basé sur le manuel de statistique des finances publiques version 2001 révisée en 2014.</p> <p>Le modèle de cadrage budgétaire à moyen terme élaboré en 2014 mérite d'être actualisé à la suite de la révision de la base de calcul du Produit intérieur brut (PIB) en 2016 et l'opérationnalisation du budget-programmes (BP) en 2018.</p> <p>L'objectif global de l'étude est de rendre plus performant et robuste le modèle de cadrage budgétaire du DPBEP.</p> <p>Plus spécifiquement, il s'agira de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Réviser l'architecture du TOFE conformément au manuel de 2001 et 2014</li> <li>✓ Etablir un tableau de passage entre la nomenclature TOFE et la nomenclature budgétaire par grande masse</li> <li>✓ Etablir les interrelations possibles entre les principaux postes du TOFE</li> <li>✓ Améliorer les états de sortie avec l'intégration des différentes classifications</li> </ul>
Questions de recherche	

	<p>simple et croisée (économique, fonctionnelle et autres)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Faire une projection des principaux postes de recettes et de dépenses sur la période 2020-2023</li> <li>✓ Elaborer un guide/manuel d'utilisateur du modèle révisé.</li> </ul>
Méthodologie	<p>Pour atteindre ces objectifs, on aura pour tâche de rendre le modèle compatible avec les exigences communautaires relatives au TOFE basé sur le manuel de statistiques des finances publiques version 2001 révisée en 2014.</p> <p>A cet effet, on actualisera le module de projection des recettes sur la base de paramètres pertinents, et le module de projection des dépenses incluant les critères de répartition des allocations par secteur. En outre, on fournira à la Direction générale du budget des conseils pratiques pour une meilleure utilisation du modèle de prévision et surtout du cadrage budgétaire.</p> <p>Pour expliquer le fonctionnement du modèle, un manuel d'utilisateur sera rédigé et mis à la disposition de la Direction générale du budget aussi bien en copie dure qu'en copie électronique. Ce manuel donnera des détails sur le démarrage et la prise en main du programme, la saisie des données (les entrées), les différentes possibilités de traitement de ces données ainsi que les résultats de ces traitements (les sorties)</p>
Résultats attendus	<p>Il est attendu de la présente étude la mise à disposition de la Direction générale du budget un modèle de cadrage budgétaire actualisé intégrant le TOFE version 2001 révisée et qui réponde aux objectifs ci-dessus énumérés</p>

### Mesure de la privation multidimensionnelle en Afrique

Partenaire	AERC
Contexte	<p>Il n'existe pas de consensus entre les chercheurs sur la mesure de la pauvreté et que les différentes approches se complètent plus que ne laisse penser le contraire. Mesurer la pauvreté en Afrique à travers le prisme de la privation multidimensionnelle nous semble d'actualité en ce sens i) qu'il ne doit pas exister beaucoup de travaux de ce genre qui englobent en même temps presque tous les pays africains, ii) il se fonde sur la perception des personnes concernées (les données Afrobaromètre le permettent) à la différence d'autres mesures qui ne tiennent pas compte de cela. A travers les données Afrobaromètre, les décideurs ont la réponse à la question cruciale, à savoir ce que veut la population dans un avenir proche ou lointain et cela aussi bien par zone géographique que par caractéristiques sociodémographiques.</p> <p>Nous tentons dans ce travail d'élaborer une mesure des privations multidimensionnelles de 34 pays africains. A terme nous effectuerons un classement de ces pays à partir de l'indice de privations multidimensionnelles (MDI). Nous pensons qu'un classement des pays selon la souffrance et les précautions prises pour sa réduction est mieux approprié car l'idéal type du développement serait le plus bas niveau de souffrance et non plus le revenu ou le bien-être</p> <p>Au préalable, la préparation de la mission est relative à une série d'activités dont la première est la rédaction et la validation (par un Comité d'éthique) d'un protocole des activités de l'étude.</p>
Questions de recherche	<p>L'objectif principal de cette étude est d'analyser les dimensions (domaines) socio-économiques dans lesquelles les ménages manquent de choses nécessaires à une vie décente car il est des obligations de l'Etat d'offrir une telle vie à sa population. De façon spécifique il s'agit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ D'élaborer l'approche privations multidimensionnelles permettant de dresser les profils de privations des ménages</li> <li>✓ De construire un indice composite de privation multidimensionnelle à travers les données Afrobaromètre, Round 7 (2016-2018)</li> <li>✓ D'analyser les privations multidimensionnelles à différents niveaux (démographie, zone géographique, etc.).</li> </ul>
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La mesure des privations multidimensionnelles que nous proposons dans ce papier se veut le reflet des souffrances ou manques de chaque individu (ménage) sur cinq dimensions telles que les infrastructures, la pauvreté vécue, les conditions de vie, l'insécurité et enfin les avoirs du ménage.</li> <li>✓ Dans le but de construire un indice de privation multidimensionnelle (MDI – Multidimensional Deprivation Index), nous adapterons la méthode Alkire-Foster car elle est flexible et peut être utilisée avec différentes dimensions, indicateurs,</li> </ul>

	pondérations et seuils, afin de créer des mesures spécifiques à des sociétés et situations différentes. Le MDI comporte 5 dimensions et 24 indicateurs pondérés de manière égale
Résultats attendus	<p>Les résultats attendus sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Un indice de privations élaboré</li> <li>✓ Un classement des pays africains selon cet indice fait</li> <li>✓ Les profils de privations multidimensionnelles connus</li> <li>✓ Des discussions sur le MDI ouvertes</li> </ul>

## Evaluation des impacts de l'entrée en vigueur de la ZLECA sur l'économie du Mali

Partenaire	AERC
Contexte	<p>De la planification de l'économie à sa libéralisation, le Mali est passé par maintes réformes pour booster son économie et améliorer le niveau de vie de ses populations. Si la 1<sup>ère</sup> République (1960-1974) avait opté pour le socialisme, la seconde, sous le diktat des institutions de Bretton Woods devait libérer l'initiative privée avec le retrait progressif de l'Etat des secteurs productifs, surtout à partir de 1982. Par ces moyens, l'Etat cherche à promouvoir une croissance économique forte et durable, la stabilité des prix, l'équilibre des comptes extérieurs, etc. A côté des réformes macroéconomiques, l'Etat a initié et mis en œuvre des réformes sectorielles dont les plus en vue sont la réforme du secteur agricole (libéralisation du marché céréalier, adoption de la loi d'orientation agricole), du secteur minier (adoption de nouveaux codes miniers), du secteur fiscal (adoption d'une série de réformes sur la fiscalité). Toujours pour promouvoir l'économie, l'Etat s'engagera dans des accords de libre-échange (APE et aujourd'hui ZLECA) ainsi que des unions douanières (UEMOA depuis 2000 et CEDEAO depuis 2015).</p> <p>L'analyse des résultats issus de l'application de la ZLECA permettra d'identifier les canaux de transmission et d'évaluer les impacts de la mise œuvre de ladite politique sur des indicateurs macroéconomique (PIB, importation, exportation, investissement, demande de travail, consommation des ménages, consommation de l'Etat, recettes publiques, dépenses et épargne publiques), sectoriels (la production des branches, prix de la valeur ajoutée, etc.) ainsi que sur les agents économiques surtout les entreprises et les ménages. Par une approche appelée top-down, le MEGC à élaborer sera couplé avec un modèle de micro-simulation pour également mesurer les impacts de la ZLECA sur les indicateurs de la pauvreté et des inégalités.</p>
Questions de recherche	<p>Dans la présente étude, nous analyserons les impacts de la mise en application de la ZLECA au Mali sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les recettes fiscales, douanières et intérieures ainsi que totales</li> <li>✓ Le volume des importations et des exportations ainsi que par grandes zones géographiques</li> <li>✓ La production locale industrielle</li> <li>✓ L'impact sur d'autres secteurs notamment l'agriculture.</li> <li>✓ Le marché du travail</li> </ul> <p>L'objectif de l'étude est d'analyser les impacts de l'application de la ZLECA sur l'économie malienne en identifiant les canaux de transmissions, les branches productives qui en profiteront et celles qui en souffriront, l'évolution des indicateurs macro et microéconomiques, sectoriels et ceux de la pauvreté et des inégalités. Tester divers taux de baisse des droits de douane sur les lignes tarifaires du TEC de la CEDEAO et au regard du schéma probable de désarmement tarifaire et d'éventuelles mesures de sauvegarde commerciale ainsi que d'exclusion de produits sensibles ou stratégiques tant par région (comme l'Afrique de l'Ouest) que par pays (comme cela est déjà possible dans le cadre des unions douanières régionales).</p>
Méthodologie	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Pour mesurer les impacts de l'entrée en vigueur du libre-échange à travers l'Afrique, sur l'industrialisation et la diversification des économies en assurant une croissance durable, génératrice d'emploi, un modèle d'équilibre général calculable micro-simulable sera élaboré à cet effet. On s'inspirera du modèle standard PEP 1-1 (version 2.1) développé par IFPRI en collaboration avec PEP dans le cadre du projet AGRODEP. Une matrice de comptabilité sociale sera cependant élaborée à partir des données les plus récentes disponibles, TRE (Tableau ressources emplois), TCEI (Tableau des comptes économique intégrés), QAQ (Qui à Qui ou les transferts entre agents économiques),</li> </ul>

	<p>importations, exportations, balance des paiements et enquêtes budget-consommation (dépenses des ménages, revenus d'emploi, transferts privés entre ménages, transferts publics reçus par les ménages, épargne, etc.).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La MCS qui sera élaborée s'inspirera également de celles standard du PEP. Elle comprendra six catégories ou groupes de compte, facteurs de production, agents ou institutions, reste du monde (RDM), branches ou activités, produits et accumulation. Pour mieux cerner l'impact de la ZLECA sur le commerce international et compte tenu des particularités des échanges du Mali, le reste du monde sera scindé en quatre zones (Afrique, UE, Chine et RDM).</li> <li>✓ Les 17 blocs seront remplis les uns après les autres jusqu'à l'équilibre entre les lignes et les colonnes correspondantes</li> </ul>
Résultats attendus	<p>La baisse ou la suppression des droits de douane entraînera une baisse du prix des biens importés qui engendrera une réallocation de la demande vers les biens importés. La variation des importations (+/-) dépendra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ du degré de substitution entre importations et production locale</li> <li>✓ de la variation des prix relatifs</li> <li>✓ de la variation de la demande locale.</li> </ul> <p>Elle entraînera la baisse des recettes douanières et à dépenses publiques constantes, il faudrait s'attendre à une baisse de l'épargne publique. Les branches de production qui sont principalement productrices d'intrants et de biens d'équipement seront plus exposées à la baisse des tarifs douaniers. La baisse des recettes publiques entraîne une baisse de l'épargne publique et donc de l'investissement total dans l'économie engendre une diminution de la demande en biens industriels. On assistera ainsi à une réallocation de la demande vers les biens importés. Toutefois, la demande en bien composite de certains biens peut augmenter et cette augmentation de la demande se fait au profit des biens importés et au détriment de la production locale. L'équilibre entre l'offre et la demande entraînera une baisse du prix de vente locale de la production de certaines branches. Malgré la baisse du prix de vente du bien produit par cette branche, les producteurs bénéficieront encore plus de la baisse du prix des intrants importés qui boostera la demande de travail qualifié et non qualifié et on assistera ce faisant à une réallocation des facteurs de production vers ce secteur. Cependant, la baisse des prix de vente locale de certains producteurs ne sera pas compensée par une baisse suffisante des prix des intrants qui aboutira à une baisse de prix de la valeur ajoutée (PVA) qui entraînera par une diminution du travail qualifié et non qualifié voire une baisse de la production dans ce secteur.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Au niveau de l'économie, la baisse des investissements occasionnera une diminution du salaire moyen des travailleurs non qualifiés et une augmentation du chômage des travailleurs qualifiés. Les importations totales augmenteront, grâce à la baisse du prix à l'importation dû à la suppression ou à la baisse des droits de douane, les exportations des biens dans la zone ZLECA augmenteront suite cette fois à la baisse de coût de la production. L'augmentation de l'exportation dépendra elle de l'élasticité de transformation des biens à l'exportation (possibilité de débouchés), de la variation des prix relatifs entre le prix local et le prix mondial, de la production du secteur.</li> <li>✓ Au niveau des ménages, on s'attendra à une baisse du taux de salaire des travailleurs non qualifiés qui réduira le revenu des ménages entraînant une diminution de la recette de l'impôt sur le revenu. On s'attendra également à une baisse des prix à la consommation entraînant une hausse du pouvoir d'achat des ménages. Par la baisse de salaire et la hausse du chômage, nous pourrions assister à une aggravation de la pauvreté, l'indice se détériore, elle devient plus sévère et plus profonde</li> </ul>

### Les sources de la compétitivité des entreprises manufacturières au Mali

Partenaire	AERC
Contexte	<p>Au cours des 10 dernières années la part du secteur secondaire dans le PIB a augmenté de seulement 7 points de pourcentage et a amorcé une diminution depuis la crise de 2012, pour ne représentée qu'environ 19% du PIB réel. La part du sous-secteur manufacturier reste encore plus faible environ 8%. En dynamique la croissance du secteur secondaire reste faible avec une décroissance en 2012 et 2015. La décomposition sectorielle de la croissance reste à l'avantage des secteurs</p>

	primaire et tertiaire, le secteur secondaire jouant un rôle marginal, 1.2% des 5.2% de taux croissance global, avec une contribution négative en 2012 et 2015 et quasi nulle en 2016. Cette faible contribution est accentuée dans les sous-secteurs agroalimentaire et textile, la seule dynamique du secteur pourtant observée dans les constructions ainsi que dans l'eau et l'électricité. Nonobstant l'existence de nombreuses filières susceptibles de fournir plusieurs chaînes de valeurs à développer le Mali n'a jusqu'ici pas su transformer son économie qui reste essentiellement primaire et tertiaire. Les rares industries manufacturières existantes peinent à se développer faute de compétitivité tant sur le marché local qu'à l'exportation face aux produits étrangers.
Questions de recherche	<p>Les objectifs de l'étude sont</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Mesurer la compétitivité des entreprises manufacturières,</li> <li>✓ Rechercher les facteurs de leur non compétitivité,</li> <li>✓ Indiquer des éléments constitutifs d'une nouvelle politique industrielle favorable à la compétitivité et au développement. Tout ceci montre l'importance d'une meilleure compréhension de la non industrialisation du pays voire de sa désindustrialisation et partant des sources d'inefficacité productive des entreprises manufacturières en vue de la transformation structurelle de l'économie nationale</li> </ul>
Méthodologie	L'accent sera mis sur l'ensemble des indicateurs de part de marché, les ratios de performances et sur le coût unitaire
Résultats attendus	Il est attendu de cette étude un tableau d'indicateurs de compétitivité mesurés pour un échantillon représentatif d'entreprises manufacturières. De même, l'indicateur de coût unitaire sera décomposé de sorte à permettre d'isoler les sources de non compétitivité sur lesquelles sources il faudrait agir pour une nouvelle politique industrielle au Mali. Ces sources seront mises en parallèle avec d'éventuels facteurs de promotion de l'industrie manufacturière contenue dans le Code des investissements du Mali de 2012, en vigueur

☞ **Etude nationale qualitative et quantitative sur les connaissances, attitudes et pratiques des femmes et des hommes en matière de violences basées sur le genre**

Partenaire	CNDIFE
Contexte	<p>Le respect des droits de la femme a été inscrit dans l'agenda des pays africains à travers l'adoption d'un Protocole relatif aux droits des femmes le 11 juillet 2003 à Maputo lors du second sommet de l'Union africaine. Ce protocole exige des gouvernements africains l'élimination de toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des femmes et la mise en œuvre d'une Politique d'égalité entre hommes et femmes.</p> <p>Au Mali, le phénomène de la violence contre les femmes est au cœur des politiques publiques depuis quelques années, en témoignent la ratification des instruments internationaux dans ce sens par le pays. Il s'agit essentiellement de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CDEF) en 1985, la Convention relative aux droits des enfants (CDE) en 1990, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) en 1981 et la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (CADBE) en 1998 (CNDIFE, 2016).</p> <p>Le phénomène des VBG ne semble pas bien documenter au Mali, en tout le peu de documents disponibles ne sont pas suffisamment désagrégés pour permettre une analyse fine de la situation</p>
Questions de recherche	<p>l'objectif de cette enquête est d'étudier les connaissances, attitudes et les pratiques de la population en matière de violences basées sur le genre.</p> <p>Plus spécifiquement, l'étude cherche à</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ analyser les connaissances, attitudes et pratiques individuelles, familiales, communautaires et professionnelles en matière de VBG</li> <li>✓ analyser l'environnement politique, juridique et institutionnel en matière de prévention, de lutte contre les VBG et de prise en charge des victimes de VBG</li> <li>✓ déterminer les divers types de violences qui s'exercent sur les femmes dans leurs différents cadres de vie selon les auteurs des violences</li> <li>✓ analyser les connaissances, attitudes et pratiques des femmes, des filles et des garçons pour faire face aux conflits, les résoudre, promouvoir la paix</li> <li>✓ analyser les forces et les faiblesses en matière de participation des hommes et</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>des femmes aux processus de prise de décisions les concernant</li> <li>✓ déterminer le profil sociodémographique des hommes et des femmes qui ont de faibles connaissances, attitudes et pratiques peu favorables en matière de VBG</li> <li>✓ analyser les potentialités et les contraintes existantes en matière de communication notamment en ce qui concerne la pertinence et l'efficacité des canaux et moyens de communication sur les VBG.</li> </ul>
Méthodologie	Pour atteindre les objectifs de l'étude, l'on procédera à une enquête aussi bien quantitative que qualitative en vue de recueillir les données sur les connaissances, attitudes et les pratiques des maliennes et des maliens en matière de violences basées sur le genre au Mali. Les données nécessaires à cette analyse seront collectées par des enquêtes quantitatives par questionnaires et des entretiens qualitatifs sous formes d'interviews auprès d'informateurs clés (KII).
Résultats attendus	Ce dernier Rapport d'études sur les connaissances, attitudes et pratiques des hommes, des femmes sur les violences basées sur le genre fourniront les inputs pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi d'une stratégie de communication et de plaidoyer sur les VBG au Mali.

## ☞ Distribution et inégalités de revenus au Mali

Partenaire	AERC
Contexte	<p>Le Document-Cadre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine accorde une place de choix à l'inclusion sociale et à la lutte contre les inégalités sociales aussi bien dans les aspirations, les objectifs visés que dans les domaines prioritaires de l'Afrique. L'aspiration 6 est ainsi intitulée : "une Afrique dont le développement est axé sur les populations, qui s'appuie sur le potentiel de ses populations, notamment celui des femmes et des jeunes, qui se soucie du bien-être des enfants". Le premier objectif "niveau de vie élevé, qualité de vie et bien-être pour tous les citoyens" traite, entre autres, de l'égalité entre tous les citoyens.</p> <p>Au plan national, dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger signé le 15 mai et parachevé le 20 juin 2015 à Bamako, le projet de Stratégie spécifique de développement des régions du Nord du Mali (SSD/RN) a été élaboré pour lutter contre les inégalités territoriales notamment entre les régions du nord (Tombouctou, Gao, Kidal, Ménaka, et Taoudénit) et le reste du pays.</p> <p>En dépit des efforts des pouvoirs publics pour lutter contre la pauvreté et les inégalités, le niveau des indicateurs d'inégalité de revenu ne semblent pas diminuer substantiellement au Mali. Sur la période 2001-2014, les inégalités de revenu alternent des hausses et des baisses, sur la base des valeurs de l'indice de Gini (INSTAT). Cet indice est passé de 0,39 en 2001, à 0,37 en 2006 puis 0,32 en 2010, son niveau le moins élevé de la période. Les inégalités ont ensuite très fortement augmenté en 2011 (0,42), baissé en 2013 (0,34) pour encore augmenter légèrement en 2014 (0,37). Les inégalités se sont exacerbées en 2015, la valeur de l'indice de Gini ayant franchi la barre de 0,5, soit 0,58. Pour la même année, les 10% de ménages les plus riches gagnaient 26 fois le revenu total des 10% d'individus les plus pauvres (ONEF, 2015). Le revenu total des 10% les plus riches valait 10 fois celui des 40% les plus pauvres.</p> <p>Vu l'importance des indicateurs d'inégalités en matière de développement, de bien-être et de conditions de vie, il y a besoin de procéder à une analyse parcimonieuse des inégalités de revenu pour la simple connaissance du degré d'inégalité dans la répartition du revenu dans la population malienne et pour des besoins de comparaison dans le temps et dans l'espace et enfin pour l'évaluation d'impact de politiques sociales et économiques (Langel, 2012).</p>
Questions de recherche	<p>L'objectif global de cette recherche est d'analyser la distribution des revenus entre les ménages au Mali. L'étude cherchera à déterminer les niveaux d'inégalité de revenus et leur évolution, dans l'ensemble et pour différents sous-groupe de population constitués sur la base de caractéristiques sociodémographiques (niveau de vie, milieu ou région administrative de résidence, sexe, âge). De façon spécifique, il s'agira de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ déterminer le niveau d'inégalité de revenus dans l'ensemble et dans les sous-groupes de population ;</li> <li>✓ décomposer l'inégalité globale en parts inter et intra-groupe ;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ analyser l'évolution de ces inégalités dans le temps :</li> <li>✓ faire un profilage des classes de revenu ;</li> <li>✓ faire une analyse économétrique des facteurs explicatifs de l'appartenance à la classe moyenne de revenu.</li> </ul>
Méthodologie	<p>Dans cette étude, il s'agit essentiellement d'analyser le niveau des inégalités des revenus au Mali ainsi que leur évolution au fil du temps à travers la production d'indicateurs de plusieurs classes de mesure d'inégalité. Les facteurs sociodémographiques (sexe, milieu de résidence, région administrative, etc.) concourant à l'inégalité seront aussi analysés à travers la décomposition des indicateurs, le profilage des classes de revenu et l'analyse économétrique de la probabilité d'appartenance à la classe moyenne de revenu au Mali.</p> <p>Le cadre théorique de l'étude des inégalités, quelles qu'elles soient, est l'analyse distributionnelle en statistique. La distribution d'une variable dans une population donne le nombre d'individus pour chaque valeur, catégorie ou modalité de cette variable. L'étude de la distribution utilise généralement 2 fonctions caractéristiques à savoir la fonction de densité et la fonction cumulative. L'analyse de l'inégalité dans la distribution d'une variable utilise principalement 2 approches à savoir (i) l'étude, y compris l'analyse graphique, de ces 2 fonctions caractéristiques ou celle d'autres fonctions plus ou moins apparentées proposées dans la littérature et (ii) le calcul d'indicateurs synthétiques supposés caractériser toute la complexité de la distribution. Ces indicateurs vont des mesures statistiques simples de dispersion/concentration aux indices d'inégalités plus élaborés et certains d'entre eux sont basés sur des outils de l'analyse graphique.</p>
Résultats attendus	<p>Le Mali faisant partie des pays en développement et même des pays les moins avancés, on pourrait s'attendre à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ des inégalités de revenu importantes, quel que soit l'indicateur utilisé</li> <li>✓ l'absence de tendance à la baisse de ces inégalités dans le temps</li> <li>✓ des inégalités plus importantes en milieu urbain comparativement au milieu rural</li> <li>✓ des inégalités genre importantes en défaveur des femmes.</li> </ul> <p>La catégorie socioprofessionnelle, le niveau d'instruction du chef de ménage et la position par rapport à l'emploi et le milieu de résidence devraient constituer les principaux facteurs déterminant de la classe moyenne de revenu.</p>

### **Analyse de la pertinence économique des innovations promues par le CIV**

Partenaire	GIZ
Contexte	<p>Les premiers résultats du CIV sont encourageants. Ainsi, ce programme a pu introduire et vulgarisé plus d'une vingtaine d'innovations ou groupes d'innovations dans les secteurs agricole et agroalimentaire qui sont à différents niveaux d'évolution. Ainsi, 24 de ces innovations ont fait l'objet d'une étude portant sur leur pertinence, leur efficacité et leur durabilité en 2018. Malheureusement, les aspects économiques n'ont pas été suffisamment étudiés.</p> <p>Pour prendre en compte cet aspect, le programme a initié cette étude sur la pertinence économique des innovations avec pour finalité de mesurer la plus-value économique des innovations considérées dans les chaînes de valeur des filières riz, pomme de terre et mangue dans les zones de mise en œuvre du programme. Cette étude pourrait bénéficier des résultats de l'étude du projet Agro-finance sur l'analyse économique de quelques innovations pour l'élaboration de leurs modèles d'affaire.</p>
Questions de recherche	<p>L'objectif de cette étude est d'évaluer la pertinence économique des innovations introduites et/ou en cours de diffusion auprès des groupes cibles du projet en amont et en aval dans les 5 régions du CIV.</p> <p>Plus spécifiquement, la présente étude vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ déterminer les coûts et les bénéfices induits par l'application/l'adoption des innovations par les groupes cibles</li> <li>✓ analyser les coûts additionnels liés à l'application des innovations et l'impact sur le compte d'exploitation</li> <li>✓ analyser la plus-value économique des innovations en comparaison avec les pratiques conventionnelles</li> <li>✓ analyser la disponibilité spatiale des innovations ainsi que la capacité financière des groupes cibles pour l'acquisition des innovations à temps</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ analyser la perception des groupes cibles et autres acteurs y compris les services techniques, les interprofessions, les ONG et autres projets/programmes sur l'application des innovations</li> <li>✓ analyser l'impact des innovations sur les résultats d'exploitation des entreprises</li> <li>✓ déterminer les résultats obtenus avant et après adoption des innovations</li> <li>✓ calculer la rentabilité des innovations</li> <li>✓ identifier les initiatives locales d'optimisation des coûts pour une meilleure accessibilité</li> <li>✓ proposer des modèles d'organisation pouvant faciliter l'accès des groupes cibles aux innovations.</li> </ul>
Méthodologie	<p>Pour atteindre les objectifs de l'étude, l'on procédera à une enquête aussi bien quantitative que qualitative en vue de recueillir les données nécessaires à l'analyse de la pertinence économique des innovations promues par le CIV dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et le district de Bamako. Les données nécessaires à cette analyse seront collectées par des enquêtes quantitatives par questionnaires et des interviews auprès des informants clés (KII).</p> <p>L'enquête de la pertinence économique des innovations promues par le CIV se fera en les étapes suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ l'analyse documentaire</li> <li>✓ l'échantillonnage</li> <li>✓ l'enquête terrain</li> <li>✓ les outils de collecte.</li> </ul>
Résultats attendus	<p>Il est attendu de cette étude les résultats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ le développement d'outils pour mesurer la plus-value économique des innovations</li> <li>✓ l'analyse de chaque innovation en termes économique, d'impact, de la disponibilité ainsi que de la perception des groupes-cibles</li> <li>✓ une analyse de l'accessibilité des innovations en vue de leur adoption par les groupes-cibles.</li> </ul>

☞ **Evaluation finale du projet "She Sells Shea – 35'000 Women Entrepreneurs Making a living in Mali and Burkina Faso"**

Partenaire	<p>ICCO</p>
Contexte	<p>Fondé en 1964, ICCO est une organisation internationale qui soutient financièrement et apporte des conseils aux organisations locales et aux réseaux qui travaillent dans les domaines de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, des soins de santé de base et du VIH/SIDA, de la protection de l'environnement, de l'éducation de base, du développement économique équitable ainsi que la transition post-conflit et de la démocratisation. Cette organisation travaille dans plus d'une cinquantaine de pays à travers le monde.</p> <p>Avec le soutien du Gouvernement néerlandais, ICCO a initié et mis en œuvre un projet de partenariat public-privé sur les chaînes de valeurs du karité, du sésame et du moringa au Mali et au Burkina Faso. Le projet « She sells shea – 35'000 women entrepreneurs making a living » a débuté en juin 2015 et devait s'achever en mars 2018 mais il a été prolongé jusqu'au 31 octobre 2019. Le but du projet était de soutenir l'esprit d'entreprise durable et la sécurité alimentaire, afin d'encourager les partenariats publics-privés dans les domaines du karité et du sésame au Mali et au Burkina Faso à travers un renforcement de capacités de 35'000 femmes entrepreneurs.</p> <p>Le karité et le sésame sont deux filières porteuses qui permettent une diversification des revenus des femmes en milieu rural aussi bien au Mali qu'au Burkina Faso pendant les périodes de soudure pour la première filière et pendant la saison sèche pour la seconde.</p>
Questions de recherche	<p>La présente évaluation vise aussi bien à vérifier l'atteinte des objectifs du projet (tant sur le plan des résultats que de la dynamique impulsée) et les facteurs d'influence que d'évaluer la logique d'intervention de l'ensemble du projet, la stratégie, les approches, le dispositif d'intervention, le fonctionnement du partenariat sur le terrain, le niveau de couverture des indicateurs, etc.</p>

	<p>Spécifiquement, l'évaluation vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ apprécier la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité des actions du projet</li> <li>✓ apprécier la contribution du projet dans l'amélioration des trois chaînes de valeur (karité, sésame et moringa) au niveau des deux pays, l'accès des femmes à la terre et aux parcs à karité et des conditions de vie des populations bénéficiaires</li> <li>✓ mettre en évidence les éléments majeurs de capitalisation</li> <li>✓ formuler des recommandations réalistes et pertinentes.</li> </ul> <p>A ces 4 objectifs spécifiques, il est associé trois autres objectifs qui sont la pertinence du choix des stratégies et les méthodes d'intervention, l'appréciation de la satisfaction des bénéficiaires (directs et indirects) et le développement de la dynamique entre les acteurs (les alliances, les échanges) du domaine du PPP et de la promotion des chaînes de valeur agricoles émergentes.</p>
Méthodologie	<p>Pour atteindre les objectifs de l'étude, l'on procédera à une enquête aussi bien quantitative que qualitative en vue de recueillir les données nécessaires à l'évaluation du projet « She sells shea – 35'000 women entrepreneurs making a living in Mali and Burkina Faso ».</p> <p>Les données nécessaires à cette évaluation seront collectées par des enquêtes quantitatives par questionnaires auprès des ménages, le recueil de données auprès des informants clés (KII) et la conduite de focus groupes de discussions regroupant des groupes de personnes partageant des expériences similaires.</p> <p>Le recueil de données sur le terrain (enquête, entretiens et FGD) se fera en deux étapes majeures, à savoir l'enquête individuelle auprès des ménages qui va du plan d'échantillonnage au rapportage en passant par le choix des enquêteurs, l'enquête sur le terrain et la finalisation des questionnaires et l'organisation des focus groupes et des entretiens qui va du choix des répondants au rapportage en passant par le déroulement des entretiens, etc.</p> <p>Auparavant une revue documentaire sera menée pour une meilleure compréhension du projet mis en œuvre mais aussi pour peaufiner la méthodologie et élaborer les outils de collecte pour ce faire. Ces documents sont sans être exhaustifs le document de projet, le cadre logique d'intervention du projet, la théorie du changement du projet, les rapports périodiques d'activités et les rapports d'évaluation, s'il y a lieu.</p>
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Un rapport provisoire analytique traitant de la méthodologie, des réponses aux préoccupations de l'évaluation, les questions sans réponses, les leçons et une conclusion claire</li> <li>✓ Un rapport de restitution mettant en évidence le positionnement et les témoignages des bénéficiaires directs et indirects</li> <li>✓ Un rapport final de l'évaluation (format électronique) en français et en anglais.</li> </ul>

### Mali-mètre Enquête de perception des Maliens sur les actualités au Mali

Partenaire	Fondation Friedrich Ebert (FES)
Contexte	<p>La crise multidimensionnelle qu'a connu le Mali depuis 2012, a eu des impacts néfastes aussi bien sur le plan économique que sur la cohésion sociale et la paix. De plus, cette crise a remis en cause un certain nombre de valeurs maliennes à savoir la tolérance, l'hospitalité ou encore le vivre ensemble, ébranlant du coup les fondements politique, économique et socio-culturel du pays.</p> <p>Plusieurs populations maliennes vivent hors de leurs localités d'origine soit dans d'autres régions à l'intérieur du Mali soit à l'extérieur du pays et cela malgré la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger en mai et juin 2015. Malgré les avancées réalisées dans le cadre de la mise en œuvre dudit accord, les visions des acteurs sociopolitiques restent divergentes avec une confiance pas encore effective entre les parties prenantes.</p>
Questions de recherche	l'objectif principal de cette enquête est de recueillir les opinions des maliennes et des maliens sur différentes questions marquantes de l'actualité ou décisives pour le présent et le futur du Mali.
Méthodologie	Pour atteindre les objectifs de l'étude, l'on procédera à une enquête quantitative en vue de recueillir la perception des maliennes et des maliens sur les préoccupations majeures du Mali. Les données nécessaires à cette analyse seront collectées via des questionnaires.

	<p>L'enquête de recueil de la perception des maliennes et des maliens se fera en les étapes suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ le plan d'échantillonnage</li> <li>✓ l'échantillonnage sur le terrain</li> <li>✓ l'enquête terrain</li> <li>✓ les outils de collecte.</li> </ul>
Résultats attendus	<p>Pour la présente enquête, il est attendu de GREAT :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ l'élaboration du questionnaire d'enquête</li> <li>✓ l'organisation et la réalisation d'une enquête de perception des maliens sur les préoccupations majeures au Mali</li> <li>✓ l'analyse des résultats de l'enquête perception</li> <li>✓ la formulation des recommandations en vue de mieux orienter les décideurs et toutes les parties prenantes dans la résolution de la crise au Mali.</li> </ul>

## Fourniture de services de sondage au Mali

Partenaire	Creative
Contexte	Projet USAID de consolidation de la paix, de stabilisation et de réconciliation au Mali (PSR).
Questions de recherche	<p>3 composantes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Suivi et réponse aux conflits</li> <li>✓ Renforcement de l'engagement civique</li> <li>✓ Promotion de la gouvernance inclusive</li> </ul>
Méthodologie	<p>Ce sont le planning des activités de sondage, l'échantillonnage, la collecte proprement dite et le traitement des données.</p> <p>Les activités préparatoires du sondage comprennent:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ la traduction en français et la finalisation du questionnaire puis sa traduction dans les langues nationales les plus parlées au centre et au nord du pays, à savoir le bambara, le peulh, le sonrhaï et le tamasheq</li> <li>✓ le formatage et le pré-test du questionnaire dans les 5 langues d'enquête</li> <li>✓ la sélection et le recrutement du personnel de terrain (superviseurs et enquêteurs)</li> <li>✓ l'identification de la base de données démographiques pour concevoir le plan de sondage</li> <li>✓ la programmation CAPI du questionnaire et la création de serveur Drop box pour recueillir les données collectées.</li> </ul> <p>A l'étape suivante, les activités programmées sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ la formation des agents de terrain</li> <li>✓ la supervision du tirage par l'Institut national de la statistique (INSTAT) de l'échantillon des 250 unités primaires d'échantillonnage que sont ici les SE (Sections d'énumération) avec production d'un rapport d'échantillonnage</li> <li>✓ la traduction du questionnaire en français et en langues nationales</li> <li>✓ la programmation CAPI du questionnaire en français</li> <li>✓ la gestion de l'enquête proprement dite sur le terrain</li> <li>✓ le codage des questions ouvertes, le nettoyage et le traitement des données</li> <li>✓ la conception des variables de pondération et le calcul du coefficient de pondération des répondants (weight) au regard de leur répartition dans la population totale de la zone d'enquête selon la région ou la strate (croisement de région et des types de communes créées selon les besoins du sondage), le milieu, le sexe et l'âge si possible</li> <li>✓ la préparation du fichier de données SPSS</li> <li>✓ la production des tableaux croisés et du rapport méthodologique</li> <li>✓ le calcul des indicateurs de suivi-évaluation du sondage conformément aux directives de Creative. Les principales caractéristiques sociodémographiques retenues pour l'établissement des statistiques sont le sexe, l'âge, l'éducation, le groupe identitaire d'appartenance (l'ethnie, la religion, la classe de revenu, la profession, etc.).</li> </ul>
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ les informations relatives à l'échantillonnage</li> <li>✓ la description circonstanciée des opérations d'enquête sur le terrain</li> <li>✓ le traitement des données</li> </ul>

- ✓ la ventilation des statistiques de réponse et non-réponse, y compris le taux de réponse.
- ✓ Sortie de la base de données SPSS et SOR
- ✓ Production des indicateurs désagrégés de S&E
- ✓ Rédaction du Rapport méthodologique

## 2. Enquêtes



En 2019, GREAT a mené au total huit enquêtes. La première, devenue une enquête de routine depuis environ une vingtaine d'années, est réalisée grâce au partenariat avec World Economic Forum. Elle a toujours mesuré la compétitivité des entreprises au plan mondial. La deuxième, une enquête sur le processus budgétaire

qui permet de construire d'indice de transparence avec l'appui de OBI. La troisième, réalisée en collaboration avec KYNE et le centre Carter, a porté sur le "Monitoring périodique des médias de la campagne du Héros du Ver de Guinée". Des enquêtes d'évaluation d'impact ont été menées dont deux de CIPE pour évaluer respectivement "Impacts de l'insécurité sur l'économie et le secteur privé au Mali ", deux de GRAAD " l'impact de l'intégration régionale sur le pouvoir économique des femmes et les relations de genre dans la zone UEMOA", un de INTEGRA sur " l'économie politique de la santé au Mali "et deux de MSI qui ont porté sur" Evaluation de la qualité des données (EQD)" et " Stabilisation et réconciliation pour la consolidation de la paix".

## ☞ Enquête auprès des chefs d'entreprises pour le Rapport sur la compétitivité mondiale

Objet	Rapport sur la compétitivité mondiale des entreprises 2018
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Données générales sur l'entreprise, activités et stratégies</li> <li>✓ Infrastructures</li> <li>✓ Innovation et technologie</li> <li>✓ Environnement financier</li> <li>✓ Commerce extérieur et investissement</li> <li>✓ Concurrence sur le marché domestique</li> <li>✓ Conduite des affaires et innovation</li> <li>✓ Sécurité</li> <li>✓ Gouvernance</li> <li>✓ Education et capital humain</li> <li>✓ Risque</li> </ul>
Partenaire	World Economic Forum
Durée	3 mois
Période	Février – avril 2019
Echantillon	entreprises dans les régions de Kayes, Sikasso, Ségou et Bamako
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Correspondance aux entreprises</li> <li>✓ Dépôt des questionnaires auprès des entreprises</li> <li>✓ Récupération des questionnaires remplis</li> <li>✓ Envoi des questionnaires remplis à World Economic Forum</li> </ul>

## ☞ Enquête OBI

Objet	Mesure de la transparence budgétaire : Construction d'indice de transparence
Domaine d'investigation	Processus budgétaire
Partenaire	OBI
Durée	18 mois
Période	Octobre 2018 – septembre 2019
Echantillon	Budget et documents budgétaires
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Recueil de documents auprès du Ministère de l'économie et des finances, de l'Assemblée nationale et de la section des comptes de la cour suprême</li> <li>✓ Remplissage du questionnaire</li> <li>✓ Dissémination des résultats auprès des décideurs, de la société civile et de la presse</li> </ul>

## ☞ Enquête sur le monitoring périodique des médias

Objet	Campagne héros du ver de guinée
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Emissions radiophoniques sur le ver de guinée</li> <li>✓ Les affiches du ver de guinée</li> </ul>
Partenaire	KYNE (Centre Carter)
Durée	6 mois
Période	Novembre 2018 à avril 2019
Echantillon	117 radios dans toutes les régions du Mali
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La mise en œuvre des supports Enregistrer les insuffisances de la qualité des données</li> <li>✓ L'écoute radiophonique</li> <li>✓ La visite les sites</li> <li>✓ Vérifier la présence des affiches du ver de Guinée</li> <li>✓ Remplir les fiches de suivi</li> <li>✓ Compilation des rapports mensuels</li> <li>✓ Rédaction des rapports</li> </ul>

## ☞ Enquête secteur hôtellerie / tourisme

Objet	Impacts de l'insécurité sur l'économie et le secteur privé au Mali
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Chiffre d'affaires</li> <li>✓ Coûts liés à l'insécurité</li> <li>✓ Emplois</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Stratégies et perspectives</li> <li>✓ Classification de votre établissement</li> <li>✓ Activités liées aux circuits internes</li> <li>✓ Activités aux excursions</li> </ul>
Partenaire	CIPE
Durée	2 semaines
Période	1 au 15 juillet 2019
Echantillon	Volontaires
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Confection du questionnaire</li> <li>✓ Formation des agents de terrain</li> <li>✓ Mise à disposition des outils de collecte</li> <li>✓ Collecte des données sur le terrain</li> <li>✓ Rédaction du rapport</li> </ul>

#### ☞ Enquête qualitative

Objet	Impacts de l'insécurité sur l'économie et le secteur privé au Mali
Domaines d'investigation	✓
Partenaire	CIPE
Durée	2 semaines
Période	1 au 15 juillet 2019
Echantillon	
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Confection du questionnaire</li> <li>✓ Formation des agents de terrain</li> <li>✓ Mise à disposition des outils de collecte</li> <li>✓ Collecte des données sur le terrain</li> <li>✓ Rédaction du rapport</li> </ul>

#### ☞ Enquête Intergenre de l'UEMOA quantitative GRAAD

Objet	Faire la lumière sur la contribution de l'intégration régionale, et particulièrement celle du commerce intracommunautaire sur l'autonomisation de la femme dans les pays de l'Union Économique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Choix du questionnaire</li> <li>✓ Localisation de l'entreprise</li> <li>✓ Information sur le premier responsable de l'entreprise</li> <li>✓ Statut et caractéristiques sociales de l'entreprise</li> <li>✓ Organisation et gestion de l'entreprise</li> <li>✓ Gestion des rôles, des responsabilités et des rémunérations</li> <li>✓ Dynamiques et caractéristiques économiques de l'entreprise</li> <li>✓ Difficultés, suggestion et recommandations</li> <li>✓ Assise financière et équipement de l'entreprise</li> <li>✓ Contacts</li> <li>✓ Identification de l'employé</li> <li>✓ Conditions de travail et genre</li> <li>✓ Activité de l'employé et vie de ménage</li> <li>✓ Caractéristiques sociodémographiques du ménage</li> <li>✓ Identification du répondant</li> <li>✓ Connaissance de la vie professionnelle de l'employé</li> <li>✓ Questions pour le répondant</li> </ul>
Partenaire	GRAAD, Burkina Faso
Durée	2 semaines
Période	19 juillet au 02 août 2019
Echantillon	32 entreprises et 240 employés et leur ménage
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Correction du questionnaire</li> <li>✓ Formation des agents de terrain</li> <li>✓ Mise à disposition des outils de collecte</li> <li>✓ Collecte des données sur le terrain</li> <li>✓ Rédaction du rapport</li> </ul>

#### ☞ Enquête Inter genre de l'UEMOA qualitative GRAAD

Objet	La contribution de l'intégration régionale, et particulièrement celle du commerce intracommunautaire sur l'autonomisation de la femme dans les pays de l'Union Économique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Information sur le commerce transfrontalier</li> <li>✓ Responsabilité de la commune et fonctionnement du marché</li> <li>✓ Femmes et commerce transfrontalier</li> <li>✓ Difficultés, Contraintes et perspectives</li> <li>✓ Références-enquête et entretien</li> <li>✓ Information générale</li> <li>✓ Information sur le marché transfrontalier</li> <li>✓ Gestion, Administration et contrôle du marché</li> <li>✓ Difficultés, contraintes et perspectives</li> <li>✓ Information sur l'organisation</li> <li>✓ Activité et la vie du// de la commerçante</li> <li>✓ Informations générales sur le commerce au niveau de la frontière</li> <li>✓ Le/la commerçant (e) et son activité</li> <li>✓ Entreprise de commerce</li> <li>✓ Information sur le comité de gestion du marché transfrontalier</li> </ul>
Partenaire	GRAAD, Burkina Faso
Durée	2 semaines
Période	19 juillet au 02 août 2019
Echantillon	Volontaires
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Correction du questionnaire</li> <li>✓ Formation des agents de terrain</li> <li>✓ Mise à disposition des outils de collecte</li> <li>✓ Collecte des données sur le terrain</li> <li>✓ Rédaction du rapport</li> </ul>

#### ☞ Enquête qualitative de Integra

Objet	Evaluation de l'économie politique de la santé au Mali
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Financement des soins de santé et questions liées à la budgétisation</li> <li>✓ Financement des soins et des traitements en fonction des budgets et des ressources aux centres de santé</li> <li>✓ La réforme du secteur de la santé</li> <li>✓ Barrières socioculturelles et religieuses à l'accès</li> <li>✓ Accès et financement (focus groupes)</li> </ul>
Partenaire	INTEGRA ( USAID)
Durée	2 semaines
Période	10 - 25 octobre 2019
Echantillon	Trois focus groupe et 30 partenaires de la santé
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Mettre en place des réunions, des entrevues,</li> <li>✓ Organiser des focus groupes avec les femmes et les jeunes</li> <li>✓ Organiser et coordonner la logistique des voyages à l'avance</li> <li>✓ Offrir des idées au fur et à mesure que l'équipe rencontre les parties prenantes</li> <li>✓ Mener des entretiens et effectuer la collecte de données</li> <li>✓ Préparer les arrangements logistiques et de voyage au besoin dans le pays.</li> <li>✓ Rédaction du rapport</li> </ul>

#### ☞ Enquête MSI

Objet	Evaluation de la qualité des données (EQD)
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Validité</li> <li>✓ Fiabilité</li> <li>✓ Disponibilité</li> <li>✓ Précision</li> <li>✓ Intégrité</li> </ul>
Partenaire	MSI
Durée	14 jours
Période	14 au 26 octobre 2019
Echantillon	Cinq focus groupes à Mopti et Djenné

Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Evaluer la qualité des données liée à des indicateurs de performance</li> <li>✓ Enregistrer les insuffisances de la qualité des données</li> <li>✓ Etablir un plan pour corriger les insuffisances ou lacunes</li> </ul>
-----------------------	---

### ☞ Enquête MSI

Objet	Stabilisation et réconciliation pour la consolidation de la paix
Domaines d'investigation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Localisation</li> <li>✓ Information sur le répondant</li> <li>✓</li> </ul>
Partenaire	MSI
Durée	14 jours
Période	27 novembre au 10 décembre 2019
Echantillon	Cinq focus groupes à Mopti et Djenné
Principales activités	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Evaluer la qualité des données liée à des indicateurs de performance</li> <li>✓ Enregistrer les insuffisances de la qualité des données</li> <li>✓ Etablir un plan pour corriger les insuffisances ou lacunes</li> </ul>

## 3. Formation et renforcement des capacités



En 2019, GREAT a eu à son actif 2 formations et 13 renforcements de capacité conformément à son programme d'activités et à son plan stratégique. Ces activités portent dans un premier temps sur les formations dispensées par GREAT au profit de ses partenaires et des groupes cibles en Excel appliqué et en Méthodologie de rédaction des résultats de recherche. Dans un second temps, le personnel et les collaborateurs de GREAT ont aussi suivi des formations, notamment en modélisation en équilibre général et calculable (MEGC), en élaboration d'une matrice de comptabilité sociale (MCS), en Modèle MME\_DNPD, en plaidoyer, en technique de GRD, en Excel avancé, en technique de leadership, en logiciel de collecte de données (ODK) en gouvernance et sur le budget (Travail budgétaire de la société civile et redevabilité budgétaire) pour un renforcement de leur capacité en vue de mener à bien leurs activités quotidiennes.

### 3.1. Ateliers de formation

#### ☞ Atelier de formation en Excel SHA

Thème	Excel appliqué
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les fonctions les plus usitées</li> <li>✓ Principales fonctions utilisées</li> <li>✓ Quelques applications de fonctions</li> <li>✓ Calcul matriciel</li> <li>✓ Graphiques</li> <li>✓ Tableaux croisés dynamiques</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Créer, enregistrer et attribuer une forme à une macro</li> <li>✓ Convertir les nombres en lettres</li> <li>✓ Régression, tendance et croissance</li> <li>✓ Télécharger, installer et utiliser Labelchartseries</li> </ul>
Lieu	Bamako
Période	janvier 2019
Durée	2 semaines
Organisateur	SHA
Formateurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Massa Coulibaly de GREAT</li> <li>✓ Fatoumata Binta Sow</li> </ul>
Supports	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Présentations PowerPoint</li> <li>✓ Documentation abondante en fichiers PDF et Excel</li> <li>✓ Documentation en copies dures</li> </ul>
Participants	8 participants
Certification	Sans objet

### ☞ Formation Ecole francophone d'été Afrobaromètre

Thème	Méthodologie de rédaction de rapport de recherche
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Introduction aux notions de base de sciences politiques</li> <li>✓ Rédaction scientifique</li> <li>✓ Analyse statistique des données</li> <li>✓ Applications pratiques et à des études</li> <li>✓ Logiciel statistique</li> <li>✓ Introduction aux principes des méthodes de recherche</li> </ul>
Lieu	Bamako
Période	28 octobre au 11 novembre 2019
Durée	3 semaines
Organisateur	Afrobaromètre/GREAT
Formateurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Professeur Massa Coulibaly, Université des sciences sociales et de gestion de Bamako,</li> <li>✓ Dr. Fodiyé Bakary Doucouré (statistique), Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD),</li> <li>✓ Professeur Balla Diarra (méthodologie de recherche), Université des sciences sociales et de gestion de Bamako,</li> <li>✓ Dr Amadou Keita (science politique), Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako</li> <li>✓ Professeur Massa Coulibaly, Université des sciences sociales et de gestion de Bamako,</li> <li>✓ Dr. Fodiyé Bakary Doucouré (statistique), Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD),</li> <li>✓ Professeur Balla Diarra (méthodologie de recherche), Université des sciences sociales et de gestion de Bamako</li> <li>✓ Dr Amadou Keita (science politique), Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako</li> </ul>
Supports	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Présentations PowerPoint</li> <li>✓ Documentation abondante en fichiers PDF</li> <li>✓ Documentation en copies dures</li> </ul>
Participants	17 participants dont deux de GREAT
Certification	Attestation

## 3.2. Renforcement de capacités

### ☞ 1<sup>er</sup> Atelier sur le travail budgétaire

Thème	Travail budgétaire de la société civile
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Tendances en Afrique francophone centrale et occidentale</li> <li>✓ Réflexion stratégique et travail budgétaire</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Travail budgétaire stratégique dans le monde</li> <li>✓ Cadre juridique du travail budgétaire</li> <li>✓ Gouvernements infranationaux et cadre juridique</li> <li>✓ L'importance centrale de l'information</li> <li>✓ Le processus budgétaire au niveau national</li> <li>✓ Calendrier budgétaire</li> <li>✓ Durée totale du cycle budgétaire sur 3 ans</li> <li>✓ Formulation du budget</li> <li>✓ Discussion et approbation</li> <li>✓ Exécution du budget</li> <li>✓ Audit et contrôle budgétaire</li> <li>✓ Lecture des documents budgétaires</li> <li>✓ Calculs budgétaires</li> </ul>
Lieu	Abidjan (Côte d'Ivoire)
Période	4 – 8 février 2019
Durée	5 jours
Organisateur	✓ IBP
Formateur	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Carole Kiangura, IBP Senior Program Officer-SubSaharan Africa</li> <li>✓ Aideen Gilmore, IBP Senior Program Officer</li> <li>✓ Nusrat Ahmad, IBP Senior Program Officer</li> <li>✓ Manuela Garza, Lead Facilitator Mexico</li> </ul>
Supports	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Présentations Power Point</li> <li>✓ Documentation en copies dures</li> </ul>
Participants	35 participants dont 2 de GREAT
Certification	Sans objet

#### ☞ Atelier de renforcement des capacités de l'AFCOP

Thème	Elaboration et la mise en œuvre des programmes basés sur la GRD
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les concepts clés de la GRD</li> <li>✓ Prise de connaissance des principes, des exigences et des autorités nationales</li> <li>✓ La mise en œuvre pour les résultats</li> <li>✓ Le suivi</li> <li>✓ Evaluation des résultats</li> <li>✓ La consultation</li> </ul>
Lieu	Abidjan (Côte d'Ivoire)
Période	18 – 23 février 2019
Durée	10 jours
Organisateur	AFCOP
Formateur	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ N'Dri Kouakou</li> <li>✓ Amadou Dao</li> <li>✓ Dr. Silete-Adogli V. Dodji</li> </ul>
Supports	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Présentations PowerPoint</li> <li>✓ Documentation abondante en fichiers PDF</li> <li>✓ Documentation en copies dures</li> </ul>
Participants	26 participants dont 1 de GREAT
Certification	Sans objet

#### ☞ Atelier de formation en ODK

Thème	
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Qu'est-ce ODK ?</li> <li>✓ Le système ODK</li> <li>✓ Options et fonctions pour concevoir un questionnaire</li> <li>✓ Application de conception d'un questionnaire</li> <li>✓ Configuration du serveur ODK agregate</li> <li>✓ Installation ODK agregate</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Téléchargement du questionnaire sur le serveur</li> <li>✓ Administration du serveur</li> <li>✓ Téléchargement du questionnaire sur les tablettes</li> <li>✓ Récupération des données collectées sur le serveur</li> <li>✓ Quelques liens utiles</li> </ul>
Lieu	Bamako (Mali)
Période	2019
Durée	2 jours
Organisateur	✓ GREAT
Formateur	✓ Ousmane Z Traoré
Supports	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Présentations Power Point</li> <li>✓ Documentation en copies dures</li> </ul>
Participants	3 participants tous de GREAT
Certification	Sans objet

### ☞ 2e Atelier sur le travail budgétaire de la société civile

Thème	Redevabilité budgétaire
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Revoir le processus de réflexion stratégique et travail budgétaire</li> <li>✓ L'écosystème de la redevabilité budgétaire</li> <li>✓ L'écosystème de la redevabilité dans nos pays</li> <li>✓ Contrôle de la redevabilité budgétaire, acteurs société civile</li> <li>✓ Principe de la participation publique dans la politique budgétaire</li> <li>✓ Participation publique du point de vue des pouvoirs publics</li> <li>✓ Expérience du parlementaire en matière de contrôle</li> <li>✓ Contrôle parlementaire dans nos pays</li> <li>✓ Contrôle parlementaire dans notre région</li> <li>✓ Institution supérieure de contrôle dans nos pays</li> <li>✓ Collaboration de la société civile avec les institutions suprêmes de contrôle</li> <li>✓ Rôle des médias dans le contrôle budgétaires</li> </ul>
Lieu	Cotonou (Benin)
Période	1-5 octobre 2019
Durée	5 jours
Organisateur	IBP
Formateurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Carole Kiangura, IBP Senior Program Officer-SubSaharan Africa</li> <li>✓ Juan Pablo Guerrero, Network Director GIFT USA</li> <li>✓ Michael Castro, Independent Consultant USA</li> </ul>
Supports	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Présentations PowerPoint</li> <li>✓ Documentation abondante en fichiers PDF</li> <li>✓ Documentation en copies dures</li> </ul>
Participants	18 Participants dont un de GREAT
Certification	Sans objet

### ☞ Atelier Formation en Excel Avancé

Thème	Elaboration de la matrice de comptabilité sociale 2013 du Mali. (MCS_2013)
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Contrôle de niveau en Excel</li> <li>✓ Gestion des feuilles et classeur sur Excel</li> <li>✓ Principales Fonctions utilisées</li> <li>✓ Quelques applications de fonctions</li> <li>✓ Calcul matriciel</li> <li>✓ Graphiques</li> <li>✓ Tableaux croisés dynamiques</li> <li>✓ Statistiques descriptives</li> <li>✓ Méthodes statistiques</li> </ul>
Lieu	Bamako
Période	6 – 15 novembre 2019
Durée	10 jours

Organisateur	DNPD
Formateurs	Monsieur Gakou
Supports	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Présentations PowerPoint</li> <li>✓ Documentation abondante en fichiers PDF</li> <li>✓ Documentation en copies dures</li> </ul>
Participants	30 participants dont un de GREAT
Certification	Sans objet

#### ☞ Atelier Formation en Elaboration de la MCS

Thème	Elaboration de la matrice de comptabilité sociale 2013 du Mali. (MCS_2013)
Modules de formation	✓ Désagrégation de la MCS_2013
Lieu	Bamako
Période	26 Septembre 2019
Durée	1 jour
Organisateur	INSTAT
Formateurs	Monsieur Serge Jean Edi, expert macro économiste d'AFRISTAT
Supports	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ MCS Standard</li> <li>✓ Données D'enquête EMOP</li> <li>✓ Données du commerce international (Importation et exportation)</li> <li>✓ Données de la douane</li> <li>✓ Balance de paiement</li> </ul>
Participants	10 participants dont un de GREAT
Certification	Sans objet

#### ☞ Atelier de formation en modélisation en équilibre général calculable

Thème	Modélisation en équilibre général calculable
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Définition du MEGC</li> <li>✓ La théorie du producteur</li> <li>✓ La théorie du consommateur</li> <li>✓ L'équilibre général concurrentiel</li> <li>✓ La production</li> <li>✓ La demande des facteurs</li> <li>✓ La notion de ménages</li> <li>✓ La consommation du ménage</li> <li>✓ L'équilibre sur les marchés</li> <li>✓ Les équations du modèle</li> <li>✓ Les variables du modèle</li> <li>✓ La loi de Walras</li> <li>✓ La matrice de la comptabilité Sociale</li> <li>✓ La structure de base de la MCS</li> <li>✓ La MCS et la variable du modèle</li> <li>✓ Modèle de l'économie en autarcie sans le gouvernement (AUTA)</li> <li>✓ Modèle de l'économie avec gouvernement (AUTETA)</li> <li>✓ Modèle de l'économie ouverte avec gouvernement (EXTER)</li> <li>✓ La construction d'une MCS</li> <li>✓ Les modèles standards PEP</li> </ul>
Lieu	Ligne
Période	Janvier-avril 2019
Durée	12 semaines
Organisateur	PEP
Formateurs	Véronique Robichaud du PEP
Supports	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Présentations PowerPoint</li> <li>✓ Documentation abondante en fichiers PDF</li> <li>✓ Vidéos</li> </ul>
Participants	3 agents de GREAT

Certification	Sans objet
---------------	------------

### ☞ Atelier de formation en modélisation en équilibre général calculable

Thème	Présentation du modèle SIMALI et perspectives de son utilisation dans les travaux futurs de l'UE
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Discussions et création d'un scénario de simulation l'APE</li> <li>✓ Analyse des données SYDONIA et MCS</li> <li>✓ Simulation d'une baisse des droits de douane par le groupe</li> <li>✓ Modification du mode de bouclage</li> <li>✓ Préparation du power point de présentation</li> <li>✓ Restitution devant l'Union Européenne</li> </ul>
Lieu	Bamako
Période	10-13 juin 2019
Durée	4 jours
Organisateur	CT/CSLP
Formateurs	Madame Céline de Quatrebarbes du FRDI
Supports	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Présentations PowerPoint</li> <li>✓ Documentation abondante en fichiers PDF</li> <li>✓ Documentation en copies dures</li> </ul>
Participants	20 participants dont un de GREAT
Certification	Sans objet

### ☞ Atelier de formation pour renforcer le dispositif de cadrage et l'appropriation du modèle de prévision macro-économique MME\_DNPD

Thème	Renforcer le dispositif de cadrage et l'appropriation du modèle de prévision macro-économique MME_DNPD
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Mise à jour des données des années 2017 et 2018</li> <li>✓ Mise à jour des élasticités économétriquement estimées dans Eviews et leur intégration dans le modèle</li> <li>✓ Actualisation des hypothèses de projection</li> <li>✓ Vérification et correction des formules inappropriées du fait de l'actualisation des cadres comptables</li> <li>✓ Amélioration du fonctionnement du modèle</li> <li>✓ Test du modèle par la projection des années 2017 et 2018</li> <li>✓ Projection sur la période 2019-2022</li> <li>✓ Animation d'une communication sur les pratiques de cadrage macroéconomique.</li> </ul>
Lieu	Bamako
Période	15 au 26 juillet 2019
Durée	12 jours
Organisateur	AFRITAC
Formateurs	Monsieur Serge Jean Edi, expert macro économiste d'AFRISTAT
Supports	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Présentations PowerPoint</li> <li>✓ Documentation abondante en fichiers PDF</li> <li>✓ Documentation en copies dures</li> </ul>
Participants	20 participants dont un de GREAT
Certification	Sans objet

### ☞ Formation en leadership

Thème	Initiative de développement du leadership (IDL)
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Initiative de développement du leadership</li> <li>✓ Objectifs</li> <li>✓ Leadership et réflexion conceptuelle</li> <li>✓ Culture organisationnelle</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Gestion des relations</li> <li>✓ Communication en leadership</li> <li>✓ Rôle des attentes sur le comportement</li> <li>✓ Modèle de changement de Kotter</li> <li>✓ Devenir un bon leader – avoir une vie enrichie</li> <li>✓ Stratégie pour atteindre les objectifs</li> <li>✓ Leadership et réflexion conceptuelle</li> </ul>
Lieu	Dakar, Sénégal
Période	6 au 10 avril 2019
Durée	5 jours
Organisateur	Thunderbird school of global management
Formateurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Carol Kiangura, Chargée de programme principale, Équipe Formation, Assistance technique et Réseautage (TTAN) de l'IBP</li> <li>✓ Warren Krafchik, Directeur exécutif de IBP</li> <li>✓ Nicholas Lekule, Policy Forum, Tanzanie</li> <li>✓ Asadullah, Centre for Budget and Governance Accountability (CBGA), Inde</li> <li>✓ Nathalie Beghin, INESC, Brésil</li> <li>✓ Carlos Brown Sola, Fundar, Mexique</li> <li>✓ Beena Pallical, National Campaign on Dalit Human Rights (NCDHR)</li> <li>✓ Lourdes Beatriz Molina, Instituto Centroamericano de Estudios Fiscales (ICEFI)</li> <li>✓ Semkae Kilonzo,</li> <li>✓ Dalile Antunez, ACIJ</li> <li>✓ Alejandro Rodríguez Llach, Dejusticia,e</li> <li>✓ Beena Pallical, NCDHR,</li> </ul>
Supports	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Présentations PowerPoint</li> <li>✓ Documentation abondante en fichiers PDF</li> <li>✓ Documentation en copies dures</li> </ul>
Participants	12 auditeurs dont un de GREAT
Certification	Sans objet

### Atelier de partage des relecteurs du gouvernement

Thème	Promouvoir la transparence et la responsabilité budgétaires par le dialogue entre les citoyens et le gouvernement
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Définition de la transparence, de la participation et de la responsabilité budgétaire</li> <li>✓ Importance de la transparence</li> <li>✓ Introduction sur l'EBO</li> <li>✓ Revue du questionnaire EBO 2019 – structure et contenu</li> <li>✓ Le processus de l'EBO</li> <li>✓ Les huit documents clés et leur disponibilité auprès du public</li> <li>✓ L'état de la transparence, de la participation et de la responsabilité budgétaire expériences des pays</li> <li>✓ Calcul des scores</li> <li>✓ Calendrier de l'enquête</li> <li>✓ Les documents budgétaires clés</li> <li>✓ Travail sur la plateforme du reviseur gouvernemental</li> <li>✓ La crédibilité budgétaire</li> <li>✓ Outil de simulation sur internet</li> </ul>
Lieu	Paris, France
Période	2019
Durée	5 jours
Organisateur	Thunderbird school of global management
Formateurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Elena Mondo</li> <li>✓ Alassane Samaké</li> </ul>
Supports	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Présentations PowerPoint</li> <li>✓ Documentation abondante en fichiers PDF</li> <li>✓ Documentation en copies dures</li> </ul>

Participants	15 Institutions de la société civile (ISC) dont un de GREAT
Certification	Sans objet

#### ☞ Capacitation en méthodologie de rédaction d'une proposition de recherche

Thème	Rédaction de proposition de recherche
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Choisir un sujet de recherche</li> <li>✓ Ebauche de proposition</li> <li>✓ Rédiger la proposition</li> <li>✓ Objectif</li> <li>✓ Méthodologie</li> <li>✓ Source de données</li> <li>✓ Résultat et diffusion</li> <li>✓ Référence</li> <li>✓ Budget</li> <li>✓ Programme de travail</li> </ul>
Lieu	Nairobi
Période	du 24 avril au 05 mai 2019
Durée	2 semaines
Organisateur	AERC
Formateurs	✓ Dr. Jean Marcelin Bosson Brou, Université Félix Houphouët Boigny (UFHB), Côte d'Ivoire
Supports	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Présentations PowerPoint</li> <li>✓ Documentation abondante en fichiers PDF</li> <li>✓ Documentation en copies dures</li> </ul>
Participants	18 participants dont un de GREAT
Certification	Sans objet

#### ☞ Capacitation en méthodologie de rédaction d'un rapport de recherche ?

Thème	Technique de rédaction d'un rapport de recherche
Modules de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Organisation des tableaux de résultat</li> <li>✓ Rédaction des tableaux de résultat</li> <li>✓ Elaboration des graphiques à partir des tableaux de résultat</li> </ul>
Lieu	Koulikoro
Période	2019
Durée	3 jours
Organisateur	GREAT
Formateurs	Massa Coulibaly
Supports	✓ Tableaux de résultat de recherche
Participants	Personnel de GREAT
Certification	Sans objet

## 4. Communication et information



En 2019, GREAT a organisé deux disséminations respectivement sur "La gouvernance, migration, la perception des maliens sur l'intervention de UE au Mali", "Santé (mère et enfant), VIH, Nutrition, accès à l'eau potable, éducation et inclusion sociale" et deux cafés avec respectivement comme thèmes "Cosmogonie bambara" et "Initiative de développement du leadership (IDL)". Il a aussi participé à des conférences, à Bamako et ailleurs ainsi qu'à bien d'autres activités dont les réunions du Comité de prévision et de modélisation, de CIPE, de IBP, Afrobaromètre, de ODHD, CSLP etc.

### 4.1. Dissémination

#### ☞ Atelier de dissémination des résultats enquêtes Afrobaromètre Round7

Thème	La gouvernance, migration, la perception des maliens sur l'intervention de UE au Mali
Public cible	UE
Date	4 février 2019
Lieu	Union Européenne
Animateurs	Pr. Massa Coulibaly, Directeur exécutif de GREAT Mali
Compte rendu	L'implication de l'UE dans le round à venir, le conseiller politique chargé d'affaires n'a ménagé aucun effort pour solliciter l'insertion de l'UE dans la liste des stakeholders.

#### ☞ Atelier de dissémination ciblée des résultats enquêtes Afrobaromètre Round7

Thème	Santé (mère et enfant), VIH, Nutrition, accès à l'eau potable, éducation et inclusion sociale
Public cible	UNICEF
Date	5 février 2019
Lieu	UNICEF
Animateurs	Pr. Massa Coulibaly, Directeur exécutif de GREAT Mali
Compte rendu	L'implication de l'UNICEF dans le round à venir, le représentant Adjoint a demandé que l'UNICEF soit ajouté à la liste des stakeholders

### 4.2. Café

#### ☞ Cosmogonie bambara

Thème	Cosmogonie bambara (Klukutu)
Public cible	✓ Les agents de GREAT ✓ Des chercheurs
Date	25 septembre 2019
Lieu	Bamako
Animateurs	Docteur Moussa Coumaré Tel : 76 47 56 43 /98 04 06 16 Email: <a href="mailto:noumoumassa@hotmail.fr">noumoumassa@hotmail.fr</a>
Compte rendu	BARO « Teke den 5 » Klukutu & penemaya tali « Teke den 5 » I. Yeli! - Tamafin _ « Bo gwakulu saba » !!!

- II. Meni ! \_ SIGI « gwakulu saba »! JIGIYA « gwakulu saba »!
- III. Suman ! – kasa \_ Maya “Gwakulu saba” ! MaBaya “Gwakulu saba”
- IV. Nenen ! \_ “finaɲuya”! Ani “Teriya”
- V. Makali ! \_ Fadenya”! Ani “Ladoni”!

## ☞ Initiative de développement du leadership (IDL)

Thème	Initiative de développement du leadership (IDL)
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les agents de GREAT</li> <li>✓ Des chercheurs</li> </ul>
Date	29 avril 2019
Lieu	Bamako
Animateurs	Boubacar Bougoudogo
Compte rendu	<p>Objectifs</p> <p>L'Initiative de développement du leadership vise les résultats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ renforcement des connaissances, des compétences des boursiers</li> <li>✓ avoir une compréhension plus approfondie et plus complexe de la responsabilité financière et du rôle des budgets publics dans l'amélioration de la vie des gens ;</li> <li>✓ renforcement de la transparence et de la responsabilité budgétaires grâce à des relations intellectuelles et personnelles plus larges et plus profondes entre acteurs engagés sur le terrain</li> <li>✓ contribuer à assurer le leadership sur le terrain des principaux groupes budgétaires de la société civile de différents pays et régions et réfléchir sur les enjeux et les défis d'intérêt commun.</li> </ul> <p>Leadership et réflexion conceptuelle</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Définitions du leadership</li> <li>✓ Styles de leadership</li> <li>✓ Fondements d'un leadership authentique</li> <li>✓ Principes fondamentaux du leadership</li> <li>✓ L'art de déléguer</li> <li>✓ Caractéristiques et attributs du leadership universellement désirables</li> <li>✓ Caractéristiques et attributs peu souhaitables</li> </ul> <p>Que signifie le leadership ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Influencer la communauté pour qu'elle suive la vision du leader ? <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'influence est le point central.</li> <li>• Les gens acceptent sa vision comme la solution.</li> <li>• Le leader est responsable du résultat.</li> </ul> </li> <li>✓ Influencer la communauté pour qu'elle puisse faire face à ses problèmes ? <ul style="list-style-type: none"> <li>• La mesure du leadership est la mesure dans laquelle les individus progressent.</li> <li>• Les individus sont mobilisés pour faire face à leur problème.</li> <li>• Aussi bien le leader que les individus sont responsables.</li> </ul> </li> <li>✓ Il est difficile de créer un style puisque le besoin de survie prend le dessus sur la vision, sur le cœur du métier. Le contexte est important. Tout dépend de ce que vous voulez réaliser et de votre organisation, il faut s'adapter au contexte et à la vision</li> <li>✓ Il y a deux sortes de leader : leader né ou leader fabriqué. 50% de personnes ont des propensions de leadership. Il existe des leaders dormants et il faut les faire savoir. Il y a aussi des leaderships individuels et de groupe</li> <li>✓ Le leadership vivant est un processus social ; il se produit entre des personnes. Le succès ou l'échec des dirigeants est la capacité de travailler dans le contexte. Cela dépend aussi de la capacité des gens à se porter eux-mêmes, avec leurs défauts. Utiliser son expérience de vie est plus productif que chercher à perfectionner ses compétences en leadership. Il n'est pas utile d'être un super-héros pour être un leader. Le plus important est d'être connecté, d'être authentique, de reconnaître vos limites et de valoriser qui vous êtes vraiment et cela prend du temps.</li> <li>✓ L'Intégrité du leader c'est être coordinateur, fiable, digne de confiance, intelligent, juste et honnête.</li> <li>✓ Compétences managériales d'un leadership sont : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Résolveur de problèmes gagnant-gagnant.</li> <li>• Compétent sur le plan administratif.</li> </ul> </li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Planifie à l'avance.</li> <li>• Informé.</li> <li>• Négociateur efficace.</li> <li>• Communicatif.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Pour être un leadership charismatique il faut être dynamique, créateur de motivation, orienté vers l'excellence, inspire la confiance, rassembleur, mobilisateur, décisif, encourageant, positif et clairvoyant.</li> <li>✓ On peut être gestionnaire sans être leadership.</li> <li>✓ Un gestionnaire doit faire face à la complexité <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une bonne gestion apporte un certain ordre et une certaine cohérence à des dimensions clés comme la qualité des services.</li> <li>• Une discipline opérationnelle est nécessaire.</li> </ul> </li> <li>✓ Un leadership doit faire face au changement <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des changements majeurs sont de plus en plus nécessaires pour survivre et prospérer efficacement dans ce nouvel environnement.</li> <li>• Plus de changement exige toujours plus de leadership.</li> </ul> </li> <li>✓ Les compétences d'un leadership sont : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Souplesse pour faire face à l'ambiguïté.</li> <li>• Aptitude à bâtir et à participer à la créativité et à l'apprentissage.</li> <li>• Capacité à penser et à agir du point de vue du système.</li> <li>• Capacité à transcender les frontières.</li> <li>• Volonté de distribuer le pouvoir et l'autorité.</li> <li>• Capacité à bâtir et à participer à la créativité et à l'apprentissage.</li> <li>• Capacité et adaptabilité pour mener un changement continu.</li> </ul> </li> </ul> <p>Communiquer la vision</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Ce que vous faites de votre vision après avoir créé ce sera votre succès.</li> <li>✓ Votre message fera probablement face à une forte concurrence de la part d'autres communications quotidiennes au sein de l'organisation, vous devez donc le partager fréquemment et avec force, et l'intégrer dans tout ce que vous faites.</li> <li>✓ Il ne suffit pas d'organiser des réunions spéciales pour communiquer votre vision. Au lieu de cela, parlez-en chaque fois que cela est possible. Reportez-vous à la vision quotidienne pour prendre des décisions et résoudre des problèmes.</li> <li>✓ Lorsque vous gardez la vision fraîche dans l'esprit de tous, ils s'en souviendront et y répondront. Montrez le type de comportement que vous attendez des autres.</li> </ul> <p>Importance des idées de communication</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Communication : questionner les idées.</li> <li>✓ Communication : écouter les idées.</li> <li>✓ Communication : donner les idées.</li> </ul>
--	--

### 4.3. Séminaires et conférences

#### ☞ [Atelier de validation des résultats des études sur l'impact de l'insécurité sur l'économie et le secteur privé](#)

Thème	Validation des résultats des études sur l'impact de l'insécurité sur l'économie et le secteur privé
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ CIPE</li> <li>✓ Free Afrik (Burkina Faso)</li> <li>✓ GREAT (Mali)</li> <li>✓ Centre 4S (Mauritanie)</li> <li>✓ CIPMEN (Niger)</li> <li>✓ Univalor (Tchad)</li> </ul>
Date	13 mai 2019
Lieu	Nouakchott, Mauritanie
Animateur	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Haroune</li> <li>✓ Boubacar Bougoudogo (GREAT Mali)</li> <li>✓ Amadou Maichanou (CIPMEN – Centre incubateur des PME au Niger)</li> <li>✓ Moussa Mohamed Amar (4S – Mauritanie)</li> <li>✓ Seydou (Free Afric, 2012 Burkina)</li> </ul>

Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Yarri, Burkina</li> <li>✓ La Conférence de Nouakchott sur l'impact de l'insécurité sur le développement du secteur privé dans l'espace G5 Sahel a pour objectif principal de regrouper tous les acteurs impliqués créant donc un cadre de concertation régionale du secteur privé afin de mettre en exergue et discuter des axes et recommandations prioritaires pour les présenter aux décideurs politiques et publiques.</li> <li>✓ Cette conférence est d'une importance primordiale du fait d'une situation sécuritaire actuelle de crise dans les pays du Sahel ayant une incidence aigue sur la promotion des investissements et le climat des affaires. Les problèmes identitaires et la montée du terrorisme extrémisme transfrontaliers violents se sont vus accélérés par la crise libyenne de 2011, dont les effets se sont fait sentir au Niger et Tchad voisins mais aussi au Mali au Burkina Faso et relativement moins en Mauritanie.</li> <li>✓ Les efforts honorables des états et de leurs partenaires se sont focalisés sur une réponse militaire aux attaques et aux groupes terroristes, mais les impacts sur les économies sont flagrants et de plus en plus graves.</li> </ul>
	<p>Objectifs de la conférence</p> <p>Synthèses de séances plénières-Travaux des panels :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Présentations des études pays</li> <li>✓ Promotion de la femme dans l'espace économique dans le G5 Sahel</li> <li>✓ Fondamentaux de la Conférence de Nouakchott.</li> </ul> <p>Synthèse des recommandations et de la déclaration de Nouakchott :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Processus suivi pour la sélection des recommandations prioritaires</li> <li>✓ Liste des recommandations</li> <li>✓ Actions Prioritaires &amp; Prochaines Etapes</li> <li>✓ La déclaration de Nouakchott.</li> </ul> <p>Les quatre recommandations et priorités relevées par les participants à la conférence de Nouakchott sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La mise en place d'un cadre de dialogue public-privé structurel formel et de haut niveau avec une inclusion</li> <li>✓ du secteur privé dans les commissions G5 Sahel des 5 pays. 1</li> <li>✓ L'assurance d'une participation optimale du secteur privé du G5 Sahel avec un quota minimal de 30% des marchés du Programme d'Investissement Prioritaire et une préférence des entreprises et groupement du G5 Sahel pour garantir un impact durable du secteur privé au niveau des communautés locales.</li> <li>✓ Mise en place à l'échelle régionale d'un programme d'appui et d'accompagnement des entreprises affectées par l'impact de l'insécurité.</li> <li>✓ Elaboration de stratégies à l'adresse des femmes et des jeunes opérateurs économiques, en priorisant les femmes et les jeunes dans les zones rurales et les zones défavorisées.</li> </ul> <p>La Conférence de Nouakchott sur l'impact de l'insécurité sur le développement du secteur privé a permis de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Identifier 4 recommandations prioritaires pour lancer le processus de dialogue te de partenariat public-privé a l'échelle G5 Sahel</li> <li>✓ Mettre en place un noyau de coalition des acteurs pour piloter le dialogue et soutenir l'action publique contre l'extrémisme violent</li> <li>✓ Promouvoir une dynamique de coopération régionale favorisant le partage d'information et d'expérience entre les acteurs privés et les décideurs publics des 5 pays</li> </ul>

☞ **Atelier d'examen et d'appropriation du rapport du cycle de suivi 2018 du Partenariat Mondial**

Thème	Examen et d'appropriation du rapport du cycle de suivi 2018 du Partenariat Mondial
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le secteur privé</li> <li>✓ DGB</li> <li>✓ SHA</li> <li>✓ GREAT</li> </ul>
Date	25 novembre 2019
Lieu	Koulikoro, Mali
Animateur	✓ M. Siaka Sanogo

Compte rendu

- ✓ Présentation des résultats de l'évaluation 2018 du partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement
  - ✓ La suite logique de l'atelier du mois d'octobre 2018 qui avait renseigné le questionnaire ici à Koulikoro. Ce rapport est donc le traitement global des appréciations du Mali que le SHA a présenté aux participants. Les conclusions émanent du niveau mondial, donc les résultats ne viennent pas du SHA
  - ✓ Le forum de haut niveau tenu du 29 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2011 à Busan a institué le partenariat pour une coopération efficace au développement (PMCED). Ce forum engage les pays bénéficiaires de l'aide publique ainsi que les pays donateurs au respect d'un certain nombre de principes qui sous-tendent la Déclaration de Paris et le programme d'actions d'Accra afin d'améliorer la qualité, la transparence et l'efficacité de la coopération pour le développement. La mise en œuvre de la politique des engagements souscrits au PMCED doit faire l'objet d'évaluation régulière
  - ✓ La participation au processus d'évaluation est volontaire. Les engagements du PMCED ne sont pas contraignants mais seulement une saine émulation entre différents pays. C'est les pays qui décident d'être évalués. Depuis le début, le Mali participe aux évaluations. Les conclusions ont vocation à orienter la manière de coordination des acteurs du développement des Agendas 2030 et 2063 ainsi que des ODD. En fait le PMCED est un outil d'évaluation et un outil d'aide à la décision politique.
  - ✓ Au niveau mondial, 86 pays et plus de 100 PTF ont participé à l'exercice 2018 avec 3'300 programmes concernés. Le SHA est le point focal de ce processus et a associé le pool technique des PTF aujourd'hui SEC et la société civile. Au Mali, près de 40 partenaires interviennent.
  - ✓ Au plan méthodologique, La participation est volontaire
  - ✓ En matière de conduite du processus au Mali, le Mali a procédé par les étapes suivantes :
    - Contact officiel du Mali en juin 2018
    - Choix du SHA comme point focal
    - Collecte des données auprès des sources nationales et des PTF
    - Le remplissage du questionnaire lors d'un atelier à Koulikoro
    - La transmission du questionnaire Mali à l'équipe internationale d'appui, chargée de la rédaction du rapport de suivi ainsi que le rapport synthétique spécifique pour chaque pays appelé « profil pays »
  - ✓ Les résultats de l'évaluation 2018 montrent entre autres : Niveau mondial
    - Progrès notables des pays partenaires dans le renforcement de la planification du développement (64% des pays ont mis en place des stratégies nationales de développement) par le Mali a élaboré le CREDD
    - Faible alignement des PTF aux cadres de résultats des pays
    - La prévisibilité de la coopération pour le développement au niveau des PTF s'affaiblit, notamment en ce qui concerne la prévisibilité à moyen terme, (81% à un an, 65% à 2 ans et 56% à 3 ans)
    - Le renforcement de la GFP des pays ne s'est pas accompagné d'une augmentation considérable de leur utilisation par les partenaires (33 pays ont amélioré leur GFP, 53% des partenaires utilisent les systèmes nationaux de GFP, dont 57% pour la banque mondiale et 18% pour l'ONU)
    - Les mécanismes de redevabilité mutuelles deviennent inclusifs (45% des pays ont mis en place des mécanismes de redevabilité mutuelle de qualité)
- Au niveau du Mali, en termes de perspectives, il s'agira pour le Mali pour améliorer son score de faire des efforts pour :
- améliorer la gouvernance financière et politique
  - renforcer la culture des résultats et de la redevabilité
  - accélérer la mise en œuvre de la politique nationale de la gestion de l'aide (PONAGA) afin de renforcer le leadership de l'Etat dans la gestion de l'aide
  - instituer la culture de la redevabilité dans l'administration, etc.
- En conclusions, le Mali doit travailler à renforcer les bonnes pratiques en matière de GFP, de partager et de s'approprier des résultats de l'évaluation 2018 afin de tirer des enseignements nécessaires pour renforcer les bonnes pratiques.

👉 **Atelier de validation du rapport national 2018 de suivi des ODD et du rapport régional UEMOA de suivi des ODD**

Thème	Validation du rapport national 2018 de suivi des ODD et d'élaboration du rapport régional UEMOA (contribution du Mali) de suivi des ODD
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ GREAT</li> <li>✓ Services techniques des départements ministériels ;</li> <li>✓ Société civile ;</li> <li>✓ Secteur privé ;</li> <li>✓ Partenaires Techniques et Financiers.</li> <li>✓ CSLP</li> <li>✓ MEF</li> </ul>
Date	02 – 04 décembre 2019
Lieu	Bamako, Mali
Animateur	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Mahamadou Zibo MAIGA, Coordonnateur de la CT/CSLP</li> <li>✓ Sadio Koly KEITA, Analyste à la CT/CSLP</li> </ul>
Compte rendu	<p>Organisé par le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) à travers la Cellule Technique CSLP avec l'accompagnement du Système des Nations Unies au Mali et de la Commission de l'UEMOA, après rappel de l'analyse commune des pays faite par les Nations Unies recommande la mise en place des dispositifs de coordination efficace entre toutes les entités nationales, régionales, locales et de partenariat entre les principaux acteurs nationaux et internationaux sous un leadership national bien affirmé et actif dans son rôle de plaidoyer, de coordination et de mobilisation des ressources financières requises pour la mise en œuvre des ODD.</p> <p>Objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Examiner et valider le rapport national 2018 de mise en œuvre des ODD au Mali ;</li> <li>✓ Examiner le dispositif et les outils régionaux pour le suivi des ODD.</li> </ul> <p>Après adoption du projet de programme de l'atelier, les travaux ont proprement démarré par deux présentations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Présentation du Rapport National de suivi de la mise en œuvre des ODD par M. Mahamadou Zibo MAIGA, Coordonnateur de la CT/</li> <li>✓ Présentation du Canevas du Rapport et de la Matrice Unifiée de suivi des ODD de l'UEMOA, par Monsieur Sadio Koly KEITA, Analyste à la CT/CSLP</li> </ul> <p>Trois commissions de travail ont été mises en place conformément aux axes du CREDD 2016-2018</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Commission « Croissance économique Inclusive » et durable prend en charge les ODD correspondant à l'Axe préalable 2 « Stabilité du cadre macroéconomique » et à l'Axe stratégique 1 « Croissance économique inclusive et durable » du CREDD (2016-2018). ODD 1, 2, 7, 8, 9, 13 et 15.</li> <li>✓ Commission « Accès aux Services sociaux de base » est chargée des ODD correspondant à l'Axe stratégique 2 « Développement Social et Accès aux services sociaux de base » du CREDD (2016-2018). ODD 3, 4, 5, 6, 8, 10, 11, 12.</li> <li>✓ Commission « Développement Institutionnel et Gouvernance » est chargée des ODD de l'Axe préalable 1 « Paix et Sécurité » et l'Axe stratégique 3 « Développement Institutionnel et Gouvernance » du CREDD 2016-2018. ODD 16 et 17.</li> </ul> <p>Les commissions avaient pour mandat :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Examiner et valider le projet de rapport 2018 de suivi de la mise en œuvre des ODD</li> <li>✓ Faire le lien entre les cibles UEMOA et les cibles ODD priorisées dans le CREDD 2019-2023 et examiner la compatibilité des indicateurs disponibles avec ceux de la matrice UEMOA</li> <li>✓ Renseigner la matrice des indicateurs.</li> </ul> <p>Au terme des présentations des rapports des commissions, les participants ont posé des questions, soulevé des préoccupations et formulé des recommandations.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'amélioration de l'analyse des indicateurs de pauvreté ;</li> <li>✓ La problématique du suivi des financements reçus par les ONG ;</li> <li>✓ L'indicateur sur le schéma de libéralisation de la CEDEAO ;</li> <li>✓ L'intégration de certains indicateurs genre ;</li> <li>✓ La prise en compte de l'ODD 17 dans l'état global de mise en œuvre des ODD ;</li> <li>✓ La prise en compte des PPP et de l'efficacité du dialogue avec le Secteur Privé ;</li> </ul> <p>Recommandations</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Procéder au suivi combiné de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063.</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Renforcer les ressources (humaines, matérielles et financières) du dispositif du Système Statistique National.</li> <li>✓ Renforcer le leadership national de mise en œuvre des ODD.</li> <li>✓ Elaborer et mettre en œuvre la Stratégie de communication</li> <li>✓ Elaborer et mettre en œuvre la Stratégie Nationale de Financement des ODD</li> <li>✓ Améliorer la qualité du niveau de représentativité des structures impliquées dans le suivi et évaluation du CREDD et des ODD.</li> <li>✓ Assurer une meilleure articulation entre les cibles et indicateurs ODD avec ceux des politiques sectorielles</li> <li>✓ Elaborer un cadre pour la prise en compte des réalisations des ONG internationales alignées aux ODD.</li> </ul>
--	---

## ☞ Afrobarometer Organisational Development workshop

Thème	Afrobaromètre Workshop
Public cible	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les partenaires nationaux de Afrobaromètre</li> <li>✓ GREAT</li> </ul>
Date	31 janvier – 02 février 2019
Lieu	Accra, Ghana
Animateur	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Gyimah,</li> <li>✓ Mike</li> <li>✓ Carolyn,</li> <li>✓ Bob</li> </ul>
Compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Renforcement de capacités</li> <li>✓ Adjectifs décrivant la culture organisationnelle de AB</li> <li>✓ Choisir les 4 plus importants et indiquer combien ils sont prioritaires à AB</li> <li>✓ Séance vidéo pour le 20<sup>ème</sup> anniversaire de Afro</li> <li>✓ Délibération de la réunion du Senior Excom</li> <li>✓ Il a été décidé que le nouveau QG AB sera au Ghana, information sous embargo jusqu'à ce que l'enregistrement officiel ne soit fait au Ghana</li> <li>✓ Planning meeting, 22 – 29 mars 2019 à Johannesburg, avec réunion de Excom les 23 et 24 avant le planning meeting qui commence le 25</li> <li>✓ Bref rapport de R8 <ul style="list-style-type: none"> <li>☞ 23% auraient eu des problèmes avec le budget et certains souhaiteraient étendre le coût des tablettes au-delà des jours d'enquête et de formation</li> <li>☞ 16% que les transferts de fonds n'ont pas été faits à temps</li> <li>☞ 26% le manuel pourrait être amélioré (e.g. une section sur l'utilisation des tablettes), il a été recommandé que le manuel soit résumé en ses principaux éléments à retenir</li> <li>☞ 55% ont acheté leurs propres tablettes (Samsung, Techno, Lenovo, Huawei, Alcatel, Sony, Asus)</li> <li>☞ 94% considèrent que EDC a amélioré la collecte des données</li> <li>☞ 90% ont conduit des enquêtes non AB après R7 (soit un total de 156 enquêtes) et 48% utilisent des programmes différents de celui de R7</li> <li>☞ Compte tenu des difficultés à accéder aux données de recensement des différents pays, il est recommandé de classer les pays africains selon la facilité d'accéder à de telles données</li> <li>☞ Comment poser des questions d'enquête, pour la formulation des CSQ au R8, il y aurait besoin d'une session au planning meeting sur le sujet afin d'aider les NP à réussir cette formulation de CSQ</li> <li>☞ 13% voudraient des renforcements de capacités en analyse de données, 38% en EDC, 28% en rédaction et dissémination, 6% en gestion financière, 10% en formation et gestion du travail de terrain</li> <li>☞ Les SOR devraient être organisés par thématique pour qu'ils puissent vraiment intéresser les utilisateurs comme les décideurs ou les bdf</li> <li>☞ Décision sur IREEP, Léonard vient de recruter un directeur de recherche ASE, citoyen américain, les discussions ont porté sur les CP régionaux ou linguistiques, le contrat initial avait IREEP courait jusqu'au 31 décembre 2020, un amendement a été signé jusqu'au 31 décembre 2018 donc il y a besoin d'un nouveau contrat</li> </ul> </li> </ul>

	<p>pour continuer à payer les salaires des 3 personnes de AB à IREEP ; pour R8 il a été retenu que les NP de IREEP seront répartis entre les 3 CP</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>☞ Il est retenu que AB reste un réseau d'institutions et non d'individus avec des règles précises d'entrée et de sortie, il faut préciser les liens entre les CP et le secrétariat AB (un comité composé de Félix et des 3 CP va travailler sur le sujet et proposer un texte), les NP représentants seront dans des comités opérationnels ce que Massa conteste en disant que leur participation est un aspect de la démocratie et de la participation des NP au processus décisionnel du réseau – ils doivent être dans le Board, quid des 2 unités de soutien (MSU et UCT) – ils doivent être traités dans le nouveau dispositif comme les CP, d'où le besoin de trouver un nom commun aux deux types de structures (Support Units (SU) et CP) – MB, Bob et Carolyn vont travailler sur le sujet des SU pour voir comment avoir davantage de jeunes diplômés</li> <li>☞ Soumission des offres des NP (Soudan, Tanzanie, Angola, Namibie, Swaziland, Sao Tomé, Nigeria, Liberia, Algérie, Tunisie), pour les besoins de tout finaliser avant le planning meeting, la réunion est reportée à 25 mai – 1 juin 2019</li> </ul>
--	--

## 5. Publications



### 5.1. Les Great\_Cahiers

Titre	Emploi informel et genre au Mali
Numéro	67_1
Date de publication	Janvier – Mars 2019
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	106 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Genre et valorisation du travail domestique non rémunéré au Mali
Numéro	67_2
Date de publication	Janvier – Mars 2019
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	80 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Mise en œuvre d'un outil de collecte de données sur les violences faites aux femmes au Mali
Numéro	67_3
Date de publication	Janvier – Mars 2019
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	69 pages
Nombre d'exemplaires	200

Support de publication	Papier, Internet
------------------------	------------------

Titre	Impacts des politiques économiques sur la croissance au Mali
Numéro	68_1
Date de publication	Avril – Juin 2019
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	63 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Les sources de la croissance économique au Mali
Numéro	68_2
Date de publication	Avril – Juin 2019
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	84 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Main-d'œuvre et formes de travail au Mali
Numéro	69_1
Date de publication	Juillet – Septembre 2019
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	84 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Sous-utilisation de la main-d'œuvre et population hors main-d'œuvre au Mali
Numéro	69_2
Date de publication	Juillet – Septembre 2019
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	109 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Mesure de travail décent au Mali
Numéro	70_1
Date de publication	Octobre – Décembre 2019
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	60 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

Titre	Jeunes et marché du travail au Mali
Numéro	70_2
Date de publication	Octobre – Décembre 2019
Auteurs	GREAT
Nombre de pages	44 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, Internet

## 5.2. Le Great\_Savoir

Titre	Le financement du développement du Mali
Numéro	097
Date de publication	Janvier 2019
Auteurs	François Koné, Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Quelle stratégie d'environnement et changement climatique au Mali
Numéro	098
Date de publication	Février 2019
Auteurs	Boubacar Bougoudogo, Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Impacts des politiques économiques sur la croissance économique au Mali
Numéro	099
Date de publication	Mars 2019
Auteurs	Boubacar Bougoudogo et Moussa Coulibaly, Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Les sources de la croissance économique au Mali
Numéro	100
Date de publication	Avril 2019
Auteurs	François Koné, Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Croissance économique et réduction de la pauvreté au Mali
Numéro	101
Date de publication	Mai 2019
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Les facteurs explicatifs de la croissance au Mali
Numéro	102
Date de publication	Juin 2019
Auteurs	François Koné, Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Activités domestiques non rémunérées au Mali
Numéro	103
Date de publication	Juillet 2019
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Temps de travail domestique non rémunéré au Mali
Numéro	104
Date de publication	Août 2019
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

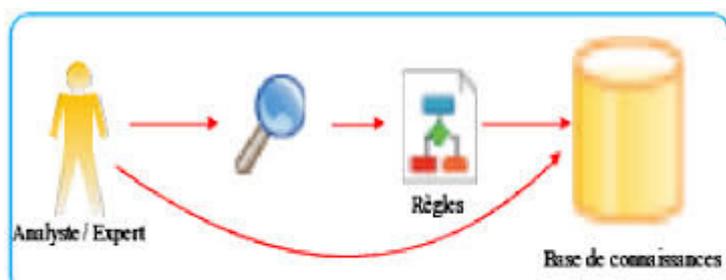
Titre	Coût d'opportunité du travail domestique non rémunéré au Mali
Numéro	105
Date de publication	Septembre 2019
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Salaires du travail domestique non rémunéré
Numéro	106
Date de publication	Octobre 2019
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	L'emploi informel au Mali
Numéro	107
Date de publication	Novembre 2019
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

Titre	Emploi informel et travail temporaire au Mali
Numéro	108
Date de publication	Décembre 2019
Auteurs	Massa Coulibaly
Nombre de pages	4 pages
Nombre d'exemplaires	200
Support de publication	Papier, abonnement Internet

### 5.3. Base de connaissances



Conformément à son objectif qui est de rechercher, promouvoir, favoriser et appliquer tous moyens propres au développement des sciences sociales et plus particulièrement de la science économique pour un développement

durable au Mali et de l'humanité dans son ensemble, GREAT publie des résultats de recherche et d'études.

Les publications de GREAT sont distribuées en copies dures, toutes disponibles sur le site web de GREAT ([www.greatmali.net](http://www.greatmali.net)) dans les rubriques Great\_Publication, [http://www.greatmali.net/spip.php?page=liste\\_publication](http://www.greatmali.net/spip.php?page=liste_publication) pour les Great\_Cahiers et Great\_Press pour le Great\_Savoir. De même, le Great\_Savoir est accessible sur abonnement gratuit via le portail du site, on peut aussi accéder aux archives des bulletins <http://www.greatmali.net/spip.php?page=bulletin> (Great\_Savoir). Les lecteurs de nos publications sont des universitaires et chercheurs, des décideurs politiques, la société civile et des partenaires techniques et financiers.

## 6. Partenariat



GREAT se réjouit d'adresser son remerciement le plus sincère à tous ses partenaires mais particulière à ceux, qui depuis la date d'ouverture jusqu'à l'année 2019 sont restés avec lui. IL s'agit de: l'INSTAT, World Economic Forum, International Budget Partnership (IBP), PEP. A ces partenaires de longue date, se sont ajoutés : CIPE, SWEDD, KYNE, Intégra/USAID, MSI, GRAAD, SHA, WEF, IBP/OBI, SNSC, avec espoir d'une longévité au moins pour la plus part d'entre eux.

Les plus gros chantiers de 2019, ont été exécutés grâce au partenariat avec le CIPE, l'IBP, le KYNE. Il est important de noter que la presse, écrite comme audio-visuelle sont aussi les partenaires de longue date de GREAT. Bien entendu, la recherche de partenariat se poursuit tant aux niveaux internationaux comme nationaux.

GREAT s'adresse son remerciement le plus sincère à tous ses partenaires mais particulière à ceux, qui depuis la date d'ouverture jusqu'à l'année 2019 sont restés avec lui. Il s'agit de: l'INSTAT, World Economic Forum, International Budget Partnership (IBP).

### 6.1. Institutions de recherche

INSTAT (Institut national de la statistique)	✓ Partenariat multidimensionnel
CPM (Comité de prévision et de modélisation)	✓ Réunions statutaires du CPM
CIPE	✓ Etude d'évaluation d'impacts de l'insécurité (extrémisme violent et terrorisme) sur les économies sahéliennes – Cas du Mali,
KYNE	✓ Suivi de la campagne héro ver de Guinée
WEF	✓ Enquête dans le cadre de la compétitivité mondiale des entreprises
GRAAD	✓ Enquête auprès des entreprises

## 6.2. Administration publique

DNPD	✓ Formation en logiciel Excel
Intégra/USAID, MSI	✓ Enquête en évaluation d'impact
SHA	✓ Formation en Excel
SWEDD	✓ Evaluation d'impacts
CNSC	✓ Etudes et recherche

## 6.3. Société civile

Groupe de suivi budgétaire	✓ Partage des rapports d'analyse du budget des conseils régionaux et cercles
Fondation Strømme	✓ Evaluation de son programme de Stratégie de scolarisation accélérée ou passerelle (SSA/P)

## 6.4. Partenaires techniques et financiers

IBP	✓ Transparence budgétaire
World Economic Forum	✓ Enquêtes sur la compétitivité globale des entreprises
GRAAD	✓ Enquêtes
CIPE	✓ Enquêtes
KYNE	✓ Enquêtes sur le suivi de la diffusion radiophonique de la campagne héros ver de guinée
MSI	✓ Enquêtes
CNSC	✓ Etude sur l'analyse budgétaire

## 7. Fonctionnement institutionnel



GREAT, érigé en ONG depuis le 01 juillet 2009 et signataire d'Accord cadre n°001079 dispose de trois niveaux d'instances, une Assemblée générale qui définit ses grandes orientations, un Comité d'orientation qui se charge de décliner ses orientations en programmes et de contrôler leur mise en œuvre par la Direction exécutive. La direction exécutive composée de 4 départements (Études et recherche, Enseignement et formation, Information et communication, Administration et finances) assure la mise en œuvre quotidienne du programme d'activités annuel.

## 7.1. Programmation et responsabilisation des activités



GREAT, ONG de recherche, en plus de cette recherche, a pour vocation la formation, la publication, l'assistance et la promotion de la science et de la culture.

En 2019, les travaux de recherche de GREAT ont principalement porté sur la Gouvernance et le développement durable, Population et genre, Emploi, Pauvreté et inégalités, Finances publiques, Intégration et mondialisation, Offres diverses d'études et de recherche.

En 2019, GREAT a mené 8 enquêtes contre 4 en 2018. La première portait sur la compétitive globale des entreprises qui est une enquête annuelle depuis plus de quinze ans. La deuxième a porté sur la Campagne héros du ver de guinée, la troisième sur l'Evaluation de la qualité des données (EQD). La quatrième portait sur l'Evaluation de l'économie politique de la santé au Mali. La cinquième a traité la Stabilisation et la réconciliation pour la consolidation de la paix. La sixième était sur la transparence budgétaire (OBI). La Septième avait comme thème "Intégration régionale, amélioration de la situation économique de la femme et transformation des relations de genre dans l'espace UEMOA". La huitième traitait comme sujet l'Impacts de l'insécurité sur l'économie et le secteur privé au Mali.

S'agissant de la formation, GREAT a assuré deux ateliers de formations en 2019. La première a porté sur l'utilisation avancée d'Excel à l'endroit des cadres du Secrétariat à l'harmonisation de l'aide (SHA). La deuxième, il s'agit là, de l'école d'été francophone d'Afrobaromètre organisé pour la première fois au Mali en partenariat avec le réseau Afrobaromètre. Les thèmes traités à cette école ont principalement porté sur la méthodologie de recherche, la Science politique, le traitement et analyse des données. Cette école était à l'endroit des chercheurs des pays francophones membres du réseau Afrobaromètre.

Dans le cadre de renforcements de capacité, le personnel de GREAT a bénéficié des formations en modélisation (MEGC et MME\_DNPD), en élaboration de la matrice de comptabilité sociale (MCS), en technique GRD, en plaidoyer, en Leadership, en transparence budgétaire, en méthodologie de recherche et de rédaction de proposition de recherche.

En 2019, GREAT a organisé deux cafés. Le premier a porté sur la Cosmogonie bambara et le deuxième sur Initiative de développement du leadership (IDL).

GREAT a participé à 5 séminaires et conférences nationaux comme internationaux en 2019. En matière de publication, 9 Great\_Cahiers, 12 Great\_Savoir sont à l'actif de GREAT. En plus des Great\_Cahiers et des Great\_Savoir, une base de données permanemment actualisée

est disponible sur le site de GREAT. Le Directeur exécutif de GREAT veille au bon fonctionnement des départements. La répartition des tâches quotidiennes entre le personnel des différents départements se fait à l'aide d'un tableau de bord qui est mis à jour au fur et à mesure de l'exécution satisfaisante des activités. Pour chaque activité, ce tableau retrace les tâches à accomplir, les personnes responsables, les délais à respecter et d'éventuelles observations.

## 7.2. Réunions statutaires



Copyright © 2015 – Propriété de Osez vos droits - le blog – Reproduction interdite

Le Conseil d'orientation s'est réuni le 29 juin 2019. Il a statué sur le Rapport d'activités de l'année 2018 et le Programme d'activités 2019 pour examen, adoption et validation desdits documents sus cités.

A l'instar, des années précédentes, la direction exécutive de GREAT se donne la tâche de traduire les actualités brûlantes en des sujets d'études et recherche notamment les études sur le développement durable et sur l'évaluation d'impact. Durant l'année 2019, la Direction exécutive a fonctionné normalement et tous les départements ont pu exécuter les activités programmées relevant de chacun d'eux. Au total quatre réunions de personnel ont été tenues sous la présidence du Directeur exécutif qui coordonne les activités des 4 départements. Ces réunions ont porté sur la planification des travaux en cours ou en instance d'exécution.

Selon le besoin, une partie de l'équipe exécutive s'est souvent retirée en ateliers résidentiels pour préparer ou exécuter certaines activités dans le souci de respecter les délais impartis. Au total ce sont 11 ateliers de 5 jours environ chacun qui se sont tenus durant l'année 2019.

## 7.3. Ateliers résidentiels



Selon le besoin, une partie de l'équipe exécutive s'est souvent retirée en ateliers résidentiels, aussi avec d'autres partenaires pour

préparer ou exécuter certaines activités dans le souci de respecter les délais impartis. Au total ce sont 11 ateliers de 5 jours environ chacun qui se sont tenus durant l'année 2019.

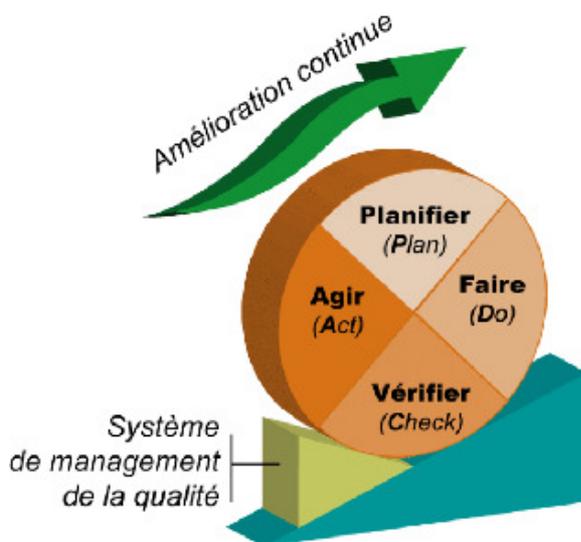
#### ☞ Ateliers résidentiels

Objet	Participants	Durée et lieu
Formation de traitement de données sur SPSS CNDIFE	✓ 8 du CNDIFE ✓ 4 de GREAT	du 7 au 14 janvier à Koulikoro
formation de rédaction des rapports thématiques genre du CNDIFE	✓ 6 du CNDIFE ✓ 3 de GREAT	du 12 au 18 février à Koulikoro
Formation CAPI	✓ 6 de GREAT	du 23 au 28 février à Koulikoro
Formation de modélisation en équilibre général calculable	✓ 3 enseignants chercheurs ✓ 6 de GREAT	du 19 au 23 mars à Bamako
Traitement de données de l'enquête de perception de l'UE au Mali	✓ 2 de GREAT	du 18 au 24 juin à Koulikoro
Apurements et harmonisation de base de données EMOP 2011-2013-2014-2015-2016 pour l'Université de Wisconsin Madison (JEREMY)	✓ 3 de GREAT	du 18 au 24 juin à Koulikoro
Elaboration du schéma d'aménagement du territoire (SNAT) du Mali (GERAD)	✓ 2 de GREAT	du 10 au 16 septembre à Koulikoro
Traitement de données et sortie de Tableaux de résultats de l'ONEF	✓ 1 de l'ONEF ✓ 1 de GREAT	du 10 au 16 septembre à Koulikoro
Rédaction du rapport de l'enquête diagnostic de la société malienne du CSLP	✓ 2 de GREAT	du 10 au 16 septembre à Koulikoro
Rédaction du rapport d'activités annuel de GREAT de 2018	✓ Tout GREAT	du 25 au 30 septembre à Koulikoro
Rédaction du rapport d'activités annuel de l'ONEF	✓ 1 de l'ONEF ✓ 3 de GREAT	du 23 au 26 novembre à Koulikoro

## 8. Suivi budgétaire

Le suivi budgétaire est un processus qui se décline en trois étapes. Après avoir décrit le système de gestion pratiqué à GREAT, dans un deuxième temps, non seulement on fait ressortir la structure des dépenses pour l'année en question mais aussi de celle de l'évolution de cette structure de 2014 à 2019 et dans un troisième temps, les différentes sources de financement sont recenser.

## 8.1. Système de gestion



Dans l'optique d'un meilleur suivi budgétaire, GREAT s'est toujours servi de l'outil informatique de gestion budgétaire, SAGE COMPTABLE. Cet outil permet de:

- ✓ enregistrer régulièrement tous les éléments d'exécution du budget (encaissements et dépenses)
- ✓ lire directement le solde disponible sur chaque ligne du budget
- ✓ faire des prévisions et projections
- ✓ évaluer les besoins de trésorerie
- ✓ établir un rapport financier à tout moment.

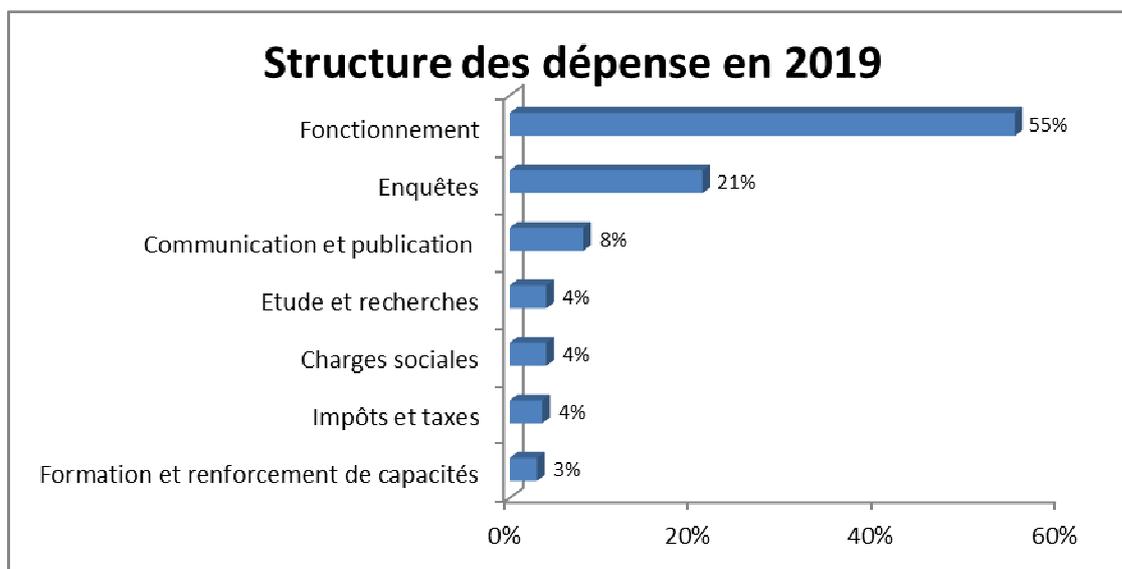
En plus des enregistrements dans SAGE COMPTABLE, le Département en charge de l'administration et des finances de GREAT se sert d'un programme bien ficelé sur Excel pour suivre plus en détail toutes les ressources et toutes les dépenses de GREAT par source et par ligne budgétaire. Ce suivi permet de donner en détail à tout moment la situation de chacune des sources et par ligne budgétaire.

## 8.2. Structure des dépenses

Les dépenses de GREAT se structurent en sept rubriques : Etude et recherche, Enquête, Fonctionnement institutionnel, Communication et publication, Fonctionnement, Impôt et taxe et Charge sociale.

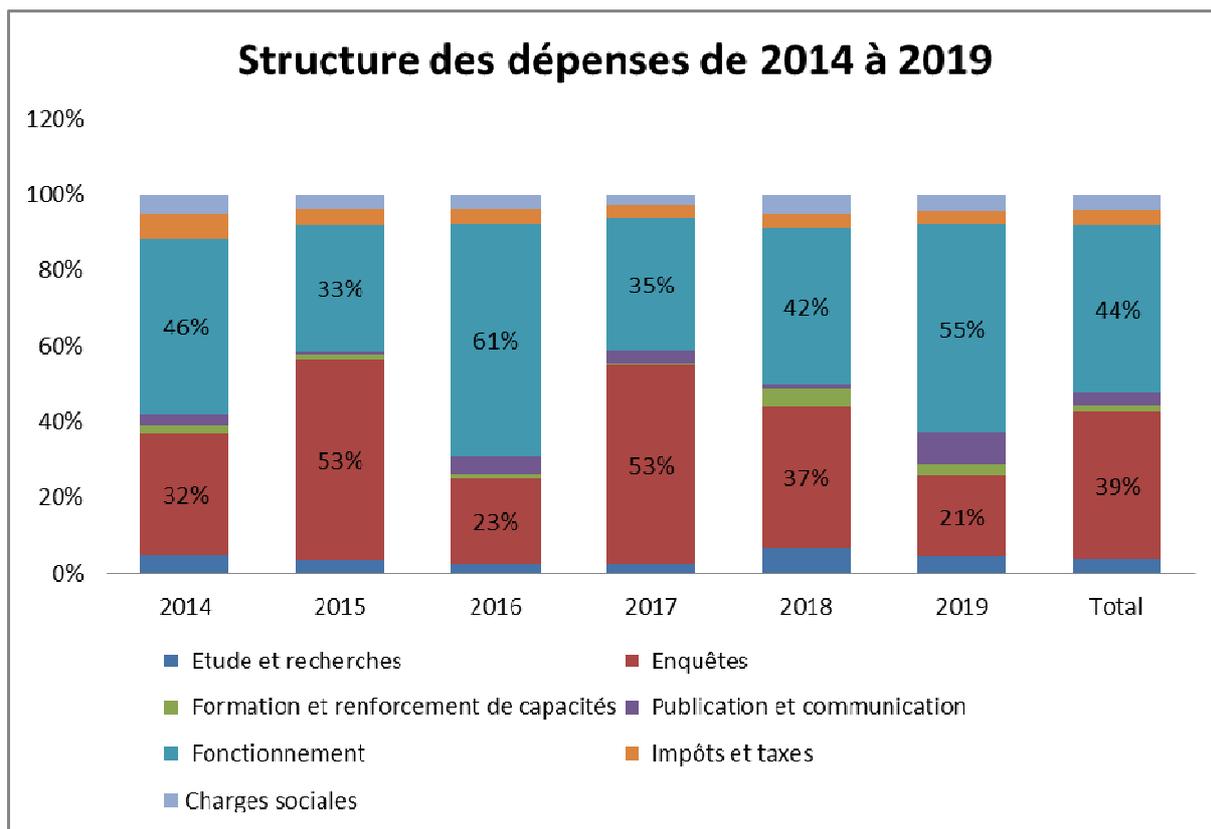
Au regard de la structure des dépenses, nous constatons que les dépenses dans le fonctionnement institutionnel dépasse un peu plus la moitié de la totalité des dépenses soit 55% contre 42% en 2018. Par contre la part, des dépenses, liées aux enquêtes a connu une baisse de 37% en 2018 à 21% en 2019. La communication et publication qui occupait le plus petit poste de dépense avec 1% en 2018 s'est accru à 8% en 2019 en occupant la troisième place sur les 7 rubriques. Cette augmentation, de la part de la rubrique communication et publication dans les dépenses totales de GREAT en 2019, s'explique par l'organisation des journées du savoir en février 2020 dont la majeure partie de ces dépenses se sont effectuées courant 2019. Le quota des Etudes et recherches s'est décalé d'un rang de la 3<sup>ième</sup> place, il se retrouve à la 4<sup>ième</sup> avec une baisse de près de la moitié soit 7% en 2018 et 4% en 2019. Le renforcement de capacité bien qu'il permet à GREAT d'assurer pleinement ses tâches, le

budget lui ayant été consacré reste le plus faible avec 3% de score. La charge sociale et les impôts et taxes s'égalise à 4% tout comme les Etudes et recherches.



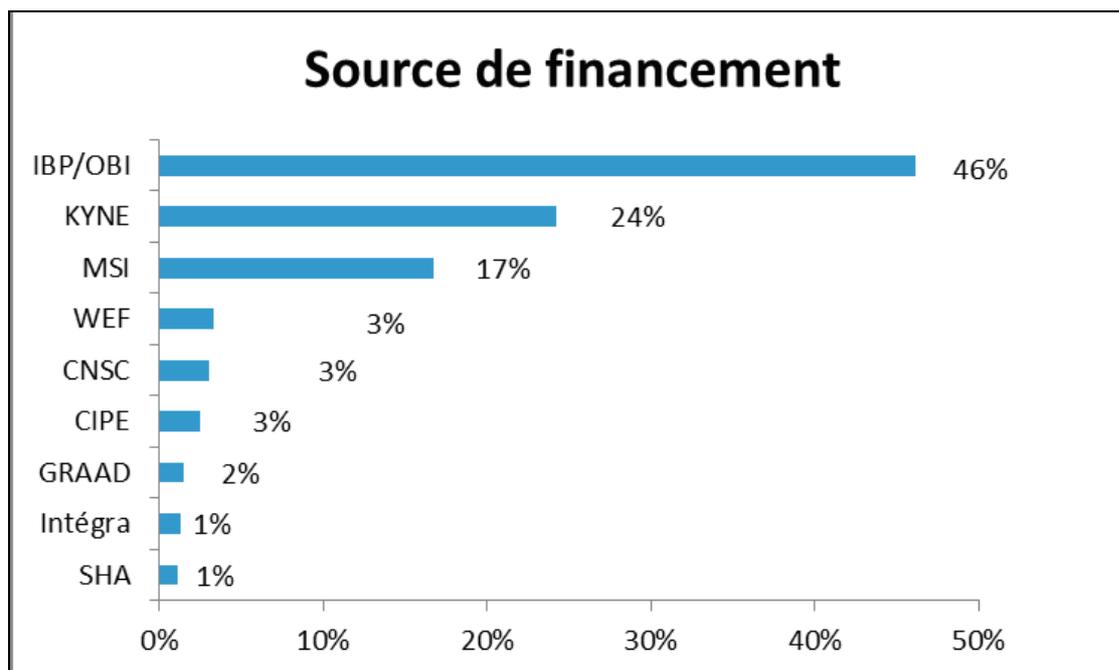
Une analyse des dépenses, de 2014 à 2019, nous révèle que les plus grosses part des dépenses de GREAT vont dans les enquêtes et le fonctionnement. En 2015 aussi bien qu'en 2017 plus de la moitié, des dépenses de GREAT, était consacrée aux enquêtes avec un score de 53% pour chacune de ces années. Contrairement à 2015 et 2018, nous avons constaté qu'en 2016 et 2019, plus de la moitié, des dépenses de GREAT, était consacré à des dépenses de fonctionnement institutionnel avec un score de 61% en 2016 et 55% en 2019. Hormis ces cas ci-dessus mentionnés, aucune autre rubrique, des dépenses, atteint les 10% de score. Cependant, nous notons que la publication et communication a atteint les 8% de score en 2019. En 2018, les Etudes et recherche avaient atteint 7% tout comme les impôts et taxes en 2014. En 2017, GREAT a enregistré le plus faible taux de dépenses en renforcement de capacité soit moins de 1%.

En regardant un peu, le total des dépenses de 2014 à 2019, nous observons que le fonctionnement constitue le gros poste de dépenses de GREAT avec 44% de score suivi des enquêtes avec 39%. Cependant, le plus petit poste est réservé à la formation et au renforcement de capacité avec 2% de score et toutes les autres rubriques se valent à 4%.



### 8.3. Source de financement

En 2019, les financements des activités de GREAT sont venus de : IBP/OBI, KYNE, MSI, WEF, CNSC, CIPE, GRAAD, INT2GRA et le SHA. Le plus gros lot de financement est obtenu d'IBP/OBI avec 46% de score suivi KYNE avec 24%. MSI se hisse à la troisième position avec 17% et tous les autres sont à 3% ou moins.



De 2014 à 2019, GREAT a vu ses activités financé par 31 partenaires parmi lesquels, le WEF a été le seul partenaire présente à toutes les 6 années. Certains partenaires comme Afro, ISSER, PSI, FAFO et ONEF ont été présents 3 années sur 6. Les autres partenaires ont tout au plus accompagné GREAT pendant deux ans.

## 9. Programme d'activités 2020

Le programme d'activités de 2020 est élaboré dans un contexte de consolidation des acquis de nos expériences. Il s'insère également dans le prolongement des domaines identifiés au cours de 2019.

### ☞ Programme prévisionnel d'activités

1. Etudes et recherche	
Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Corruption</li> <li>✓ Crédibilité des élections de 2018</li> <li>✓ Electorat et mouvance partidaire</li> <li>✓ Performance du gouvernement – Le gouvernement face aux préoccupations</li> <li>✓ Direction de marche du pays</li> <li>✓ Confiance dans les institutions</li> <li>✓ Avoirs du ménage et conditions de vie</li> <li>✓ Problèmes et priorités de développement</li> </ul>
Analyse budgétaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ OBI Indice de transparence budgétaire du Mali</li> <li>✓ Transparence budgétaire</li> <li>✓ Répartition sociale des recettes et des dépenses publiques (Payeurs et bénéficiaires)</li> <li>✓ Budget communal</li> </ul>
Inégalité	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Inégalités de genre et VBG</li> <li>✓ Pauvreté multidimensionnelle</li> <li>✓ Inégalités, polarisation et exclusion</li> <li>✓ Profil de la pauvreté et des inégalités des exploitations agricoles au Mali</li> </ul>
Emploi	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Distribution et inégalités de revenu</li> <li>✓ Marché du Travail</li> <li>✓ Sous-utilisation de la main-d'œuvre</li> <li>✓ Chômage et sous-utilisation de la main d'œuvre</li> <li>✓ Evolution du marché du travail au Mali</li> </ul>
Evaluation d'impacts	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Stratégies de prévention et mesures de politique sociale face au Covid-19 et vulnérabilité socioéconomique des ménages au Mali</li> <li>✓ Impacts de la Covid-19 sur l'économie et le secteur privé</li> <li>✓ Evaluation d'impact de projets</li> </ul>
Divers	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Changement climatique</li> <li>✓ Identité nationale et de groupe-cohabitation plurielle</li> <li>✓ Hygiène, eau et assainissement</li> <li>✓ IDS Arts et culture, vecteurs de savoir</li> </ul>
2. Enquêtes	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Afro R8</li> <li>✓ WEF</li> <li>✓ MSI</li> <li>✓ SWEDD</li> <li>✓ GRAAD</li> <li>✓ CIPE</li> <li>✓ ONDD</li> </ul>
3. Formation et renforcement de	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Renforcement de capacité en plaidoyer</li> </ul>

capacités	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Manuel CAPI</li> <li>✓ Manuel MEGC</li> <li>✓ Manuel Budget programme</li> <li>✓ Manuel GRD</li> <li>✓ Manuel Eviews</li> <li>✓ Manuel Evaluation d'impacts</li> <li>✓ Manuel simplifié NTA</li> <li>✓ Manuel de gestion des programmes de l'Etat</li> </ul>
4. Communication	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Actualisation de la "Base de connaissances" de GREAT</li> <li>✓ Plaidoyer pour la transparence budgétaire</li> <li>✓ Dissémination des résultats d'études</li> <li>✓ Conférences et colloques sous-régionaux, régionaux et internationaux</li> <li>✓ JDS (Journées du Savoir) de GREAT</li> </ul>
5. Publications	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ "Les Great_Cahiers"</li> <li>✓ "Le Great_Savoir"</li> <li>✓ "Great_Café"</li> <li>✓ "Great Formation"</li> <li>✓ Rapport d'activité 2019 de GREAT</li> <li>✓ Communication du JDS 2020</li> </ul>
6. Partenariat	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ OMS</li> <li>✓ INSTAT et CPS</li> <li>✓ Afrobaromètre</li> <li>✓ DNPD</li> <li>✓ PEP</li> <li>✓ CPM (Comité de prévision et de modélisation)</li> <li>✓ CSLP</li> <li>✓ USSGB</li> <li>✓ CABRI-IBP</li> <li>✓ World Economic Forum</li> <li>✓ Banque Mondiale</li> <li>✓ ONDD</li> <li>✓ SWEDD</li> <li>✓ ODHD</li> <li>✓ USAID</li> <li>✓ INCLUDE</li> </ul>
7. Fonctionnement institutionnel	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Révision du plan stratégique</li> <li>✓ Révision du plan de plaidoyer</li> <li>✓ Révision de plan de communication</li> <li>✓ Révision de plan de mobilisation de ressources</li> <li>✓ Réunions régulières des instances</li> <li>✓ Concept Notes Great_Université</li> </ul>

☞ **Tableau de bord 2020**

	Thèmes	Délai	Responsable	Observations
Etudes et recherche	Rapports Afro 8		MC	
	1. Communiqués de presse			
	Corruption		FK	
	Identité nationale et de groupe-cohabitation plurielle		BC	
	Crédibilité des élections de 2018		BB	
	Electorat et mouvance partidariaire		BB	
	Performance du gouvernement – Le gouvernement face aux préoccupations		DD	
	Chômage et sous-utilisation de la main d'œuvre		FS	
	Direction de marche du pays		MC	
	Confiance dans les institutions		MC	
	Hygiène, eau et assainissement		MC	
	Inégalités de genre et VBG		MC	
	2. Dépêches, Policy brief, Working paper			
	Avoirs du ménage et conditions de vie		FK	
	Pauvreté multidimensionnelle		LS	
	Inégalités de genre et VBG		MC	
	Problèmes et priorités de développement		MC	
	Changement climatique		BB	
	Marché du travail		FS	
	Performances du gouvernement		DD	
	Identité nationale et de groupe		BC	
	Evolution du marché du travail au Mali		MC + ASD	
	Répartition sociale des recettes et des dépenses publiques (Payeurs et bénéficiaires)			
	Inégalités, polarisation et exclusion		MC	
	Profil de la pauvreté et des inégalités des exploitations agricoles au Mali		FK	
	IDS Arts et culture, vecteurs de savoir		FS	
	Stratégies de prévention et mesures de politique sociale face au Covid-19 et vulnérabilité socioéconomique des ménages au Mali		OT + DD	
	Impacts de la Covid-19 sur l'économie et le secteur privé		BB	
Budget communal		BB		
Distribution et inégalités de revenu		FK		
Evaluation d'impact de projets		FK		
Enquêtes	Afro R8		BC	
	WEF		FS	
	<b>GRAAD</b>		<b>BB</b>	

	SWEDD		BB	
	MSI		BC	
	ONDD		FS	
Formation et capacitation	Renforcement de capacité en plaidoyer		BB	
	Manuel CAPI		DD	
	Manuel MEGC		BC	
	Manuel Budget programme		BB	
	Manuel GRD		BB	
	Manuel de gestion des programmes de l'Etat		BB	
	Manuel Eviews		FS	
	Manuel Evaluation d'impacts		FK	
	Manuel simplifié NTA		FK	
Communication	Gestion "Base de connaissances"		DD + FS	
	Great_Cahiers		FS	
	Great_Savoir		MC	
	Great_Formation		DD	
	Organisation 10 <sup>ème</sup> anniversaire		MC	
	Great_Café		DD	
	Révision du plan stratégique		MC	
	Révision du plan de plaidoyer		BB	
	Révision du plan de communication		FS	
	Révision du plan de mobilisation de ressources		BB	
Concept Notes Great_Université		MC		
Publications	Great_Cahiers		FS	
	Great_Savoir		FS	
	Great_Formation		FS	
	Rapport d'activités 2019		FS	
Partenariat		BD		
Congés annuels		BD		
Suivi d'exécution des activités		FS		
Rapport d'activités 2019		FS		
Rapport financier 2019		BD		
Programme d'activités 2020		MC		
Budget prévisionnel et plan de financement		BD		

## Conclusions

Depuis près d'une dizaine d'années, le Groupe de recherche en économie appliquée et théorique (GREAT), en tant qu'association signataire d'accord-cadre avec le gouvernement de la République du Mali, tente tant bien que mal d'assumer pleinement son rôle de leader privé d'études et de recherche au Mali. Pour ce faire, il tente de concilier ses besoins propres de recherche et les besoins de ses partenaires aussi bien nationaux qu'internationaux.

Pour l'année 2019, le GREAT a eu à travailler dans plusieurs domaines importants pour le pays et conformes à ses ambitions. Ainsi, il a conduit des recherches entre autres sur les perceptions des changements climatiques au Mali, les actes et acteurs de la corruption, l'impact de l'insécurité et de l'extrémisme violent au Mali et dans l'espace G5 Sahel, les évaluations d'impact de projets et programmes, la conciliation des ODD et des priorités populaires de développement, les perceptions de la migration, la distribution et les inégalités de revenus au Mali, des analyses budgétaires, etc.

Au-delà des recherches conduites au cours de l'année 2019, GREAT s'est illustré par l'organisation de l'école d'été d'Afrobarometer depuis son adhésion, chose qui démontre la reconnaissance et la qualité du travail de l'équipe de GREAT. Il faut noter que GREAT est le premier partenaire francophone du réseau Afrobarometer et a conduit toutes les enquêtes de perceptions (l'ensemble des rounds) depuis 2001. Il s'agissait de former les chercheurs juniors à différentes techniques et méthodologies de recherche en vue de faciliter leur travail de façon permanente. Une autre expérience non moins importante a été la formation en Excel avancé des cadres du Secrétariat à l'harmonisation de l'aide (SHA).

Tout d'habitude, GREAT a procédé à une programmation annuelle des activités à réaliser en 2020 dont la réalisation dépend de la mobilisation d'un financement long sous forme de subventions ou d'appui institutionnel.

Quoiqu'il ait commencé à standardiser ses services (formation, protocole de recherche, etc.), GREAT doit capitaliser ses expériences et être plus offensif sur une niche de plus en plus concurrentielle, avec aussi bien des institutions internationales de recherche que des institutions locales. De plus, l'organisation du dixième anniversaire de GREAT sera l'occasion pour les administrateurs du Groupe de jeter un regard rétrospectif sur les réalisations de GREAT et éventuellement de mobiliser les partenaires potentiels au cours d'un évènement scientifique majeur dans le pays.